

Tel.

JEAN-PAUL MINVIELLE  
Economiste de l' ORSTOM

11E3  
A emg.

ELEMENTS POUR UNE ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AU  
VENEZUELA  
1950 - 1980

Mai, 1982

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° : 22184  
Cpte : B

## I. LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION

### 1.1. L'évolution de la production réelle

1.1.1. L'évolution globale de la production réelle

1.1.2. L'évolution de la production réelle par habitant

1.1.3. L'évolution sectorielle de la production réelle

1.1.3.1. L'évolution de la production réelle dans le secteur primaire

1.1.3.2. L'évolution de la production réelle dans le secteur secondaire

1.1.3.3. L'évolution de la production réelle dans le secteur tertiaire

### 1.2. L'évolution de la production nominale

1.2.1. L'évolution globale de la production nominale

- Le P.T.B.

- Le P.N.B.

1.2.2. L'évolution sectorielle du PTB nominal

1.2.2.1. L'évolution du PTB nominal du secteur primaire

1.2.2.2. L'évolution du PTB nominal du secteur secondaire

1.2.2.3. L'évolution du PTB nominal du secteur tertiaire

## II. LE REVENU NATIONAL

### 2.1. Le revenu national globale

- Revenu national et revenu territorial

- Le revenu national par habitant

- Revenu national et produit national

### 2.2. La décomposition par types et par secteurs du Revenu National

- Les revenus salariaux

- Les revenus du capital et du travail non salarié

- La répartition des revenus

*à faire la  
recherche  
M. de la Solé*

## 1. La Croissance de la Production

### 1.1. L'Evolution du Produit Réel

La production étant par définition la finalité même de tout système économique, et étant généralement considérée comme l'aune de son efficience, il apparait nécessaire ici de préciser dans un premier temps quelle a pu être son évolution durant les dernières décennies. Deux approches, chacune d'elle combinée avec deux possibilités de focalisation seront suivies.

Nous verrons tout d'abord quelle a été l'évolution globale, en termes exclusivement macro-économiques, de la production territoriale. Ce ci nous fournira une appréciation quantitative générale de la situation du pays et de son évolution. Cependant, cette approche globale ne nous permettra pas de mettre en valeur les caractéristiques dynamiques du système, ni sa capacité autonome à poursuivre ou entamer un processus réel de développement économique, processus ne pouvant en aucun cas être appréhendé à partir de la seule prise en compte de performances quantifiées en termes de production ou de revenu national. Il sera donc nécessaire, dans un deuxième temps, d'affiner et d'approfondir l'analyse afin de faire ressortir les éléments moteurs du système et, partant, sa capacité à s'auto-développer. Nous essaierons donc, dans l'étroite limite des statistiques disponibles et des catégories prises en compte, de définir quels ont été, et sont à l'heure actuelle, les éléments à effets entraînants du système. Une première désagrégation sera effectuée sur la base de la répartition par secteur des participations relatives à la production, au revenu etc.

De plus, deux focalisations, aux implications totalement divergentes, pourront être retenues. Une première en termes de produit réel, physique, une seconde en termes de production nominale. La première, la plus généralement utilisée puisque retenue dans la quasi totalité des études économiques sur le Vénézuéla, ne prend en considération que l'évolution réelle, en termes de quantités physiques, matérielles, de la production, tant en termes globaux que relatifs. Elle élimine donc toute référence à une quelconque évolution des termes de l'échange entre différents produits. L'élément, sans conteste majeur, dans l'évolution politico-économique récente du Vénézuéla ayant été la multiplication des prix du pétrole depuis 1974, il apparait tout à fait clairement qu'aucune approche en termes de dynamique économique ne pourra être effectuée sur ces bases. Toute les études que nous avons pu parcourir d'ailleurs, se bornent à une constatation statique des performances et niveaux atteints dans les différents domaines, sans que soient tentés les rapprochements causaux, impossibles d'ailleurs à effectuer dans ces conditions. Pour ce faire, il sera nécessaire de conserver dans l'analyse la variable prix relatifs, et donc de travailler sur des séries nominales déflatées des effets perturbateurs de la perte de pouvoir d'achat du signe monétaire. Comme nous le verrons plus loin, la principale limitation inhérente à la prise en compte de telles séries, à savoir les effets perturbateurs de l'inflation, pourra être en partie corrigée par l'utilisation d'un indice correcteur de l'évolution des prix. Il ne s'agit bien évidemment pas ici d'une panacée, et cette pratique ne conduira pas à la construction d'un indice idéal. Cependant, la méthode aura pour énorme avantage de ne pas influencer

sur l'évolution relative des prix entre eux, facteur particulièrement important à l'heure actuelle, marquée principalement par une réévaluation très forte des prix d'une matière première primordiale, le pétrole. Que l'indice des prix utilisé ne corresponde pas exactement, en fonction de sa composition ou de ses méthodes d'établissement, à l'évolution réelle importe finalement moins que le gain obtenu par ailleurs. Dans la mesure où notre projet ici ne sera pas l'étude des performances absolues de l'économie en tant que telles, mais celle de sa progression, dans la mesure où il s'agira avant tout d'un essai de reconstitution d'un système dynamique de production, et de précision de ses capacités réelles à maintenir ou accélérer sa croissance physique, importera finalement plus l'homogénéité dans le traitement des données et leur comparabilité que leur exactitude absolue.

L'indicateur macro-économique que nous utiliserons dans ce chapitre sera le Produit Territorial Brut (PTB). Il est constitué par la sommation au niveau territorial national, de toutes les valeurs ajoutées créées par les différents secteurs composants de la formation économique. Il regroupe donc la totalité de la valeur ajoutée créée par la totalité des agents, nationaux comme étrangers, opérant à l'intérieur du territoire national du Vénézuéla. En sont exclues, par contre, les productions des nationaux vénézuéliens effectuées sur un quelconque territoire étranger. Nous utiliserons cependant, à titre comparatif, l'indicateur permettant d'éliminer la participation à la production des agents économiques étrangers travaillant à l'intérieur du territoire national et

d'inclure la participation des agents nationaux travaillant à l'exté-  
rieur du territoire, à savoir le Produit National Brut (PNB). Seront  
ici aussi pris en compte les éléments financiers (capitaux) de la pro-  
duction par l'intermédiaire des transferts concernant leurs rémunéra-  
tions.

Comme nous l'avons déjà précisé, nous utiliserons donc ici  
trois types de séries concernant l'évolution du PTB. Les séries à prix  
constants d'une part, que l'on doit considérer comme retraçant l'évolu-  
tion en termes réels de la production physique du PTB, les séries à prix  
courants d'autre part, retraçant l'évolution en termes nominaux du PTB.

En ce qui concerne ces dernières, et comme nous le précise-  
rons plus avant, nous serons amenés à les pondérer afin de tenter d'en  
éliminer la part non réelle simplement due à la dévaluation permanente  
du signe monétaire.

Les premières, dans une époque à très nettes et très fortes  
tendances inflationnistes, en éliminant d'office le facteur évolution des  
prix, permettent des comparaisons interannuelles immédiates et, par là  
même, la mesure la plus exacte possible de l'évolution réelle du PTB. E  
elles présentent cependant l'inconvénient, à notre sens majeur, d'instau-  
rer une absolue fixité dans l'échelle relative des prix des différents -  
produits entre eux. Inconvénient d'autant accentué que, non seulement  
les prix relatifs sont irrémédiablement condamnés à la fixité, mais de  
plus sont déterminés par rapport à la structure momentanée d'une année -

donnée, l'année choisie comme année de référence. Il ne semble pas nécessaire ici de proposer des exemples, pouvant aller jusqu'à l'absurde par un choix raisonné des années possibles de référence, pour bien percevoir quelles seront les limites du système, et l'importance majeure du choix de l'année-base. Nous conserverons donc cet indicateur pour sa capacité à nous informer sur l'évolution réelle de la production, tant globale que sectorielle, en limitant cependant là l'utilisation et en tentant d'éviter le biais qui, pour des raisons évidentes tend à y voir l'indicateur universel des progrès du pays dans la voie du développement économique, en particulier au niveau de la répartition sectorielle des participations à la production. (1).

---

(1) Plusieurs éléments pourraient ici être relevés concernant la construction de ces séries à prix constants. Nous précisons seulement deux points : Ces séries sont construites, suivant les indications dont dispose le statisticien, par pondération, soit par un indice de prix du produit, soit par un indice de quantité. Dans le cas de l'utilisation d'un indice de prix, celui-ci ne correspond généralement pas à la seule valeur agrégée, mais bien au prix global du produit, incluant tous les éléments d'input. Il en découlera bien évidemment, sauf cas tout à fait exceptionnel, une évaluation biaisée de la valeur ajoutée réelle, les différents composants du prix final du produit ne variant bien évidemment pas d'une même manière. Dans ces conditions, la construction par nous même des séries à prix courants déflatées par un indice de prix uniformément appliqué aux différents secteurs de la production, telle que nous la décrivons plus loin, ne nous paraît pas être autrement critiquable, ceci d'autant plus que nous ne ferons de ces constructions qu'une utilisation bien spécifique.

Pour plus de détails sur les méthodes d'élaboration des comptes nationaux, on pourra se référer à la publication de la Banque Centrale intitulée : "Metodología de las cuentas nacionales de Venezuela". BCV, Caracas, 1976.

On doit cependant considérer que, dans la marche vers le développement n'est pas uniquement à prendre en compte l'évolution globale du PTB, celle-ci n'étant révélatrice que du niveau quantitativement atteint, mais en aucun cas des moyens et mécanismes ayant permis de l'atteindre. Un des premiers pas vers ce but sera de procéder à la décomposition sectorielle de la production. En termes réels, cette décomposition, pour aussi intéressante qu'elle soit, ne permettra pas de préciser les interrelations en termes de dynamiques économiques, entre les différents secteurs nationaux d'une part, internationaux d'autre part. Il sera donc nécessaire ici d'inclure dans l'analyse les séries à prix courants, seules révélatrices des véritables liens économiques intersectoriels. Pour ce type d'utilisation, le biais sera d'autant plus limité que seront prises en compte les représentations relatives et non plus absolues. Cette intégration sera d'autant plus nécessaire que, si les évaluations en termes de quantités physiques ont un sens au point de vue strict de la production, seules celles intégrant le facteur monétaire et, plus particulièrement, la valorisation relative des produits entre eux, seront valides du point de vue du fonctionnement du système économique à ce niveau là, des liens causaux de son évolution constatée, ou même de ses potentialités futures de développement.

Cependant, en ce qui concerne ce deuxième type d'instrument, apparaît immédiatement la forte limitation inhérente à l'évolution dans le temps de la valorisation du signe monétaire, évolution exclusivement inflationniste en ce qui concerne la période qui nous intéresse ici. Il conviendra donc, à ce niveau, de rechercher l'instrument qui, combiné aux séries en termes réels, permettra de nous informer sur l'évolution intersectoriel-

le en termes nominaux, sans toutefois que cette évolution ne soit perturbée par la dépréciation générale dans l'économie du signe monétaire. Pour ce faire, la méthode la plus adéquate nous est apparue comme celle consistant à déflater, par un indice approprié, les séries nominales à prix courants de la Comptabilité Nationale. Le problème qui se présentera alors ici sera celui du choix de l'indice pondérateur. Dans le cas du Vénézuéla, deux types d'indices peuvent être susceptibles de remplir cette fonction : L'indice du coût de la vie d'une part, celui de l'évolution des prix de gros d'autre part. En ce qui concerne le premier, deux limitations particulièrement importantes se présentent. La première est qu'il ne recouvre qu'un éventail très réduit de produits faisant partie des dépenses de consommation finale des ménages, la seconde que la plupart de ces produits, à une période ou une autre, ont fait l'objet de valorisations autoritaires par l'Etat, soit directement sous forme de blocage des prix, soit indirectement sous forme de subventions diverses. Il en résultera des évolutions fort dissemblables des deux types d'indice, ainsi que l'on pourra le constater dans la suite de ce travail. Dans ces conditions, la meilleure alternative possible nous est apparue comme étant celle du choix de l'indice des prix de gros comme indice pondérateur, celui-ci étant de loin le plus complet du point de vue du nombre d'articles pris en compte, et le plus fiable et conséquent du point de vue du calcul économique.

Par la combinaison de ces trois séries d'information, nous essaierons donc de construire, dans un premier temps, le film le plus utilisable et le plus cohérent possible de l'évolution quantitative de l'économie vénézuélienne. En résumé :

- Les séries à prix constants nous fournissent une indication de l'évolution réelle de la production en termes de grandeurs physiques. Cependant, les importances relatives des différents composants du produit global, à tous les niveaux de désagrégation, seront pondérées par l'échelle relative des prix de l'année prise comme référence. En éliminant le facteur prix et surtout prix relatifs, elles ne permettent pas de vision dynamique de l'évolution du système. (1) Entre autres, ne pourront pas être pris en compte, par exemple, les effets incitatifs sur la production de l'augmentation isolée ou démesurée des prix de certains produits.

- Les séries à prix courants, marquées par le processus inflationniste, sont très difficilement utilisables telles quelles pour des comparaisons interannuelles. Elles prendront par contre tout leur intérêt dans leur décomposition en participations relatives des différents secteurs. A ce niveau, travaillant sur des grandeurs relatives et non plus absolues, les comparaisons interannuelles peuvent être effectuées sans aucune limitation. Sur la base d'une approche structurale et dynamique du développement, nous disposerons là d'un des plus intéressants instruments de l'analyse.

- Les séries à prix courants pondérées par l'indice de l'évolution des prix de gros fourniront une indication complémentaire des précédentes. Bien que demeurant imparfaites et pouvant prêter à criti

---

(1) Attraction ou rejet des investissements sur la base de leurs taux de rentabilité relatifs, taux de profit, dégageement de l'épargne, etc.

que, elles n'en restent pas moins particulièrement intéressantes en ce qu'elles permettent de serrer au plus près l'impact économique des variations absolues et relatives du PTB nominal global et de ses composants. En particulier, par rapport aux séries à prix constants, ces séries pondérées permettent de ne pas éliminer les mouvements des prix relatifs, mouvements dont on ne peut nier qu'ils aient eu une importance décisive durant la dernière décennie. La référence aux graphiques 1 et 9 permet de voir à quel point, en l'absence de précisions méthodologiques, des diagnostics divergents de la formation économique vénézuélienne actuelle pourraient être établis, suivant que l'on ne prendrait en considération que l'une ou l'autre des deux séries proposées.

#### 1.1.1. L'Evolution Globale du Produit Réel

Nous utiliserons ici les données sur l'évolution du PTB à prix constants fournies par la publication synthétique de la BCV sur l'économie vénézuélienne de 1950 à 1976 (1), et complétées pour les années suivantes par l'"Informe Económico" 1979 du Banco Central de Venezuela.- Ces données seront reproduites sur le graphique I, et le tableau 1.

Un problème se pose lors de l'utilisation de ces séries (et plus généralement en ce qui concerne la plupart des séries macro économiques prises en considération ici) par le changement intervenu en 1968 dans les règles de l'établissement des comptes nationaux. Ce changement de règles aura les plus importantes répercussions au niveau de grandeurs

---

(1) "La economía venezolana en los últimos treinta y cinco años", B.C.V., 1978. Cet ouvrage regroupe, pour la plupart des grandeurs macro-économiques - (Production, revenu, formation de capital, etc....), l'information concernant les années 1950 à 1976. Malheureusement, chaque fois que l'instrument s'y prêtait, les séries ont été données uniquement à prix constants, n'en permettant, ainsi que nous avons pu le préciser, qu'une utilisation limitée.

Années	PTB Millions de Bs.	Taux de crois- sance annuel %	Taux de croissan- ce géométrique pour la période.
1950	12.727	-	
51	14.212	11,7	
52	15.247	7,3	
53	16.190	6,2	
54	17.749	9,6	9,4
55	19.325	8,9	
56	21.366	10,6	
57	23.847	11,6	
58	24.164	1,3	
59	26.065	7,9	
1960	27.103	4,0	
61	28.475	5,1	
62	31.050	9,0	6,7
63	33.177	6,9	
64	36.407	9,7	
65	38.453	5,9	
66	39.444	2,3	
67	41.033	4,0	
68	44.822	-	
69	46.819	4,5	
1970	50.147	7,1	
71	51.820	3,3	
72	53.380	3,0	
73	56.955	6,7	5,6
74	60.285	5,8	
75	63.416	5,2	
76	68.353	7,8	
77	73.563	7,6	
78	77.109	4,8	
1979	77.726	0,8	
1980	76.906	-1,05	- 0,52

- (1) De 1950 à 1976, tableau établi à partir de "La economía venezolana en los últimos treinta y cinco años", BCV, 1978.
- (2) De 1950 à 1967, chiffres donnés sur la base des prix constants de l'année 1957. Depuis 1968, chiffres donnés sur la base des prix constants de l'année 1968.
- (3) Depuis 1977, données recueillies dans les "Informe Económico" annuels de la Banque Centrale du Venezuela.

telles que le Produit National Brut, le Revenu National, les composants de la dépense interne (consommation et formation de capital), etc....., pour lesquels l'année 1968 devra être considérée comme présentant une solution de continuité interdisant la comparaison directe des deux périodes précédant et suivant cette date. Ceci apparaîtra d'ailleurs tout à fait clairement à la lecture des différents graphiques que nous présentons et qui, pour la plupart, seront marqués par de brusques sauts en 1968, dus aux changements intervenus dans la composition des différents concepts et instruments utilisés. (1). Nous serons donc inévitablement conduits à scinder en deux périodes distinctes la plupart des séries présentées et remontant au delà de 1968.

Pour cette raison, les séries à prix constants fournies par la BCV, le seront aux prix de 1957 pour les séries antérieures à 1968, aux prix de 1968 à partir de cette date. Ainsi, les sauts remarquables pour l'année 1968 seront dus, en partie aux changements des règles du système de comptabilité nationale, en partie à l'évolution s'étant produite, entre 1957 et 1968, dans l'échelle des prix relatifs.

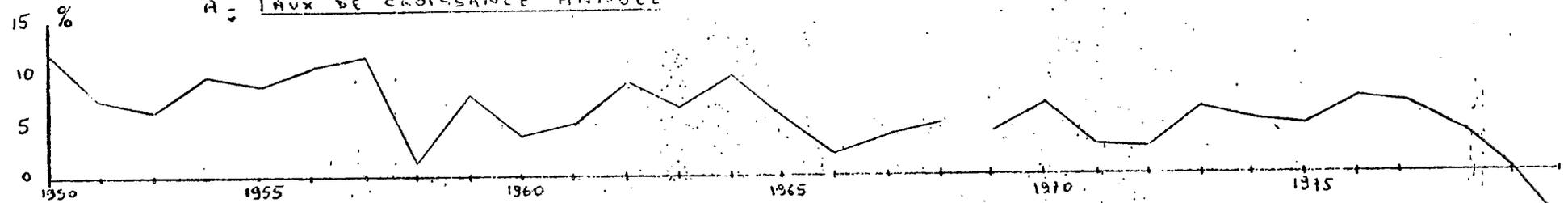
En ne tenant pas compte de ces changements intervenus en 1968 et en ne conservant que les taux de croissance annuels, on relève, de 1950 à 1979, un taux de croissance moyen annuel de la production réelle de 6,5%. Compte tenu de la longueur de la série et du fait que ne sont pris en compte ici que des taux de croissance, le biais dû à la solution de continuité de 1968 apparaît tout à fait faible, limité à la seconde décimale après la virgule. De toutes façons, la valeur accordée à une telle moyenne est elle-même extrêmement limitée dans la mesure où elle masque de très importantes

---

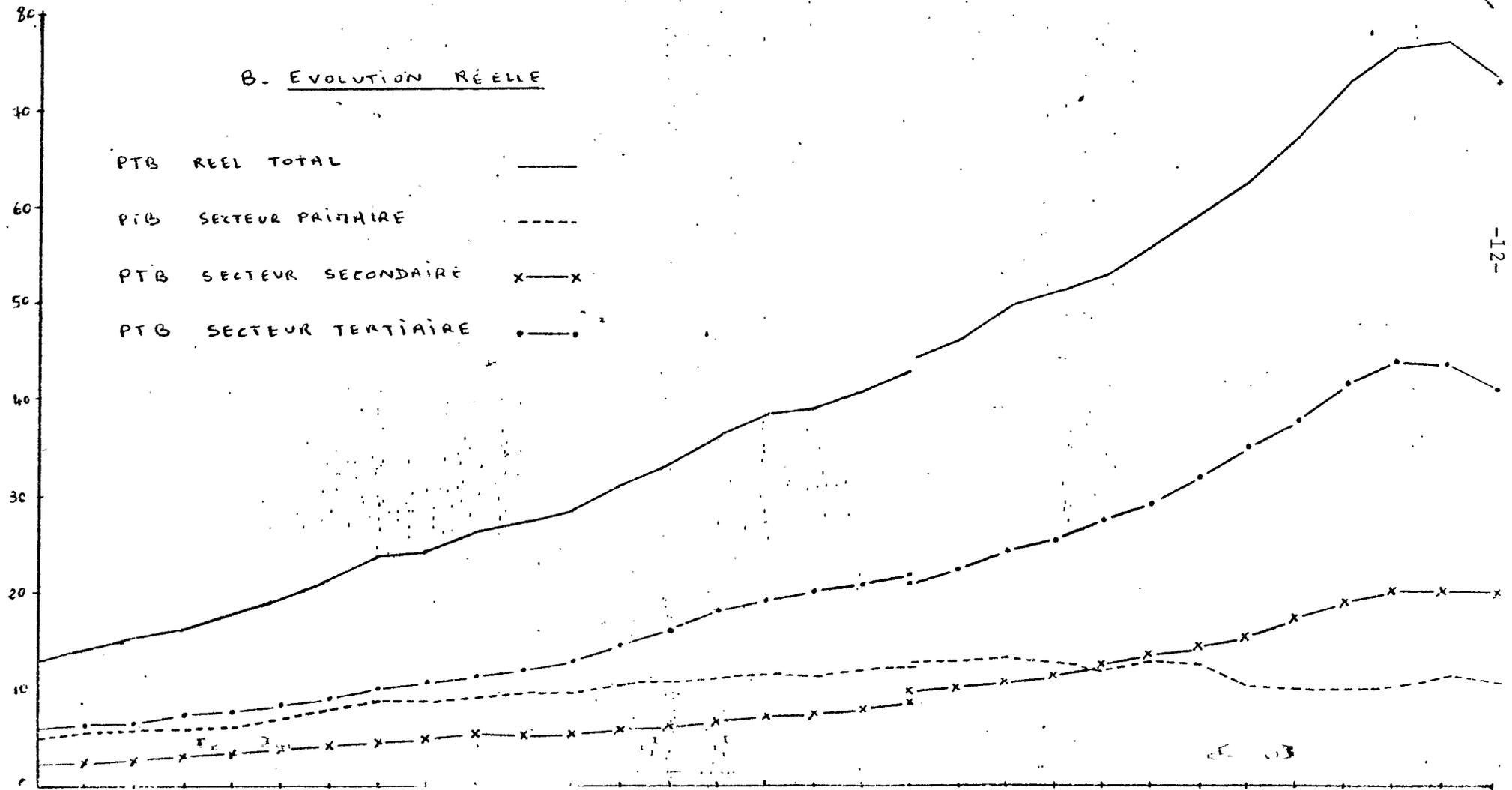
(1) Sur ce sujet, on pourra se référer :  
Pour les séries antérieures à 1968 :  
"Un sistema de cuentas nacionales y correspondientes cuadros estadísticos". Estudios de Métodos. Serie F.Nº 2, Rev. 2 Naciones Unidas, Nueva York, 1964.  
Pour les séries postérieures à 1968 :  
"Un sistema de cuentas nacionales", Estudios de Métodos. Serie F. Nº 2 Rev. 3, Naciones Unidas, Nueva York, 1968.

# GÉNÉRIQUE I : ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION RÉELLE

A. TAUX DE CROISSANCE ANNUEL



B. ÉVOLUTION RÉELLE



disparités interannuelles dans les taux de croissance.

Ainsi, ceux ci s'échelonnent de 1,3% en 1958 pour le plus faible, à 11,6% en 1951 pour le plus élevé. Il nous est apparu ici nécessaire de considérer à part les deux dernières années de la période étudiée, 1979 et 1980, celles ci étant trop nettement atypiques, tant du point de vue de la politique économique nationale que du point de vue de la conjoncture internationale, pour pouvoir être intégrées dans les tendances précédemment définies.

Ces disparités apparaissent nettement au vu de la courbe d'évolution des taux de croissance. Il en ressort l'existence de cycles de moyenne durée faisant s'alterner périodes d'expansion et de récession de la production. On constate en effet, tous les six à sept ans, une baisse forte et rapide à un niveau inférieur à 3%. Pour la période qui nous intéresse, ces années seront 1958 avec un taux de croissance limité à 1,3%, 1966 avec un taux de 2,3% et 1972 avec 3%. Les périodes d'expansion, par contre, se manifestent d'une manière moins violente et ponctuelle par une succession de taux relativement élevés, en moyenne supérieurs à 7%.

Les deux dernières années connaissent des taux records dans la limitation de la croissance : 1979 qui avec 0,8% est la première année de la série à montrer un taux inférieur à l'unité, et 1980 qui connaît, avec le taux négatif de -1,05% une récession absolue.

Sur ces cycles de courte durée, parfaitement visibles sur le graphique 1, se superposent des cycles de plus longue durée, plus difficiles à appréhender. Ceux ci peuvent cependant être saisis par l'intermédiaire du tracé de quelques droites de régression linéaire. Il semblerait à priori que le lieu du renversement de tendance ou, en d'autres termes, le lieu du passage d'un trend descendant à un trend légèrement ascendant, soit l'année 1966.

Cependant, eu égard aux changements intervenus dans le système de Comptabilité Nationale, changements interdisant la comparabilité

des données, nous fixerons arbitrairement, pour nos calculs, ce point deux ans plus tard, à l'année 1968. Il est bien évident que ceci - influe quelque peu sur les résultats obtenus, et atténue les différences en diminuant légèrement la tendance à la décroissance du taux jusqu' en - 1966 ainsi que sa tendance à l'accroissement depuis cette même année.

Malgré tout, le tracé de droites de régression permet de dégager nettement ces tendances à moyen terme.

Afin de limiter l'impact dû à l'accident de 1958 (1), nous tracerons, pour nos calculs, deux droites distinctes pour la première période considérée. La première de celles-ci, concernant la période 1950-1958, sera du type  $y = -0,46 x + 10,48$  indiquant un taux de croissance originel pour la période très élevé (10,48) et une tendance marquée à la baisse, la droite ayant un coefficient de pente négatif de -0,46.

De 1958 à 1968 cette tendance à la baisse se tasse, le taux de départ étant plus faible de trois points (7,49) et la pente s'adoucisant à un taux de décroissance de -0,27, l'équation complète de la droite étant alors :  $y = -0,27 x + 7,49$ .

De 1968 à 1978 la tendance se renverse avec un taux de croissance faible au départ (4,54), nettement inférieur à la moyenne relevée pour la période dans son ensemble, et un coefficient de pente qui, tout en restant limité, change néanmoins de signe et devient positif (+0,18). La droite devient alors :  $y = 0,18 x + 4,54$ . Il est bien évident que si, comme cela aurait été souhaitable, 1966 avait été prise comme année charnière du renversement de tendance, ces dernières auraient été plus marquées.

---

(1) Sur la crise de 1958, cf page 18

Si l'on prend en compte les taux de croissance annuels, ces tendances se confirment puisque, de 1950 à 1958, 86% des années (soit 6 sur 7) ont un taux de croissance annuel supérieur à 7%, alors que ce taux tombe à 30% (3 années sur 10), tant de 1958 à 1968, que de 1968 à 1978.

Ainsi, les taux moyens de croissance pour chacune des périodes que nous avons définies se fixent respectivement, à l'intérieur du taux global précité de 6,3%, à 9,41% pour la période 1950-1958, - 5,57% pour 1958-68 et 5,5% de 1968 à 1978. Nous avons volontairement exclu la période récente, post 1978, conjoncturellement trop particulière pour être considérée comme partie des cycles précédemment définis.

En ce qui concerne la causalité des cycles que nous venons de faire ressortir, la formation économique vénézuélienne ne peut être considérée d'une manière isolée, mais doit être réintroduite dans le contexte des conditions internationales du moment, tant politiques qu'économiques, particulièrement en ce qui concerne ses relations avec les Etats Unis. D'autre part, et plus particulièrement pour la première période considérée, celle allant de 1950 au rétablissement d'un régime politique démocratique en 1959, l'analyse de l'évolution économique du pays doit être intimement liée aux événements particuliers survenus dans le domaine de la politique intérieure, événements dont l'impact ne peut être nié, ni sous estimé.

1950-1959

L'année 1953 est particulièrement marquée par un net ralentissement du taux de croissance des exportations pétrolières. Il est indéniable que ceci ait joué un rôle important dans la récession relevée, le secteur pétrolier représentant directement 34% du PTB, sa participation indirecte étant d'une toute autre importance puisque ce secteur pétrolier représentait, pour l'année considérée, 95,3% des exportations en valeur et 98,2% des entrées de devises. Il est donc parfaitement clair qu'un mouvement d'une quelconque amplitude, tant de la production du secteur que de sa participation aux exportations, aura les conséquences les plus importantes sur le reste de la formation économique, les effets multiplicateurs, dans quelque sens qu'ils jouent, ne pouvant qu'être particulièrement forts. La résultante en sera un net tassement des taux de croissance de la plupart des grandeurs participant à la constitution du PTB, mais surtout de la formation intérieure brute de capital qui diminuera en valeurs absolues. Cette diminution ne présentera cependant pas de caractères aussi inquiétants qu'en 1958, dans la mesure où elle sera essentiellement le fait d'une diminution des stocks (-89.8%), fortement gonflés durant l'année précédente (+261% de 1951 à 1952), la diminution de la formation brute de capital fixe (-0,8% seulement), étant nettement plus limitée. Ces comportements cependant révélaient nettement l'inquiétude des investisseurs face aux incertitudes du marché interna- tional et, peut être plus, de l'incertaine situation politique interne. Il convient en effet de ne pas négliger l'influence du climat politique, pour le moins mouvementé, des années 1952 - 1953. (1)

- (1) Pour de plus amples informations sur les événements politiques de cette période et, plus généralement, l'évolution politique du Vénézuéla depuis les années 20, on pourra se référer avec profit à l'étude de Ramón J. Velásquez : "Aspectos de la evolución política de Venezuela en el último medio siglo", R.J. Velásquez in "Venezuela Moderna, medio siglo de historia, 1926 - 1976", Fundación Eugenio Mendoza, Caracas, 1976, pp.3-388.

L'année 1952 est en effet marquée par la lutte électorale entamée pour les élections prévues à la date du 30 novembre. Cette lutte ne se bornera pas toujours aux seules actions admises par tout code de déontologie électorale et les complots, démasqués ou non, en furent une des caractéristiques principales (le 15 mars, le 22 septembre, etc.). Aux élections du 30 novembre succédait immédiatement la crise politique du 1er décembre. Dans les premiers mois de 1953, Marcos Pérez Jiménez était confirmé dans sa charge de Président provisoire de la République et le 11 avril était approuvé le texte de la nouvelle Constitution du pays. Le malaise face à cet incertain avenir politique était très net, révélé par le maintien à un taux de croissance relativement élevé des dépenses globales de consommation (+10,6%), essentiellement celles des particuliers qui croîtront de 12,1% par rapport à l'année précédente, alors que la formation totale de capital connaissait, comme nous venons de le préciser, une décroissance absolue.

De 1954 à 1957 le pays connaît, sur le plan interne, une toute relative stabilité politique qui favorisera le redémarrage de l'activité économique : les exportations retrouvent un taux de croissance nettement plus conséquent (+16% en moyenne), de même que la formation territoriale brute de capital fixe (+26,6% en moyenne). Cette amélioration, cependant, ne doit pas être perçue uniquement en liaison avec la relative stabilisation interne, mais surtout avec la nette reprise économique au niveau mondial marquée en particulier par une forte croissance du commerce international. (1). Ainsi, les exportations de pétrole, dont nous avons

---

(1) Le commerce mondial avait cru de 1,4% en 1953, 3,8% en 1954, 8,7% en 1955, 14,5% en 1956 et 6,7% en 1957.

déjà précisé le rôle moteur qu'elles jouaient dans le système économique vénézuélien, retrouvent une particulière vigueur et passent de 3,2% d'accroissement en valeur en 1953 à 23,2% en 1957. On relève par ailleurs une nette réorientation du commerce extérieur du pays par<sup>12</sup> diminution des relations avec le continent américain dont la part dans les importations a passé de 90,2% en 1952 à 67,4% en 1957 et dans les exportations de 75,5% à 67,3%. Cette diminution s'effectuera au bénéfice d'une augmentation des relations avec l'Europe qui fournira 28,9% des importations en 1957 contre seulement 8,1% en 1952 et absorbera 28,9% des exportations contre 22,8% au début de la période. Ceci est à relier au fait que la reprise économique a été beaucoup plus marquée en Europe qui a connu un taux de croissance moyen annuel géométrique de la production industrielle de 7,2% de 1953 à 1957 alors qu'aux Etats Unis, pour la même période, ce taux n'a été que de 1,9%. Cette même divergence peut être retrouvée au niveau de l'évolution du commerce extérieur, comparativement stagnante aux Etats Unis.

Sur le plan international, 1958 marque indéniablement un coup d'arrêt de l'expansion. La production industrielle ne croît que de 1,5% en Europe, décroît de 7,4% aux Etats Unis. Le commerce extérieur mondial, pour la première fois depuis 1953 connaît une diminution absolue, tant du volume que de la valeur des échanges. Cette diminution en valeur représentera 5%, dont 60% sont à imputer aux seuls Etats Unis qui connaissent ainsi la récession la plus forte alors que le commerce extérieur de l'Europe demeure pratiquement à son niveau de l'année précédente. Il est intéressant ici de noter que cette diminution mondiale de la valeur des échan -

ges internationaux a été due pour moitié à une baisse réelle en termes de quantités physique du volume des exportations, et pour autre moitié à une baisse de la valeur unitaire des produits échangés.

Sur le plan intérieur, 1958 fut aussi une année-clef marquée, dès le 1er janvier par la rébellion militaire menée à Caracas par le colonel Hugo Trejo, rébellion qui rompait le délicat équilibre établi de puis 1953 entre les différentes composantes économique, politique et sociale du pays. Le 21 janvier, la grève générale était déclarée par la Junte Patriotique et le 23 du même mois Marcos Pérez Jiménez quittait le pays, le laissant dans une totale désorganisation politique qui ne se terminera que le 7 décembre 1958 par l'élection à la Présidence de la République de Rómulo Betancourt. Tous les efforts du pays durant cette année 1958 furent ainsi absorbés par la lutte politique pour le nouveau pouvoir. Dans ces conditions d'instabilité, il était bien évident que l'activité économique ne pouvait s'effectuer dans les meilleures conditions, les entrepreneurs entre autres se figeant dans une position d'attente que révèle le particulièrement la forte diminution du taux d'investissement brut. Ces difficultés politiques internes rendirent plus difficiles les relations avec les Etats Unis, en particulier lors de la visite mouvementée à Caracas du Vice-président Nixon, le 10 mai.

En 1958, le secteur pétrolier, pour la première fois depuis 1949, voyait diminuer le volume de ses exportations, fait intimement lié à un excès des capacités productives à l'échelon mondial face à la demande enregistrée. Il convient cependant de noter que le volume de ces exporta-

tions avait très fortement cru durant l'année précédente (+ 23,2% en 1957 par rapport à 1956) en raison des difficultés d'approvisionnement rencontrées par l'Europe à la suite de la fermeture du canal de Suez. Ceci aura pour conséquences une baisse absolue de 14,4% de la valeur, à prix courants, des exportations. Cette baisse, autrement plus importante que le simple ralentissement noté en 1953, aura bien évidemment un certain nombre de répercussions, tant directes qu'indirectes, sur le niveau atteint par le Produit Territorial Brut. Cependant, on doit considérer que, dans le cas d'une conjoncture politico-économique interne plus normale, la récession notée en 1958 n'aurait certainement pas atteint une telle ampleur. Si le ralentissement du commerce extérieur est en effet très net, les comportements des agents économiques, tout au moins dans la mesure où ils peuvent être correctement appréhendés par le biais des variations des grandeurs macro-économiques, révélèrent des attitudes d'inquiétude et d'expectative, marquées par une nette augmentation de la dépense globale (+34,4%) due plus à la dépense privée (+35,5%) qu'à la dépense publique(+25,5%), ainsi que par une chute tout aussi nette de la valeur de la formation brute de capital fixe qui diminuait de 22%.

En résumé nous dirons donc que la récession de 1958, la plus marquée de toutes celles relevées pour la période étudiée, voit ses origines dans les fluctuations de l'économie mondiale, le Vénézuéla, pays monoexportateur, apparaissant comme particulièrement sensible aux variations de la conjoncture internationale. Cependant, son ampleur ne peut être comprise en dehors de la prise en compte des conditions très particulières de la vie po

litique du pays à ce moment, conditions qui ont, sans aucun doute, for  
tement accentué les tendances récessives.

1959 - 1966

Les deux années suivantes, 1959 et surtout 1960 sont mar-  
quées par une augmentation demeurant relativement limitée du PTB. Ici  
encore, doivent être pris en compte les déterminants internationaux. De  
ce point de vue, le fait saillant de ces années sera la baisse continue  
des prix à l'exportation du pétrole vénézuélien. Face à l'expansion de  
l'offre provenant du Moyen Orient et du Sahara, et à l'apparition progre-  
sive sur le marché mondial de l'Union Soviétique, le Vénézuéla était en  
effet amené à poursuivre la politique de descomptes accordés aux compa-  
nies pétrolières afin de tenter de conserver les avantages acquis sur  
les marchés internationaux. Ces prix stagneront d'ailleurs par la suite  
jusqu' en 1970.

Une nouvelle récession apparaît en 1966. Ce ralentissement  
dans la production réelle doit être analysé à deux niveaux. On consta-  
te d'une part un tassement dans tous les secteurs, exception faite de  
celui des services, d'autre part une diminution absolue de la production  
pétrolière, ce dernier élément étant, pour partie, responsable du premier.  
En ce qui concerne la production pétrolière, deux facteurs sont à pren-  
dre en considération. Sur le plan international, l'année 1966 connaît  
un très fort taux d'augmentation de la production mondiale (+8,86%) et

les exportations de pétrole vénézuélien vers son principal acheteur, les Etats Unis, doivent faire face à la concurrence de plus en plus forte de pays comme le Mexique et le Canada. Sur le plan interne, l'année est marquée par le comportement d'attente des compagnies pétrolières internationales, lié aux négociations menées avec le gouvernement sur la fixation de prix minimaux et les réparations sur les ventes de pétrole effectuées depuis 1958. Par cette diminution de sa production pétrolière, le Vénézuéla qui fournissait, en 1965, 21,9% des exportations nettes mondiales, n'en fournissait plus, en 1966, que 19,4%.

En raison de la place prépondérante tenue par le secteur pétrolier dans le système économique du Vénézuéla, particulièrement à cette époque, les effets multiplicateurs, jouant cette fois à la baisse, induiront un ralentissement global de l'activité économique. Il convient cependant de préciser que le ralentissement noté pour 1966 n'est pas à imputer en totalité aux problèmes rencontrés par le secteur pétrolier mais est aussi à relier aux événements survenus cette même année sur le plan législatif. C'est en effet en 1966 que furent votées la loi d'imposition sur les revenus et la loi sur la sécurité sociale obligatoire (23 décembre). La période fut donc marquée par les discussions sur ces deux importantes mesures, discussions qui eurent pour principal effet, sur le plan économique, de créer un certain climat d'expectative dont l'importance apparaît clairement à la prise en compte des indicateurs financiers de la période. Ainsi, durant le troisième trimestre de 1966, se notent une nette diminution de la liquidité monétaire en possession du public, diminution qui affectera principalement les dépôts de la banque commerciale,

ainsi qu'une augmentation anormale des sorties de devises. Pour l'ensemble de l'année, d'autre part, les dépenses de capital diminueront, en valeur réelle, de 7,4%; autre indice indicateur du comportement d'attente des investisseurs.

### 1967-1978

A partir de 1967, débute une période de très légère reprise qui sera marquée, jusqu'en 1975, par la modération des taux enregistrés, comparativement aux périodes antérieures. Il est intéressant ici de remarquer que, pour toute la période considérée (1950-1980), on relève une tendance constante à la baisse des taux de croissance. Ainsi, après chaque récession, le rétablissement s'effectue à un niveau inférieur à celui de la période d'expansion précédente. Les taux moyens géométriques de croissance annuelle, exception faite des années de récession, s'établissent en effet à 9,4% de 1950 à 1957, à 6,7% de 1959 à 1965, et à 5,6% de 1968 à 1978.

Cette période n'est, en fait, pas très homogène et pourrait sans problème être scindée en deux sous périodes, 1973 en étant l'année charnière. Les effets de la forte augmentation de la liquidité monétaire induite dès 1973 par les hausses des prix du pétrole apparaissent tout à fait nettement dans le taux moyen élevé de 6,6% que l'on relève pour les cinq années suivantes (1973 incluse) alors que ce taux n'était que de 4,5% pour le début de la période. La chute marquée à partir de 1978 et surtout 1979 et 1980 n'en apparaîtra que plus commotionnante pour une formation éco

nomique rapidement habituée à une croissance forte et aux gains immédiats et faciles.

### 1979-1980

1979 et 1980 marquent les points les plus bas jamais atteints par la croissance de la production réelle puisqu'elle descend, pour la première fois durant toute la période considérée, au dessous de l'unité (+0,8% en 1979) et devient même négative en 1980 (-1,05%) marquant une diminution absolue de la production territoriale. Il est à remarquer ici que le seul secteur connaissant en 1980 un volume de production réelle supérieur à celui qu'il avait atteint en 1978, sera le secteur primaire. Le secteur tertiaire pour la première fois dans la série considérée et le secteur secondaire pour la seconde fois (la première ayant été en 1960) connaîtront durant deux années consécutives des diminutions absolues de leur production. Cette évolution bien particulière est à relier en très grande partie aux mesures de politique économique prises en 1979 par le nouveau gouvernement et connues sous le nom de Plan de Stabilisation. Destinées à mettre fin au caractère artificiel, car étroitement réglementé et subsidié, du système économique alors existant, ces mesures mettaient l'accent sur des améliorations structurelles à moyen terme, se détachant donc momentanément des contingences conjoncturelles immédiates.

Le bon comportement du secteur primaire que nous avons signalé est à relier directement aux difficultés rencontrées sur le marché inter

national du pétrole en raison de la diminution des fournitures iraniennes. Le secteur pétrolier a ainsi connu un fort accroissement de sa production qui atteint en 1979 un niveau supérieur à celui de chacune des cinq dernières années, approchant de très près les potentialités totales de production du pays. En termes sectoriels réels, apparaît donc clairement le rôle important joué par le secteur primaire, et plus particulièrement, à l'intérieur de ce secteur primaire, par le secteur pétrolier, seul responsable du léger accroissement de 0,8% relevé au niveau de la production globale du pays en 1979.

#### 1.1.2. L'Evolution de la Production réelle par habitant

Un pas de plus dans l'analyse peut être franchi en ne se bornant plus, comme nous l'avons fait jusqu'ici, à la seule étude de l'évolution globale de la production, mais en rapprochant l'évolution du volume de cette production de l'évolution de la taille de la population appelée à en bénéficier. Ce passage au concept de Produit Territorial Brut par tête permet de mieux saisir les implications réelles des variations notées et les progrès obtenus dans la voie de la croissance quantitative. Nous utiliserons pour ce faire les chiffres sur l'évolution de la production réelle donnés dans le tableau 1 et les chiffres sur la population regroupés dans le tableau 2.

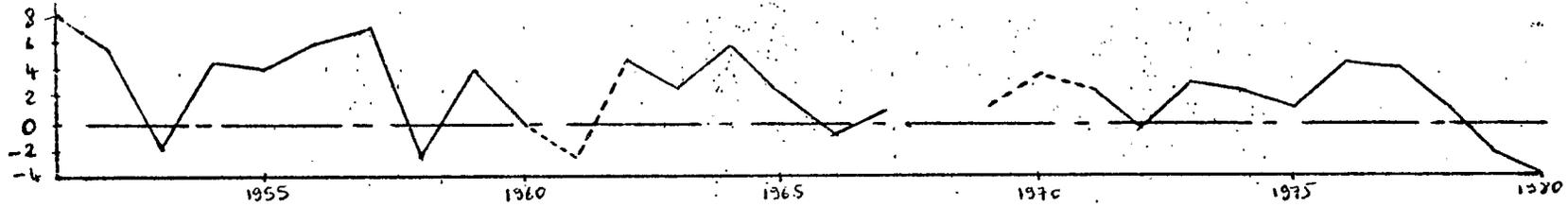
Après introduction de la variable population, la courbe d'évolution du PTB en termes réels prend bien évidemment une forme différente, plus aplatie puisque pondérée chaque année par une variable elle-même

Années	(1)		(2)
	Population (Milliers d'Hab.)	PTB par Habitant	Taux de Croissance Annuel
1950	5.035	2.528	
51	5.179	2.744	
52	5.421	2.909	8,5
53	5.664	2.858	6,0
54	5.907	3.005	-1,8
55	6.150	3.142	5,1
56	6.393	3.342	4,6
57	6.635	3.594	6,4
58	6.878	3.513	7,5
59	7.121	3.660	-2,3
1960	7.364	3.680	4,2
61	7.935	3.589	0,6
62	8.230	3.773	-2,5
63	8.523	3.893	5,1
64	8.813	4.131	3,2
65	9.105	4.233	6,1
66	9.394	4.199	2,5
67	9.678	4.240	-0,8
68	9.964	4.498	1,0
69	10.256	4.565	
1970	10.559	4.749	1,5
71	10.612	4.883	4,0
72	10.939	4.880	2,8
73	11.280	5.049	-0,1
74	11.632	5.183	3,5
75	11.993	5.265	2,7
76	12.361	5.530	1,6
77	12.737	5.776	5,0
78	13.122	5.876	4,5
79	13.515	5.751	1,7
1980	13.913	5.528	-2,1
			-3,88

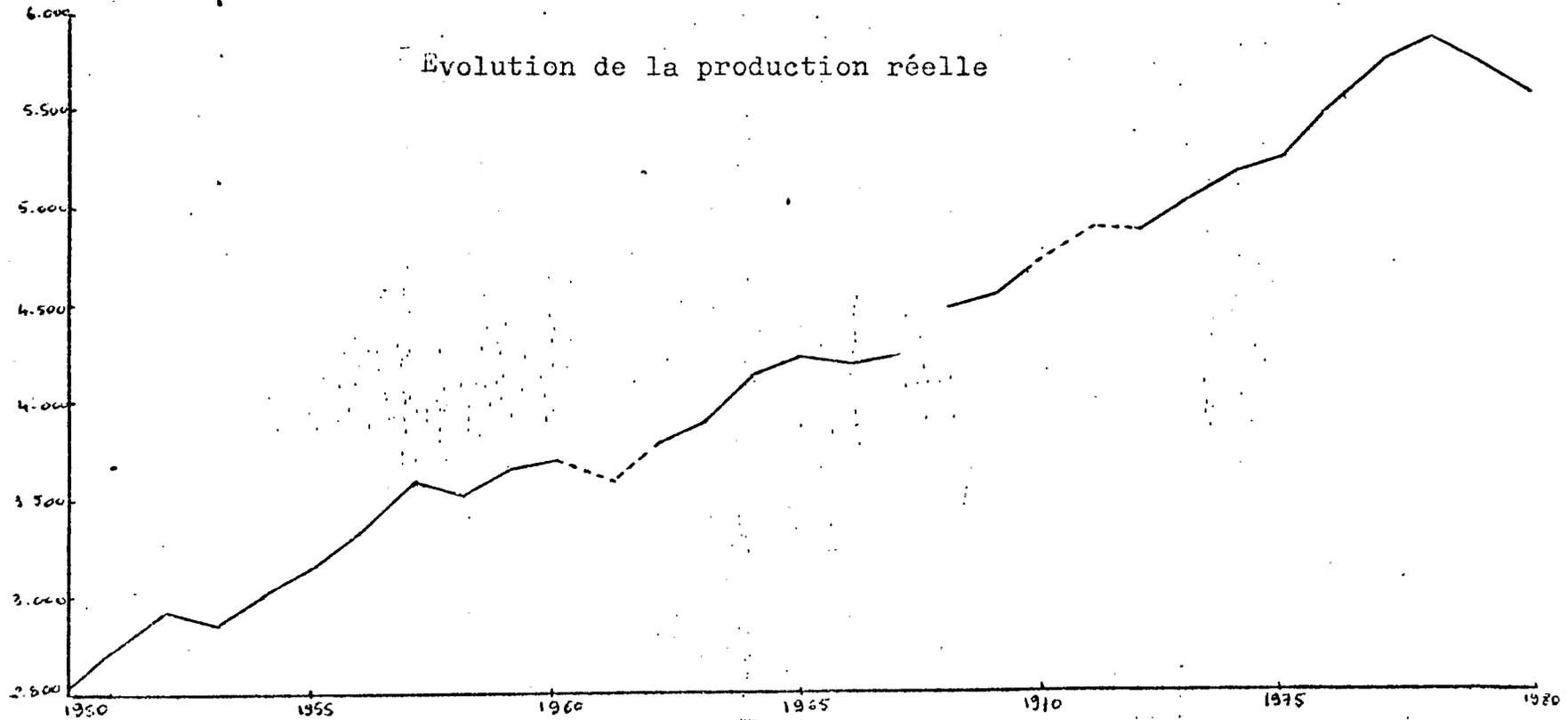
- (1) Sources: - De 1950 à 1960, Interpolación aritmética de la Población de Venezuela y de sus entidades federales en base a los censos de 1950 y 1961. Anuario Estadístico de Venezuela 1957/63. Ministerio de Fomento.  
 - De 1961 à 1970, Anuario Estadístico de América Latina. Naciones Unidas CEPAL 1975.  
 - De 1971 à 1980, Estimaciones del B.C.V., "La Economía Venezolana en los últimos treinta y cinco años", Caracas, 1978.
- (2) PTB donné à prix constants de 1957 pour la période 1950 à 1967, à prix constants de 1968 pour la période suivante. A partir de 1968, les calculs concernant le PTB sont faits sur la base des nouvelles règles de la Comptabilité Nationale.

Graphique 2 : Evolution de la production réelle par habitant

Taux de croissance annuel



Evolution de la production réelle



croissante et marquée, à la différence de la première courbe globale, par des récessions qui ne seront plus de simples ralentissements dans un processus d'accroissement constant, mais bien des diminutions absolues. Ainsi, les périodes qui apparaissaient auparavant simplement comme des tassements dans le rythme d'une croissance toutefois conservée, revêtent une toute autre signification en se transformant en baisses absolues de la production par habitant. Ce sera le cas des années 1953, 1958, 1961, 1966, 1972 et, surtout, 1979 et 1980. Une mention particulière doit être faite pour l'année 1961. Il s'agit en effet ici - d'une année charnière, dans nos séries concernant l'évolution de la population, marquée par un changement de sources statistiques. (1) Ainsi, nous trouvons entre 1960 et 1961 une augmentation de population de 7,8%, taux indéniablement trop élevé puisque le taux géométrique moyen d'accroissement de la population pour la décennie précédente n'était que de 3,9%. Par application de ce dernier taux au volume de population relevé en 1960,

---

(1) Comme nous l'avons reporté en légende du tableau 2, nous avons effectivement dû utiliser trois sources différentes pour reconstituer l'évolution de la population du Venezuela durant ces trente dernières années. Il semblerait donc qu'il y ait eu un certain décalage entre les évaluations du Ministerio de Fomento vénézuélien (chiffre pour l'année 1960) et celles du CEPAL (chiffre pour l'année 1961). Cette remarque vaut pour chacune des années pour lesquelles nous avons changé de source statistique, à savoir 1961 et 1971. Si l'on compare ces trois séries de données, on constate que celles du Ministerio de Fomento (1950 à 1960) et celles de la BCV (1971 à 1980) apparaissent cohérentes entre elles alors que celles fournies par la CEPAL semblent légèrement surestimées. Ceci se manifeste par le taux exagérément élevé noté en 1961 (+7,8%) (passage de la série du Ministerio de Fomento à celle de la CEPAL) et celui exagérément faible relevé en 1971 (+0,5%) (Passage à la série de la Banque Centrale du Venezuela)

le taux de croissance du PTB par habitant n'aurait pas été de -2,5% mais de +1,1%. C'est pourquoi nous avons reproduit en trait discontinu, sur le graphique 2, ce chiffre concernant l'année 1961 ainsi que celui concernant l'année 1971. Compte tenu de ces remarques, les années ayant connu les plus forts taux de diminution absolue du PTB par habitant seront donc 1958 avec -2,3%, 1979 avec -2,1% et 1980 avec -3,9%.

De 1950 à 1978 inclus, le taux moyen de croissance géométrique du PTB par habitant s'établit à 3,1%. Compte tenu des limitations précédemment énoncées, changements de séries statistiques et évolution en 1968 des règles de calcul de la Comptabilité Nationale, il s'avère impossible de désagréger ce taux global suivant les périodes d'inter-récession utilisées lors de l'étude de l'évolution de la production réelle globale. Nous le désagrégerons donc en utilisant de nouvelles périodes définies par rapport aux contraintes relevées, à savoir 1950-1960, 1961-1967 et enfin 1971-1978. Les taux géométriques moyens de croissance annuelle s'établiront dès lors respectivement à 3,8%, 2,4% et 2,7%, périodes de récession comprises.

Ainsi, sur les 28 années de la période prise en compte, le PTB réel global a été multiplié par 6,1 alors que le PTB par habitant ne l'a été que par 2,3.

Les deux dernières années, 1979 et 1980 ont connu une régression absolue annuelle de -4,71% dont la résultante sera que le Produit Territorial réel par habitant sera, en 1980, inférieur à ce qu'il était en 1976.

### 1.1.3. L'Evolution sectorielle de la Production réelle

Le graphique N° 3, représentant la composition sectorielle, en pourcentage, du PTB réel permet de prendre immédiatement compte du déséquilibre de la formation économique vénézuélienne. Apparaît en particulier la très forte prédominance du secteur tertiaire d'accompagnement sur les deux secteurs productifs de biens de l'économie, le secondaire et le primaire. Cette hypertrophie du secteur tertiaire, dans les conditions dans lesquelles elle se réalise au Vénézuéla, apparaît comme tout à fait caractéristique d'une formation économique non encore arrivée à maturité. Cependant, nous répèterons ici la remarque, à notre sens fondamentale, déjà faite précédemment, à savoir que les évaluations en volume de production étant présentées sur la base des séries de l'évolution à prix constants, l'échelle relative des prix de l'année base joue un rôle pondérateur (ou perturbateur) dans la représentation donnée. Ainsi, si l'on compare les répartitions sectorielles en pourcentages, donc débarassées de l'incidence de la perte de pouvoir d'achat de la monnaie, dans les séries à prix constants et à prix courants, on constate un décalage croissant, en particulier depuis les très fortes réévaluations des prix internationaux du pétrole. Nous reproduirons ainsi en Annexe 1 un graphique comparatif de la participation des différents secteurs en fonction du choix de l'année base. C'est pourquoi la composition inter sectorielle du PTB apparaîtra si différente lorsque l'on comparera, plus spécialement depuis 1973/1974, la répartition en termes de produit réel (séries à prix constants) et celle en termes de produit nominal (séries à prix courants)

TABLEAU 3 :

## Répartition sectorielle du PTB réel - Taux de croissance annuels et indices de production

ANNÉES	PTB			Primaire			Secondaire			Tertiaire		
	Millions de Bolivars aux prix de 1957 (S.C.N. Antérieur)			(S.C.N. Antérieur)			(S.C.N. Antérieur)			(S.C.N. Antérieur)		
	(1)	(2)		(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1950	12.727	60		4.831	60	38,0	2.170	51	17,0	5.726	63	45,0
1951	14.212	67	11,67	5.523	69	14,32	2.472	58	13,92	6.217	69	8,57
1952	15.247	71	7,28	5.908	74	6,97	2.819	66	14,04	6.520	72	4,87
1953	16.190	76	6,18	5.859	73	-0,83	3.717	73	10,36	7.220	80	10,74
1954	17.749	83	9,63	6.278	78	7,15	3.533	83	13,56	7.938	88	9,94
1955	19.325	90	8,88	7.087	88	12,89	3.789	89	7,25	8.449	93	6,44
1956	21.366	100	10,56	8.025	100	13,24	4.276	100	12,85	9.065	100	7,29
1957	23.847	112	11,61	9.025	112	12,46	4.585	107	7,23	10.237	113	12,93
1958	24.164	113	1,33	8.663	108	-4,01	4.871	114	6,24	10.630	117	3,84
1959	26.065	122	7,87	9.216	115	5,34	5.461	128	12,11	11.388	126	7,13
1960	27.103	127	3,98	9.762	122	5,92	5.365	125	-1,76	11.976	132	5,16
1961	28.475	133	5,06	9.846	123	0,86	5.441	127	1,42	13.188	145	10,12
1962	31.050	145	9,04	10.618	127	7,84	5.790	135	6,41	14.642	162	11,03
1963	33.177	155	6,85	10.793	134	1,65	6.078	142	4,97	16.306	180	11,36
1964	36.407	170	9,74	11.481	143	6,37	6.826	160	12,31	18.100	200	11,00
1965	38.543	180	5,87	11.824	147	2,99	7.332	171	7,41	19.387	214	7,11
1966	39.444	185	2,34	11.685	146	-1,18	7.556	177	3,06	20.203	223	4,21
1967	41.033	192	4,03	12.250	153	4,34	7.951	186	5,23	20.832	230	3,11
1968	43.167	202	5,20	12.481	156	1,89	8.763	205	10,21	21.923	242	5,24
1969	44.782	210	3,74	12.701	158	1,76	9.029	211	3,15	23.042	254	5,10
Millions de Bolivars aux prix de 1968 (S.C.N. Actuel)												
1968	44.855	100		12.747	100	28,9	9.870	100	22,4	21.457	100	48,7
1969	46.798	104	4,33	12.994	102	1,94	10.021	102	1,53	22.881	107	6,64
1970	50.159	112	7,18	13.604	107	4,69	10.943	111	9,20	24.789	116	8,34
1971	51.748	115	3,17	13.052	102	-4,06	11.739	119	7,27	26.425	123	6,60
1972	53.380	119	3,15	12.292	96	-5,82	12.766	129	8,75	28.007	131	5,99
1973	56.955	127	6,70	13.046	102	6,13	13.890	141	8,80	29.581	138	5,62
1974	60.285	134	5,85	12.265	96	-5,99	14.585	148	5,00	32.611	152	10,24
1975	63.416	141	5,19	10.944	86	-10,77	15.828	160	8,52	35.678	166	9,40
1976	68.353	152	7,79	10.558	83	-3,53	17.930	182	13,28	38.781	181	8,70
1977	73.563	164	7,62	10.558	83	0	19.513	198	8,83	42.240	197	8,92
1978	77.109	172	4,82	10.628	83	0,66	20.783	211	6,51	44.348	207	4,99
1979	77.726	173	0,80	11.272	88	6,06	20.774	210	-0,04	44.125	206	-0,50
1980	74.229	165	-4,50	11.067	87	-1,82	20.794	210	0	42.368	197	-3,98

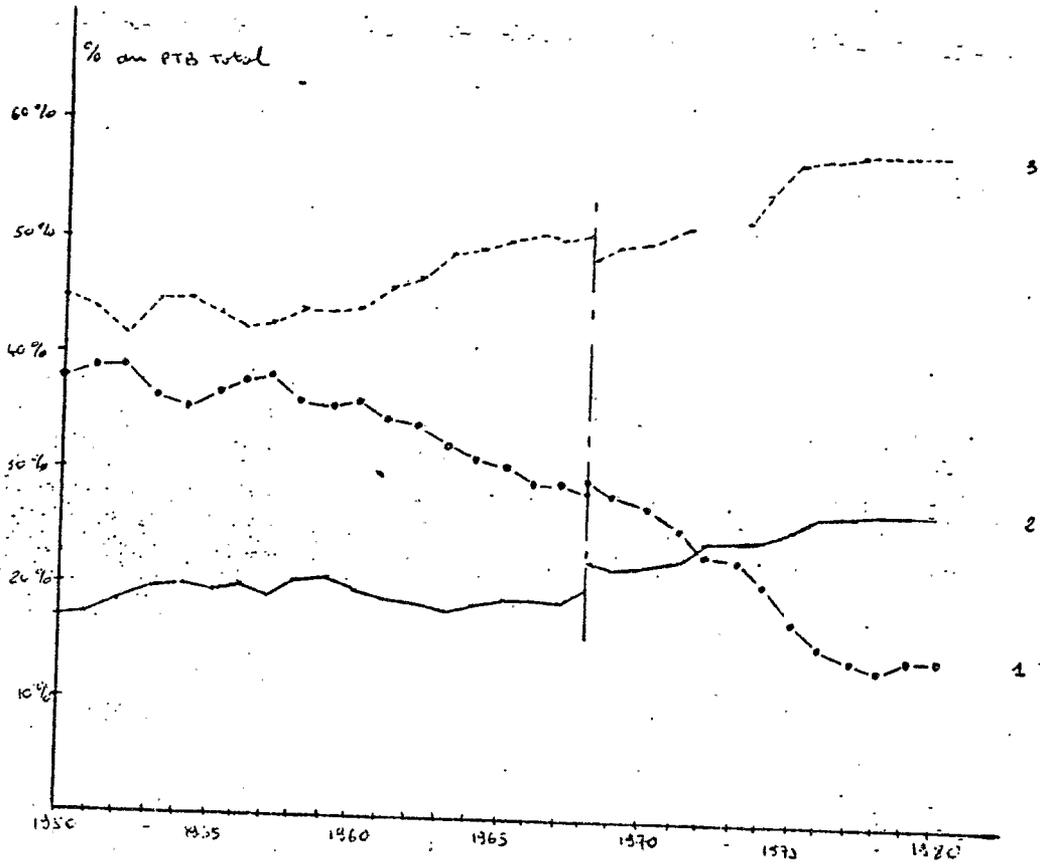
(1) Indices de la production réelle. Base 100 en 1956 pour la période 1950-1969.

(2) Pourcentage d'augmentation annuel.

(3) Part dans le PTB Total.

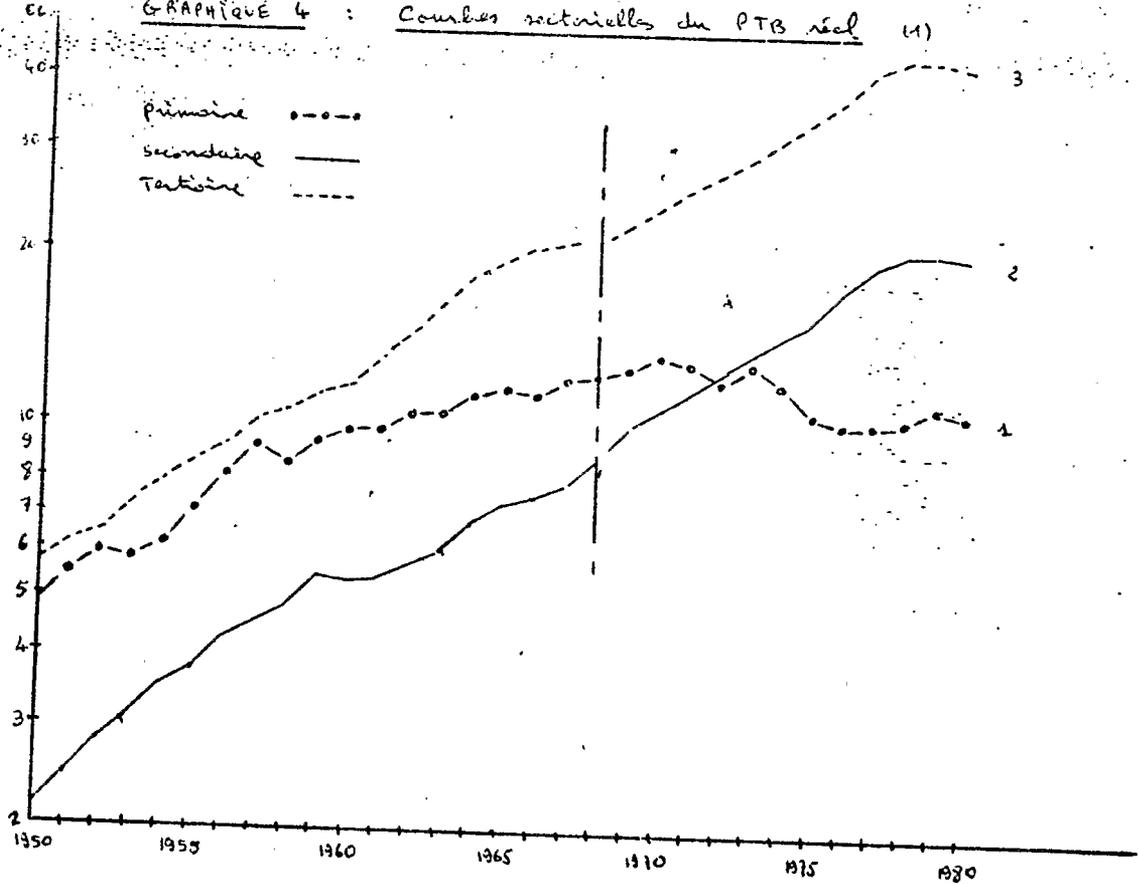
Sources : 1950-1976. "La economía Venezolana", op.cit.  
Depuis 1976 : Informes Económicos E.C.V.

GRAPHIQUE 3 : Composition sectorielle du PIB réel, en %



milliards de dollars

GRAPHIQUE 4 : Courbes sectorielles du PIB réel (1)



(1) coordonnées semi logarithmiques.

Compte tenu de ces réserves, la répartition sectorielle telle qu'elle ressort des séries à prix constants n'en paraît pas moins nettement déséquilibrée. Ceci est à relier directement à la dynamique constatée du système économique. En effet, comme nous le verrons en détail plus avant, l'élément moteur de la croissance récente sera l'abondance monétaire, abondance induite par la vente à l'extérieur d'un produit naturel dont les coûts de production seront sans aucune relation avec sa valeur d'échange. Dans ces conditions, l'impulsion se fera par aspiration aval, la demande induisant l'offre de biens et services. Face à cette demande, se trouvera un secteur industriel productif de biens totalement insuffisant pour y faire face (1). Dans ces conditions d'insuffisance de l'offre d'origine interne, appel sera fait à l'offre d'origine externe (importations) par l'intermédiaire d'un secteur tertiaire qui prélèvera au passage de très larges gains, largement supérieurs à ceux obtenus dans le secteur productif de biens de l'économie, et dans des conditions beaucoup moins risquées, tant au niveau de l'investissement consenti que des conditions d'exploitation. Les capitaux disponibles, fortement accrus, se tourneront donc de préférence vers ce secteur, délaissant la sphère de la productions réelle. Il convient d'ajouter ici la préférence marquée, et justifiée, des consommateurs pour les biens importés, préférence induite en grande partie par les très insuffisantes normes de qualité de la production nationale. Tous ces éléments concourront donc, entre autres, à renforcer cette structure déséquilibrée, caractéristique d'un pays ex-

---

(1) Ceci en grande partie pour des raisons financières de rentabilité des investissements consentis. En effet il sera beaucoup plus avantageux, financièrement, d'investir dans le secteur tertiaire que dans le secondaire.

portateur d'une ressource naturelle qui fournira de très importantes rentrées de devises, structure dans laquelle le secteur tertiaire connaîtra une importance démesurée par rapport aux deux autres secteurs de l'économie. Ainsi, par le biais de la rente pétrolière et de sa répartition sont consommés des biens matériels que, le plus souvent, le système ne produit pas lui-même ou ne produit qu'en partie, cette consommation étant généralisée par le biais de la redistribution opérée par des secteurs d'activité qui ne devraient, théoriquement, n'intervenir que d'une manière secondaire à la production de ces mêmes biens : commerce, transports, services divers, etc..

Ceci est confirmé par l'allure générale de la courbe représentative du secteur tertiaire dans ce graphique 3 ainsi que par les chiffres du tableau 3 qui montrent nettement le très fort accroissement de la participation relative du secteur tertiaire durant les années de très fortes augmentations des rentrées financières dues au pétrole, 1974 en particulier. Si l'on considère que les effets induits de ces accroissements de ressources financières ne se manifesteront qu'avec un certain retard, la courbe en forte croissance des années 1974-1975, apparaît particulièrement significative, après les booms des prix du pétrole en 1973-1974. Cette disymétrie dans la répartition relative s'avère cependant légèrement moins préoccupante si l'on se penche sur l'évolution diachronique des grandeurs réelles (et non plus en pourcentages) telle qu'elle apparaît dans le graphique 4. Sur cette représentation en coordonnées semilogarithmiques, les performances des sec

teurs secondaire et tertiaire apparaissent relativement semblables, et tout à fait différentes de celles du secteur primaire. Ainsi, les taux de croissance géométriques, à prix constants, pour les trois périodes 1950-1969, 1968-1978 et enfin 1979-1980, s'établissent respectivement comme suit pour chaque secteur :

Tableau 4      Taux de croissance géométriques de la production réelle  
par secteur :

	1950-1969	1968-1978	1970-1978	1979-1980
Secteur primaire	5,22%	-1,8%	-3,04%	2,04%
Secteur secondaire	7,80%	7,73%	8,35%	0,03%
Secteur tertiaire	7,60%	7,53%	7,54%	-2,26%
PTB global	6,85%	5,57%	5,52%	-1,89%

Le premier point remarquable pour la période 1968-1978 est une décroissance marquée de tous les taux et, plus particulièrement, de celui du secteur primaire qui devient globalement négatif à partir de 1970. (1). La tendance s'inverse pour les deux dernières années puisque seul le secteur primaire connaît alors une croissance réelle positive de 2,04 par an. Cependant, à l'intérieur de ce phénomène généralisé de diminution des taux de croissance, le secteur secondaire apparaît comme le plus dynamique puisqu'il conserve un taux, malgré tout élevé, de 7,73%. Ainsi, la nouvelle répartition notée depuis 1972 dans la composition structurelle en pourcentage du PTB réel, est elle en majeure partie due à la forte baisse connue par le secteur primaire. Ceci apparaît d'autant plus clairement si l'on se réfère au tableau N° 3, qui nous donne, entre autres, l'évolution en indices de la production réelle dans les différents secteurs. Il aurait été ici particulièrement intéressant de

(1) Ainsi, si l'on prend 1970 comme année base pour la dernière décennie, le taux annuel géométrique moyen de décroissance du PTB du secteur primaire est encore plus élevé que celui pour la période 1968-1978, puisqu'il passe de -1,8% à -3,04%.

disposer d'une série homogène d'indices de la production couvrant la totalité de la période étudiée. Malheureusement, la coupure de 1968, marquée par des changements non négligeables dans la composition des différentes catégories retenues ainsi que par un changement de l'année de base prise en considération, interdit tout calcul de ce type. Nous nous limiterons donc à calculer deux séries différentielles, la première de base 100 en 1956, la seconde de base 100 en 1968. Nous avons choisi 1956 comme année-base pour la première époque de façon à obtenir deux périodes successives d'égale durée permettant, bien qu'avec les limitations précédemment définies, d'effectuer des comparaisons relativement significatives sur la dynamique de la croissance dans les divers secteurs et aux différentes époques.

Les divergences signalées apparaissent tout à fait clairement à la vue des chiffres les plus récents que nous avons actuellement, ceux de l'année 1980, puisque les indices de production réelle se fixent respectivement pour cette année à 87 pour le secteur primaire, 210 pour le secondaire et 197 pour le tertiaire. Il est à noter que ces indices sont, pour l'année 1979, décroissant dans le tertiaire, stationnaire dans le secondaire et légèrement croissant dans le primaire alors qu'en 1980, à l'exception du secteur secondaire qui demeure grossièrement stationnaire, les deux restants connaissent des taux négatifs. Ainsi, par rapport à 1978, année précédant les mesures de politique économique connues sous le nom de Plan de Stabilisation, le secteur tertiaire a vu, en 1980, sa production réelle décroître de -4,5%, le secondaire étant demeuré au même niveau, et le primaire ayant par contre cru de 4,13%.

Pour la période précédente, ces indices s'établissaient respectivement en 1968 à 156 pour le secteur primaire, 205 pour le secondaire et 242 pour le tertiaire, montrant donc des évolutions tout à fait différentes, notamment en ce qui concerne le primaire qui, au lieu de connaître une diminution de production réelle de 13%, avait connu une augmentation de 56%. De même, si les performances du secteur secondaire apparaissent comme pratiquement identiques, le secteur tertiaire, pour sa part, avait aussi montré un plus fort dynamisme avant 1968 (142% d'augmentation) qu'après (95%).

Cependant, ces chiffres globaux, comme nous allons le voir par la suite lors de l'étude sectorielle séparée, recouvrent de grandes diversités dans les taux de croissance particuliers des différents composants de chaque secteur.

#### 1.1.3.1. L'Evolution de la production réelle dans le secteur primaire

A l'intérieur du secteur primaire, les taux de croissance géométriques annuels respectifs des différents composants s'établissent comme suit, sur la base des périodes précédemment définies :

Tableau 5

#### Taux de croissance géométriques de la Production réelle du secteur primaire

	1950-1969	1968-1978	1970-1978	1979-1980
Agriculture	5,92%	4,12%	3,69%	3,28%
Pétrole (1)	4,78	-5,10%	-6,79%	0,16%
Mines	17,86%	1,19%	-2,57	9,94%
PTB Total du Secteur	5,22%	-1,8%	-3,04%	2,04%

(1) Il s'agit ici du pétrole brut et du gaz naturel. Ne sont pas prises en compte les activités de raffinage, incluses dans le secteur secondaire.

Tableau 6 : Composition du PTB réel du secteur primaire et taux de croissance annuels

ANNÉES	Total			Agriculture			Pétrole <sup>(a)</sup>			Mines		
	Millions de Bolivars	(1)	(2)	(S.C.N. Antérieur)	(1)	(2)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1950	4.831	60		1.014	70		3.797	60		20		
1951	5.523	69	14,32	1.156	80	14,00	4.323	69	13,85	44	16	20,00
1952	5.908	74	6,97	1.239	86	7,18	4.594	73	6,27	75	27	70,45
1953	5.859	73	-0,83	1.280	89	3,31	4.500	71	-2,05	79	28	5,33
1954	6.278	78	7,15	1.284	89	0,31	4.842	77	7,60	152	54	92,41
1955	7.087	88	12,89	1.352	93	5,30	5.514	88	13,88	221	79	45,39
1956	8.025	100	13,24	1.446	100	6,95	6.300	100	14,25	279	100	26,24
1957	9.025	112	12,46	1.507	104	4,22	7.135	113	13,25	383	137	37,28
1958	8.663	108	-4,01	1.576	109	4,58	6.708	106	-5,98	379	136	-1,04
1959	9.216	115	6,38	1.642	114	4,19	7.154	114	6,65	420	151	10,82
1960	9.762	122	5,98	1.974	137	0,22	7.325	116	2,39	463	166	10,24
1961	9.846	123	0,86	1.995	138	1,06	7.493	119	1,22	358	128	-22,68
1962	10.618	127	7,84	2.071	143	3,81	8.214	130	9,62	333	119	-6,98
1963	10.793	134	1,65	2.175	150	5,02	8.336	132	1,49	282	101	-15,32
1964	11.481	143	6,37	2.357	163	8,37	8.734	139	4,77	390	140	38,30
1965	11.824	147	2,99	2.484	172	5,39	8.915	142	2,07	425	152	8,97
1966	11.685	146	-1,18	2.605	180	4,87	8.653	137	-2,94	427	153	0,47
1967	12.250	153	4,84	2.746	190	5,41	9.093	144	5,08	411	147	-3,75
1968	12.481	156	1,89	2.837	196	3,31	9.278	147	2,03	366	131	-10,95
1969	12.701	158	1,76	3.025	209	6,63	9.222	146	-0,60	454	163	24,04
Millions de Bolivars aux prix de 1968 (S.C.N. Actuel)												
1968	12.747	100		3.127	100		9.152	100		468	100	
1969	12.994	102	1,94	3.348	107	7,07	9.078	99	-0,81	568	121	21,37
1970	13.604	107	4,69	3.502	112	4,60	9.453	103	4,13	649	139	14,26
1971	13.052	102	-4,06	3.592	115	2,57	8.849	97	-6,39	611	131	-5,86
1972	12.292	96	-5,82	3.543	113	-1,36	8.173	89	-7,64	576	123	-5,73
1973	13.046	102	6,13	3.730	119	5,28	8.573	94	4,89	743	159	28,99
1974	12.265	96	-5,99	3.958	127	6,11	7.455	81	-13,04	852	182	14,67
1975	10.944	86	-10,36	4.236	135	7,02	5.891	64	-20,98	817	175	-4,11
1976	10.558	83	-3,53	4.083	131	-3,61	5.800	63	-1,54	675	144	-17,38
1977	10.558	83	0	4.393	140	7,59	5.567	61	-4,02	598	128	-11,41
1978	10.628	83	0,66	4.681	150	6,56	5.420	59	-2,64	527	113	-11,87
1979	11.272	88	6,06	4.854	155	3,70	5.791	63	6,85	627	134	18,98
1980	11.067	87	-1,82	4.993	160	2,86	5.437	59	-6,11	637	136	1,59

(1) Indices de la production réelle. Base 100 en 1956 pour la période 1950-1969.

(2) Taux de croissance annuel.

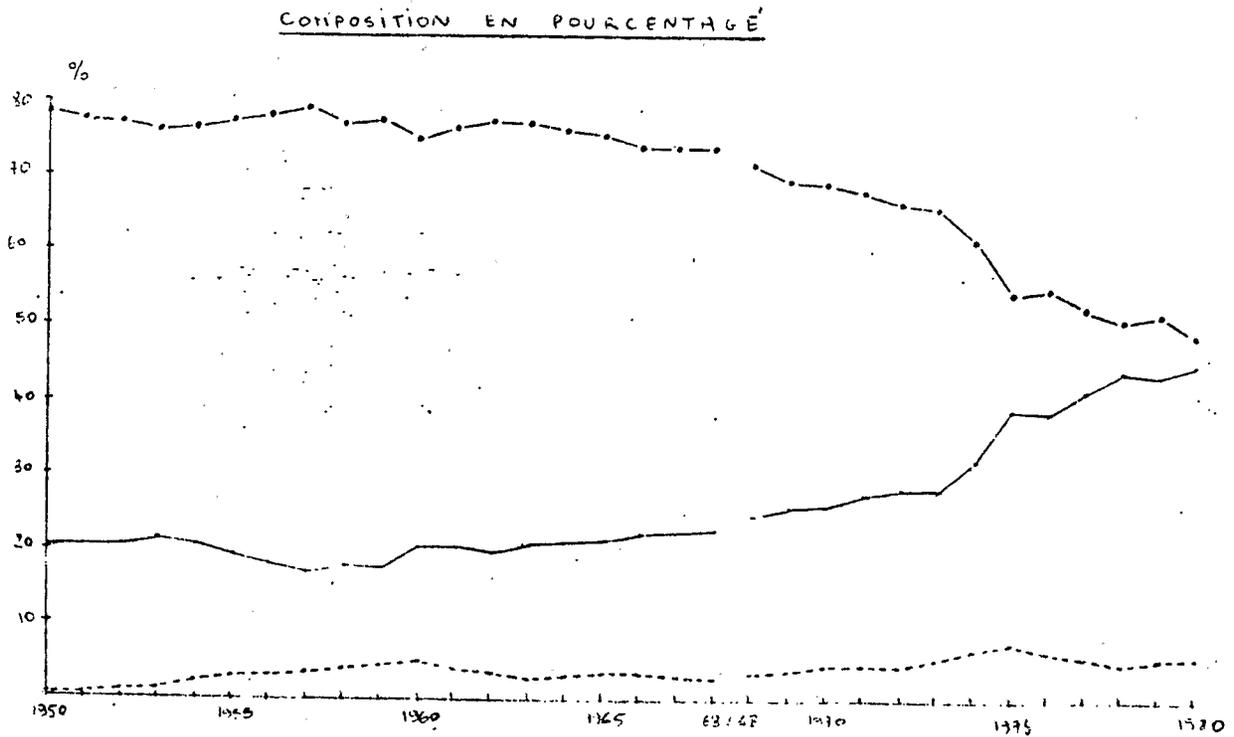
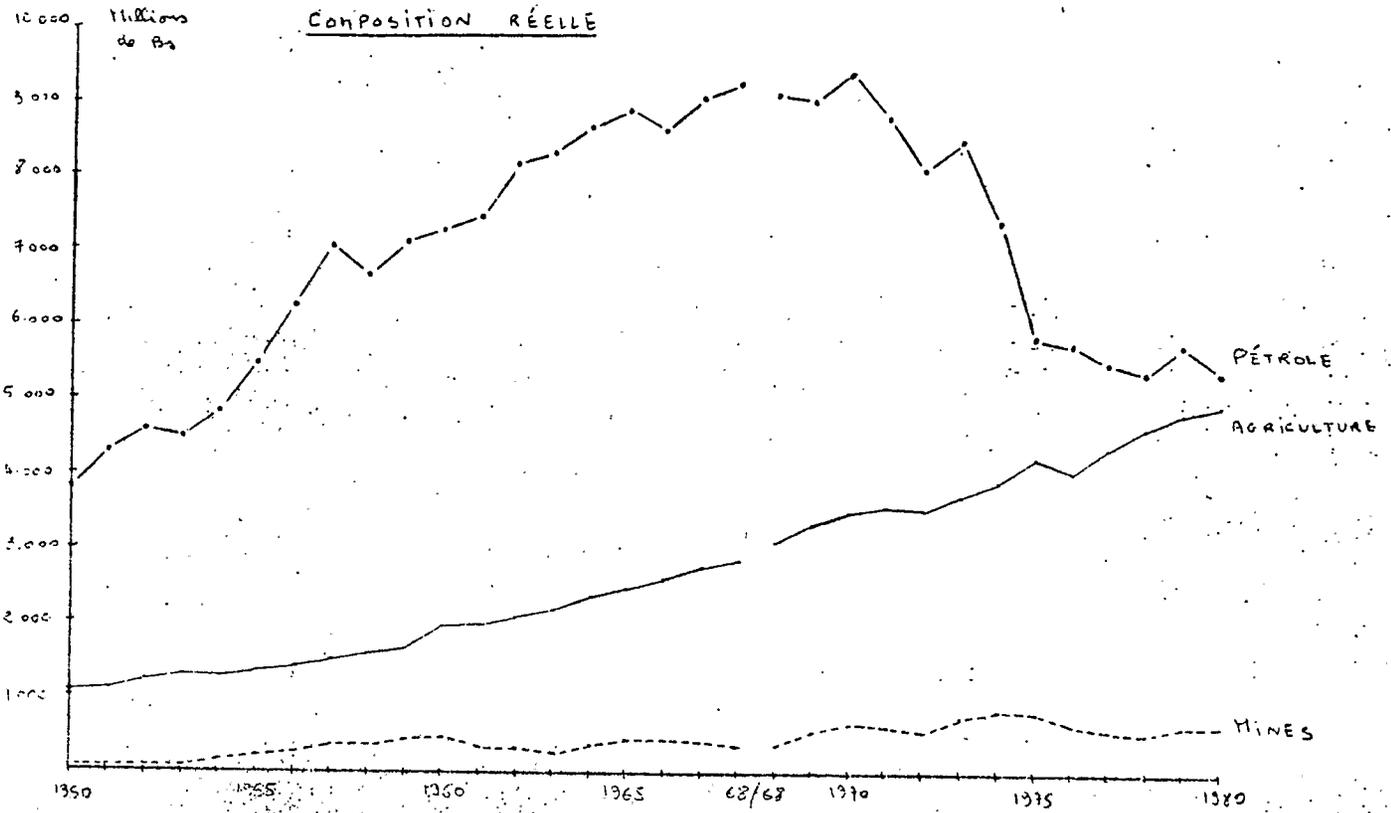
(3) Part en % à l'intérieur du PTB total du secteur primaire.

(a) Pétrole Brut et Gaz naturel.

Sources : Jusqu' en 1976: "La Economía Venezolana en los últimos 35 años"

Depuis 1977 : "Informes Anuales del B.C.V."

GRAPHIQUE 5 : COMPOSITION DU PTB RÉEL DU SECTEUR PRIMAIRE



De ces chiffres, il ressort parfaitement clairement que la baisse de participation du secteur primaire dans la formation du PTB réel global est essentiellement due aux très fortes diminutions constatées dans les secteurs extractifs, principalement le secteur pétrolier. Ce phénomène est particulièrement apparent depuis le début des années 70 qui connut les très fortes augmentations que l'on sait des prix internationaux du pétrole. Cette diminution marquée de la participation du secteur pétrolier ressort clairement des indices de production reportés dans le tableau N° 6 où l'on peut en effet noter que, après une période 1950-1970 de croissance normale de la production (4,7% annuels en taux moyen géométrique), intervient une période de forte contraction puisque, de 1970 à 1980, la production décroîtra de 43,4%, le niveau atteint en 1980 étant ainsi inférieur à celui de 1955 (1). Les indices de production calculés sur les bases précédemment définies s'établissaient ainsi à 147 en 1968 et à 59 en 1980(2). La production maximale avait été atteinte en 1970 avec 3,68 millions de barrils journaliers. En 1975, les effets conjugués des mesures prises lors de la nationalisation de l'activité pétrolière et de la récession mondiale apparaissent nettement avec une forte baisse de la production réelle, l'indice passant de 81 en 1974 à 64 en 1975, soit une diminution de 21%. Cette contraction était due en partie aux mesures conservatrices décidées par le Gouvernement dès l'année 1974 et en partie à la contraction de la demande sur les marchés internationaux, demande qui connaissait une diminution de 6% par rapport à l'année précédente. Ceci était à relier aux conditions climati -

(1) La production moyenne journalière en 1955 était de 2,17 millions de barrils, de 2,36 en 1979 et de 2,17 en 1980.

(2) Ces deux indices, calculé pour une base 100 en 1956 pour le premier et sur une base 100 en 1968 pour le second, montrent que pour deux périodes d'égale durée (12 années), la production s'est accrue de 47% dans le premier cas, a diminué de 41% dans le second.

ques particulièrement douces qui prévalurent durant l'hiver 1974-1975, au net relentissement de l'activité économique relevé dans la plupart des pays industrialisés, ainsi qu'aux mesures de restriction de la consommation prises immédiatement après la flambée des prix. Il convient de signaler ici un trait particulier de la structure des exportations pétrolières du Venezuela à cette époque, qui était la forte proportion de produits résiduels. Cette structure d'exportation était en fait directement induite par celle de la demande provenant des Etats-Unis, principal client, qui préféraient importer des produits peu raffinés qu'ils traitaient ensuite eux mêmes. Hors, en 1975, c'était ce marché des produits résiduels qui connaissait les plus fortes contractions. Leur production étant bien évidemment liée à celle des produits raffinés, le Venezuela était ainsi amené, afin de ne pas créer des stocks trop importants des premiers, à réduire la production de ces derniers. Ainsi, aux Etats Unis, la consommation globale de produits pétroliers diminuait de 2,2% et celle de produits dits "résiduels" de 7,4%. Cette contraction, par le mécanisme précédemment évoqué, entraînait au Venezuela une diminution de 21,2% de la production de brut et 27,5% de celle de produits raffinés. Ainsi, et c'est ici un point particulièrement important à souligner, ce ralentissement de la participation à la production réelle du secteur primaire en général et pétrolier en particulier ne doit pas être compris comme un processus normal de dépérissement dans une formation économique en voie d'arriver à maturité mais bien comme une conséquence simple de la multiplication de la valeur nominale d'un produit par laquelle ont

pu être, à la fois, réduite la production réelle et augmentée la valeur nominale totale de cette même production. Si l'on prend en compte, comme nous le verrons plus loin, les fortes conséquences commotionnantes sur l'ensemble du système, de l'accroissement de disponibilités monétaires, malgré la réduction des quantités produites, il apparaît tout à fait clairement qu'un maintien de la production à ses niveaux antérieurs, et plus encore la poursuite de sa croissance, aurait eu un impact autrement plus traumatisant, l'on peut même avancer, insurmontable, sur l'organisation économique. Tout ceci apparaît particulièrement clairement si l'on considère les courbes de la représentation en pourcentage des différents composants à l'intérieur du secteur primaire. En effet, de très fortes accélérations des tendances sont notées à partir de 1973, la part du pétrole dans la production réelle tendant à diminuer d'une manière particulièrement accentuée alors qu'elle augmentait nettement au niveau de la production nominale, phénomène étroitement lié aux vertigineuses hausses de prix notées sur le marché des hydrocarbures en 1973-1974. Cependant, quelles qu'en aient pu être les raisons, force est de noter, au niveau de la production réelle tout au moins, ce renforcement de la participation du secteur agricole. Celui-ci est dû en partie à l'augmentation directe de la production agricole dont l'indice passait à 160 en 1980, en partie à la baisse de la production pétrolière et à la croissance relativement limitée du secteur minier qui n'intervient, de toutes manières, que d'une façon très secondaire dans la formation du PTB du secteur primaire puisqu'il n'en représente, en 1980, que 5,8%. Les taux de croissance géométriques pour la période 1970-1978 s'établissent ainsi respectivement à 3,69% pour la production agricole et -6,79% pour la production pétrolière, ce qui revient à constater que si la production agricole a augmenté de 33,7% et

neuf années, la production pétrolière a, par contre, diminué de 42,7% durant la même période. De ce fait, la nouvelle répartition en pourcentage apparaît comme moins satisfaisante si on la reporte en taux d'augmentation réels. Les performances du secteur agricole avec un taux de croissance moyen annuel de 3,69% paraissent en effet relativement limitées alors que le PTB réel global augmentait en moyenne, à la même époque, de 5,63% par an. Ceci d'autant plus que la production agricole ne représentait, en 1980, que 6,55% du PTB réel total, et était loin de satisfaire les besoins nationaux. En indices, la production agricole qui apparaît comme une des moins performantes sur l'ensemble de la période étudiée, est cependant remarquable par la stabilité de sa croissance (cf. graphique 5). Ce sera en effet un des seuls secteurs à maintenir, durant la difficile conjoncture des années 1979-1980, un taux de croissance positif non négligeable (+ 6,8% de 1978 à 1980).

Il est à préciser enfin que les données regroupées ici sont indicatrices de l'évolution de la production réelle en termes de quantités physiques dans chacun des secteurs considérés, mais ne reflètent en rien l'importance de leur rôle en termes d'activité économique. Ainsi, les participations relativement proches, en termes de produit réel, des secteurs agricole et pétrolier à la formation du PTB n'induisent en rien une participation tout aussi proche de chacun des deux secteurs à l'activité économique du pays. Il est tout à fait clair, à ce niveau, que le rôle joué par le secteur pétrolier dans le système économique du Vénézuéla est sans aucune mesure avec celui joué par le secteur agricole. Ceci sera parfaitement mis en lumière lors de la prise en compte des séries nominales de l'évolution du PTB.

1.1.3.2. L'Evolution de la production réelle dans le secteur secondaire

Compte tenu du taux de croissance particulièrement régulier et de la faiblesse relative de la participation de la composante Eau et Energie Electrique au sein du secteur secondaire, sa décomposition se limitera en fait aux seuls sous secteurs Industrie et Construction. Cette décomposition sur les trente années qui nous intéressent ici montre la succession de deux périodes de durées quasiment égales mais à tendances exactement opposées. De 1950 à 1965, se manifeste une nette croissance de la participation relative du secteur industriel au détriment de celui de la construction. Le premier qui représentait en effet 54,9% de la production réelle du secteur en 1951, passait à 68,9% en 1965 alors que le secteur Construction diminuait, lui, de 41,7% à 21,1% aux mêmes dates. A partir de 1965, la tendance s'inverse. Malheureusement, les modifications intervenues en 1968 dans l'élaboration des comptes nationaux ne nous permettent pas de considérer dans son ensemble la période 1965-1978. Nous nous bornerons donc à la seule prise en compte de la décennie 1968-1978. Durant cette période, le secteur de la Construction verra sa représentation passer de 18,5% à 29,2, l'industrie connaissant une réduction de sa participation de 74,5% à 62,3%. Il est à remarquer ici l'impact des changements survenus dans le contenu des différentes catégories de la Comptabilité Nationale qui font que, pour la même année 1968, les participations relatives respectives des secteurs Construction et Industrie étaient de 23,3% et 64,8% sur la base de l'ancien système de comptabilité, et passaient à 18,5% et 74,5% par application des nouvelles règles. Parallèlement, avait aussi été changée l'an-

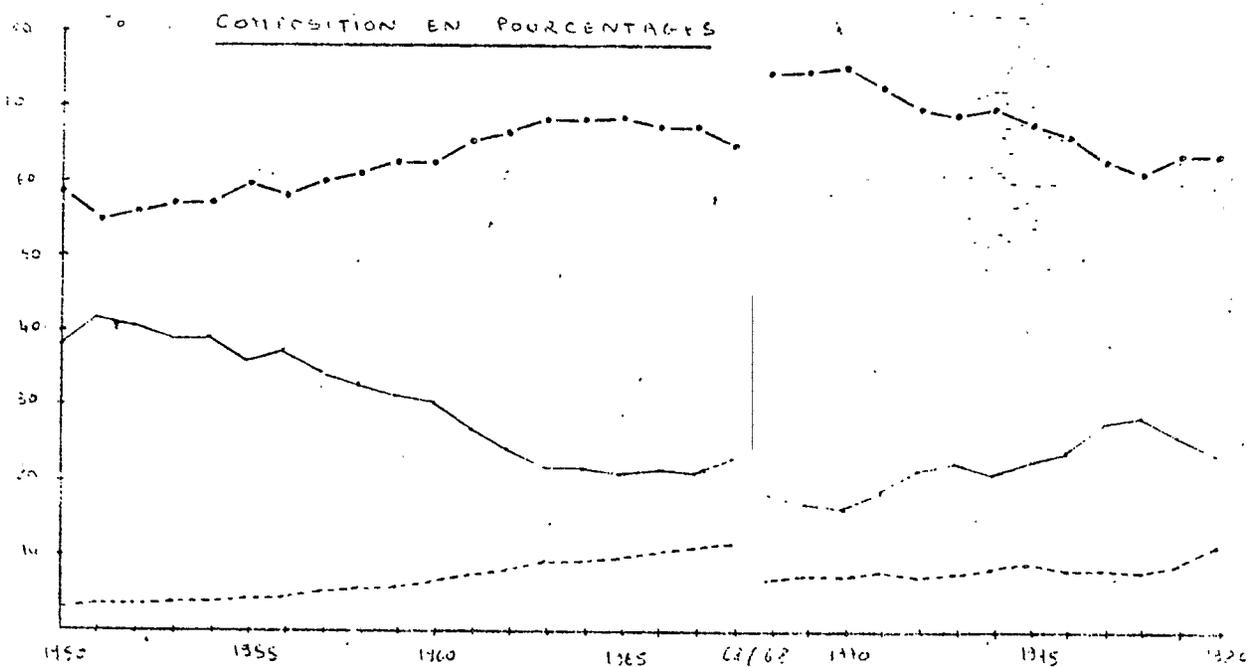
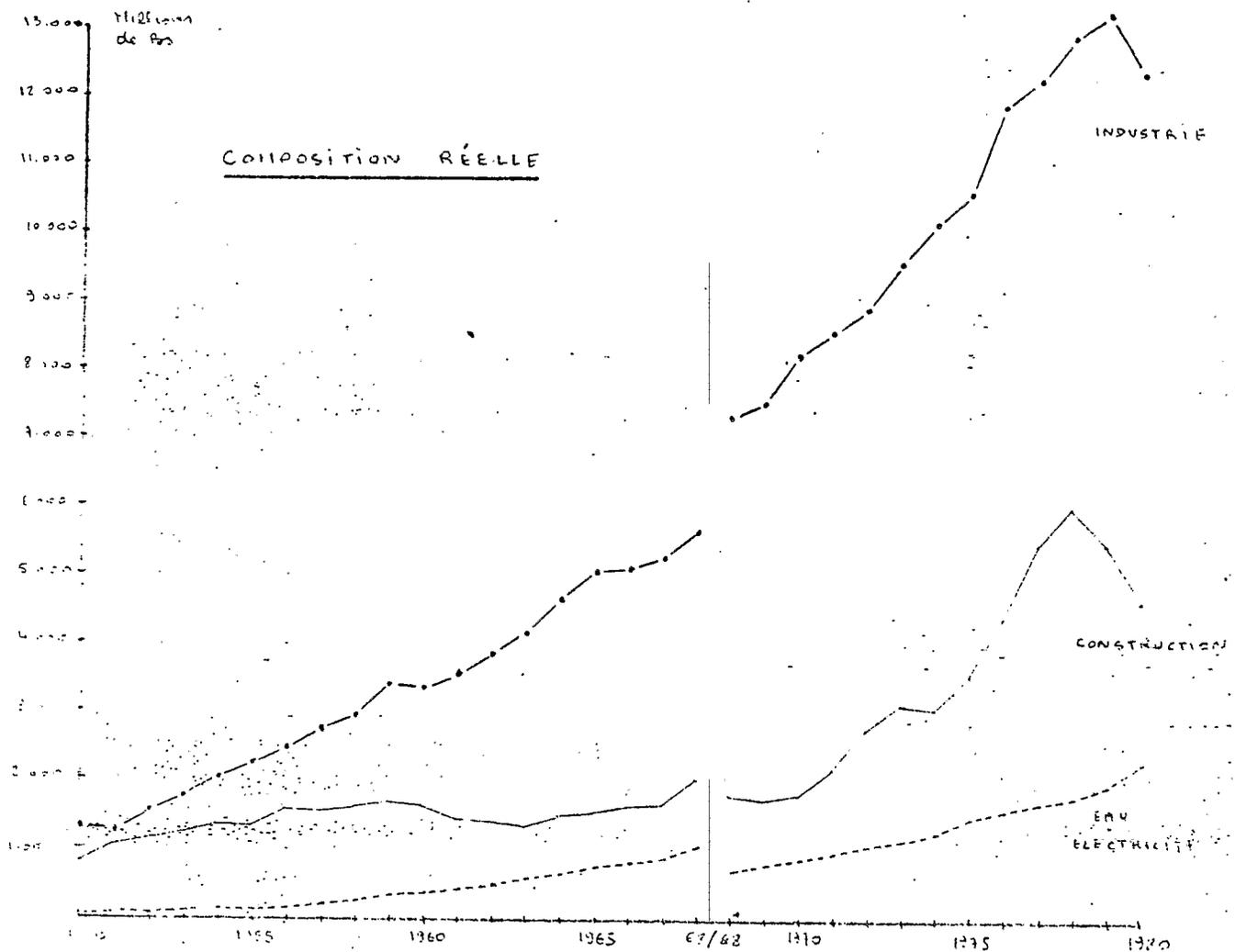
Tableau 7 : Composition du PTB réel du secteur secondaire et taux de croissance annuels

ANNÉES	Total			Industrie *			Construction			Eau et Electricité					
	Millions de Bolivars	de	aux prix de 1957	Manufacturière (1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)			
1950	2.170	51		1.274	51	58,7	827	52	38,1	69	37	3,2			
1951	2.472	58	13,92	1.257	51	-1,33	54,9	1.032	64	24,79	41,7	83	44	20,29	3,4
1952	2.819	66	27,95	1.578	64	25,54	56,0	1.144	71	10,85	40,6	97	52	16,87	3,4
1953	3.111	73	10,36	1.772	71	12,29	57,0	1.220	76	6,64	39,2	119	64	22,68	3,8
1954	3.533	83	13,56	2.022	81	14,11	57,2	1.376	86	12,79	39,0	135	72	13,45	3,8
1955	3.789	89	7,25	2.267	91	12,12	59,8	1.363	85	-0,94	36,0	159	85	17,78	4,2
1956	4.276	100	12,85	2.484	100	9,57	58,1	1.605	100	17,75	37,5	187	100	17,61	4,4
1957	4.585	107	7,23	2.766	111	11,35	60,3	1.581	99	-1,50	34,5	238	127	27,27	5,2
1958	4.871	114	6,24	2.972	120	7,45	61,0	1.618	101	2,34	33,2	281	150	18,07	5,8
1959	5.461	128	12,11	3.418	138	15,01	62,6	1.707	106	5,50	31,3	336	180	19,57	6,1
1960	5.365	125	-1,76	3.347	135	-2,08	62,4	1.647	103	-3,51	30,7	371	198	10,42	6,9
1961	5.441	127	1,42	3.548	143	6,01	65,2	1.471	92	-10,69	27,0	422	226	13,75	7,8
1962	5.790	135	6,41	3.869	156	9,05	66,8	1.420	88	-3,47	24,5	501	268	18,72	8,7
1963	6.078	142	4,97	4.148	167	7,21	68,3	1.340	83	-5,63	22,0	590	316	17,76	9,7
1964	6.826	160	12,31	4.667	188	12,51	68,4	1.496	93	11,64	21,9	663	355	12,37	9,7
1965	7.332	171	7,41	5.049	203	8,19	68,9	1.545	96	3,28	21,1	738	395	11,31	10,0
1966	7.556	177	3,06	5.100	205	1,01	67,5	1.648	103	6,67	21,8	808	432	9,49	10,7
1967	7.951	186	5,23	5.375	216	5,39	67,6	1.682	105	2,06	21,2	894	478	10,64	11,2
1968	8.763	205	10,21	5.682	229	5,71	64,8	2.040	127	21,28	23,3	1.041	557	16,44	11,9
1969	9.039	211	3,15	5.971	240	5,09	65,5	1.975	123	-3,19	21,8	1.147	613	10,18	12,7
Millions de Bolivars aux prix de 1968 (S.C.N. Actuel)															
1968	9.870	100		7.355	100		74,5	1.822	100		18,5	693	100		7,0
1969	10.021	102	1,53	7.513	102	2,15	75,0	1.721	94	-5,54	17,2	787	114	13,56	7,8
1970	10.943	111	9,20	8.273	112	10,12	75,6	1.811	99	5,23	16,6	859	124	9,15	7,8
1971	11.739	119	7,27	8.584	117	3,76	73,1	2.206	121	21,81	18,8	949	137	10,48	8,1
1972	12.766	129	8,75	8.957	122	4,35	70,2	2.797	154	26,79	21,9	1.012	146	6,64	7,9
1973	13.890	141	8,80	9.618	131	7,38	69,2	3.150	173	12,62	22,7	1.122	162	10,87	8,1
1974	14.585	148	5,00	10.216	139	6,22	70,0	3.103	170	-1,49	21,3	1.266	183	12,83	8,7
1975	15.828	160	8,52	10.684	145	4,58	67,5	3.661	201	17,98	23,1	1.483	214	17,14	9,4
1976	17.930	182	13,28	11.935	162	11,71	66,6	4.420	243	20,73	24,6	1.575	227	6,20	8,8
1977	19.512	198	8,82	12.316	167	3,19	63,1	5.507	302	24,59	28,2	1.689	244	7,24	8,7
1978	20.783	211	6,51	12.942	176	5,08	62,3	6.068	333	10,19	29,2	1.773	256	4,97	8,5
1979	20.774	210	-0,04	13.273	180	2,56	63,9	5.517	303	-5,08	26,6	1.984	286	11,90	9,5
1980	20.794	210	0	13.821	188	4,13	66,5	4.674	257	-15,28	22,5	2.299	332	15,88	11,0

(1) Indices de la production réelle. Base 100 en 1956 pour la période Sources : Jusqu' en 1976 : "La Economía Venezolana en los últimos 35 años"  
 (2) Taux de croissance annuel 1950-1969.  
 (3) Part en % à l'intérieur du PTB total du secteur secondaire Depuis 1977 : "Informes anuales del B.C.V."

\* NB : L'Industrie Manufacturière inclut le raffinage du pétrole.

GRAPHIQUE 6 : COMPOSITION DU PIB RÉEL DU SECTEUR SECONDAIRE



née de base prise en compte pour ces calculs à prix constants. L'évolution intervenue durant 10 années dans la structure des prix relatifs, à l'intérieur de chacun des deux secteurs, est donc aussi en partie responsable du saut noté.

Exception faite de la légère contraction notée en 1974, l'évolution du secteur de la construction de 1971 à 1978 est tout à fait caractéristique du caractère euphorique de la période, marquée par une croissance exagérée des disponibilités monétaires face aux possibilités réelles de la production intérieure. Ceci apparaît clairement à la prise en compte de l'évolution de l'indice du coût de la construction résidentielle privée. De base 100 en 1972, cet indice était à 92,5 en 1970, 101,3 en 1973, 157,8 en 1975 et 307,5 en 1978. En d'autres termes, les prix qui avaient grimpé à un taux moyen géométrique de 3,1% de 1970 à 1973, avaient vu ce taux passer à 24,9% de 1973 à 1978. Pour les mêmes périodes, les taux de croissance de l'indice des prix de gros avaient été de 4,5% et 11%. Le décalage apparaît tout à fait clairement entre l'évolution des deux indices, et l'incitation à la construction ne fait aucun doute, d'autant plus que cette croissance effrénée des prix de la construction privée était essentiellement due à une nette augmentation des marges de gains des entrepreneurs, l'indice des prix de l'ensemble des inputs de la construction n'ayant cru que de 15,2% de 1973 à 1978. Qualitativement, il est aussi à noter une réorientation de la production vers des réalisations relativement coûteuses. De ce point de vue, tout aussi significatives seront les fortes contractions notées en

1979 (-9,08%) et 1980 (-15,3%), symptomatiques du ralentissement général de l'activité économique.

Tableau 8 : Taux de croissance géométriques de la production réelle  
du secteur secondaire

	1950-1969	1968-1978	1970-1978	1979-1980
Industrie Man.	8,47	5,81	5,75	-3,34
Construction	4,69	12,78	16,32	-12,23
Eau + Electr.	15,94	9,85	9,48	13,87
PTB TOTAL	7,80	7,73	8,35	0,03

Ainsi, l'indice de la production réelle de la construction, passait, sur la base des prix de 1957, de l'indice 100 en 1956 à l'indice 127 en 1968, soit un accroissement total de 27%. Pour la dernière décennie, et sur la base de la structure des prix de 1968, ces mêmes indices passaient de 100 en 1968 à 333 en 1978, soit, cette fois, un accroissement de 233%, marquant bien la très forte vitalité du secteur durant la période récente. En 1980, par contre, cet indice redescendait à 257, soit le niveau atteint durant le deuxième semestre de 1976.

Les changements dans les participations relatives des deux principaux composants du secteur secondaire que nous avons signalés au début de ce chapitre, sont essentiellement dus au comportement erratique du secteur de la construction, secteur extrêmement sensible, comme nous avons pu le voir, aux changements conjoncturels. Ainsi, l'indice de production obtenu en 1960 n'était retrouvé qu'en 1966, au terme d'une période récessive de plus de quatre années.

La production industrielle pour sa part, connaissait une croissance nettement plus régulière mais aussi beaucoup plus faible. Paradoxalement, cette croissance s'avérait d'ailleurs bien plus limitée durant la période récente, l'indice de production atteint en 1980 n'étant que de 188, que durant la décennie précédente qui avait connu, en 1968, un indice de 229.<sup>(1)</sup> Par contre, une des évolutions les plus dynamiques sera celle du secteur de l'eau et de l'énergie électrique dont les indices s'établiront, en 1968 à 557, soit un accroissement de 457% par rapport à 1956, et en 1980 à 332 ce qui demeure tout de même particulièrement élevé.

(1) Nous rappelons ici que ces indices se rapportent à des périodes d'égale durée (12 années), et permettent donc la comparaison des évolutions relevées de 1956 à 1968 d'une part, de 1968 à 1980 d'autre part.

Il est à rappeler ici que sont incluses dans le secteur industriel manufacturier les activités de raffinage du pétrole qui représentent, en 1980, environ 12% de sa production totale.

1.1.3.3. L'Evolution de la production réelle dans le secteur tertiaire

Exception faite bien évidemment des années 1979-1980, le secteur tertiaire dans son ensemble montre, pour toute la période considérée, une particulière constance dans les taux de croissance puisque, pour chacune des sous périodes considérées, ils s'établissent régulièrement aux alentours de 7,55% de taux moyen annuel géométrique. Cette relative stabilité dans la croissance s'accompagnait d'une certaine constance dans la participation relative de chacun des sous secteurs. De ce point de vue, un des seuls points remarquables sera la nette augmentation de la représentation relative du sous-secteur des services de 1956 à 1963, sous-secteur qui passera de 54,8% de la production réelle à 67,1% soit, en indices, une croissance de 100 à 266, croissance nettement supérieure à celle de chacun des deux autres secteurs; transport (qui passe seulement à 138) et commerce (qui passe à 180). Il sera d'ailleurs le seul, pour toute la période considérée, à ne connaître de récession absolue qu' en 1980. Ce phénomène noté de 1957 à 1963 était dû à la combinaison de deux éléments : un fort taux de croissance du secteur services (12,62% en moyenne avec un maximum de près de 20% en 1961) et un très net ralentissement de la croissance du

secteur Commerce (1,56%) qui connaîtra des taux négatifs durant trois années sur les six prises en considération. Pour la période récente, c'est l'activité Transport qui prend la première place (indice 231 en 1980) précédant celles de Services (indice 206) et de Commerce (indice 145). En 1979, cependant, le secteur des Services était le seul à poursuivre une croissance positive. Il représentait alors le double de la production de l'industrie manufacturière.

Tableau 9 : Taux de croissance géométriques de la production réelle du secteur tertiaire :

	1960-1969	1968-1978	1970-1978	1978-1980
Transports et communications	3,98	9,36	8,73	-2,79
Commerce	7,23	-5,77	5,60	-9,01
Services	8,32	7,50	7,78	0,04
PTB TOTAL	7,60	7,53	7,54	-2,26

Ainsi donc, la prise en compte de ces séries à prix constants nous a permis d'appréhender l'évolution, en termes réels de volumes de production, du PTB. Cependant, comme nous l'avons déjà longuement précisé, l'élimination des mouvements des prix relatifs interdit d'accorder à ce type de données une signification déterminante en termes de dynamique macro-économique.

Il importe en effet de ne pas confondre activité productive et activité économique, les séries à prix constants ici utilisées ne concernant que l'évolution de l'activité productive. Du point de vue de l'acti-

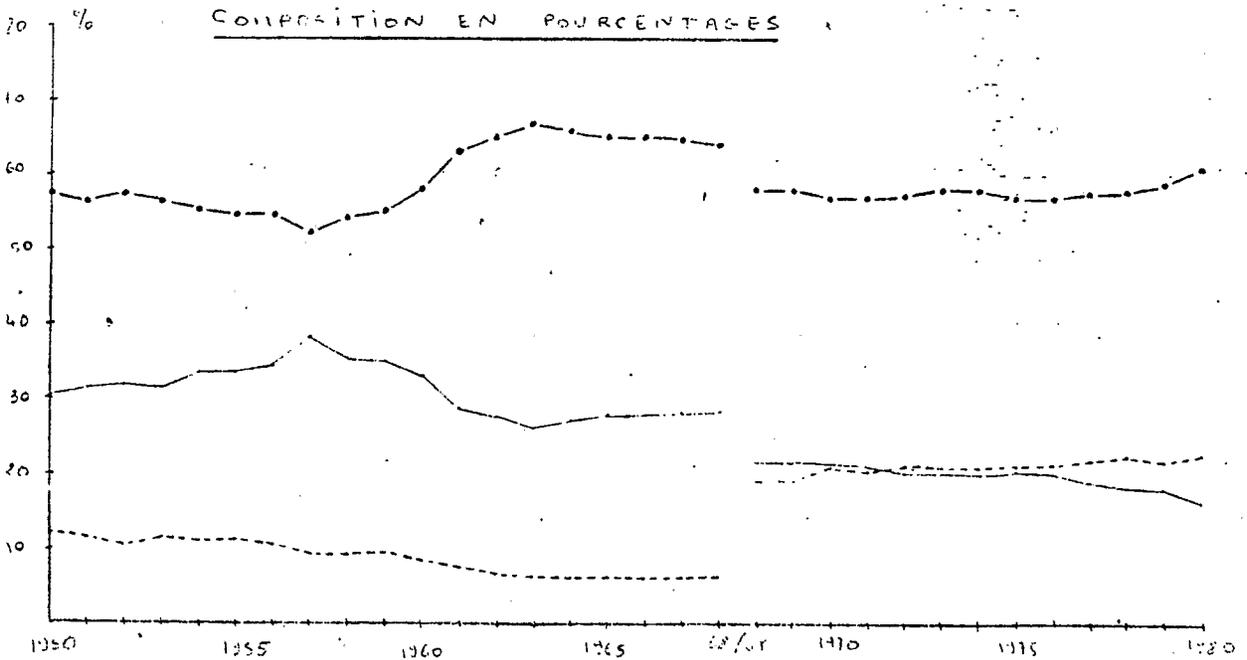
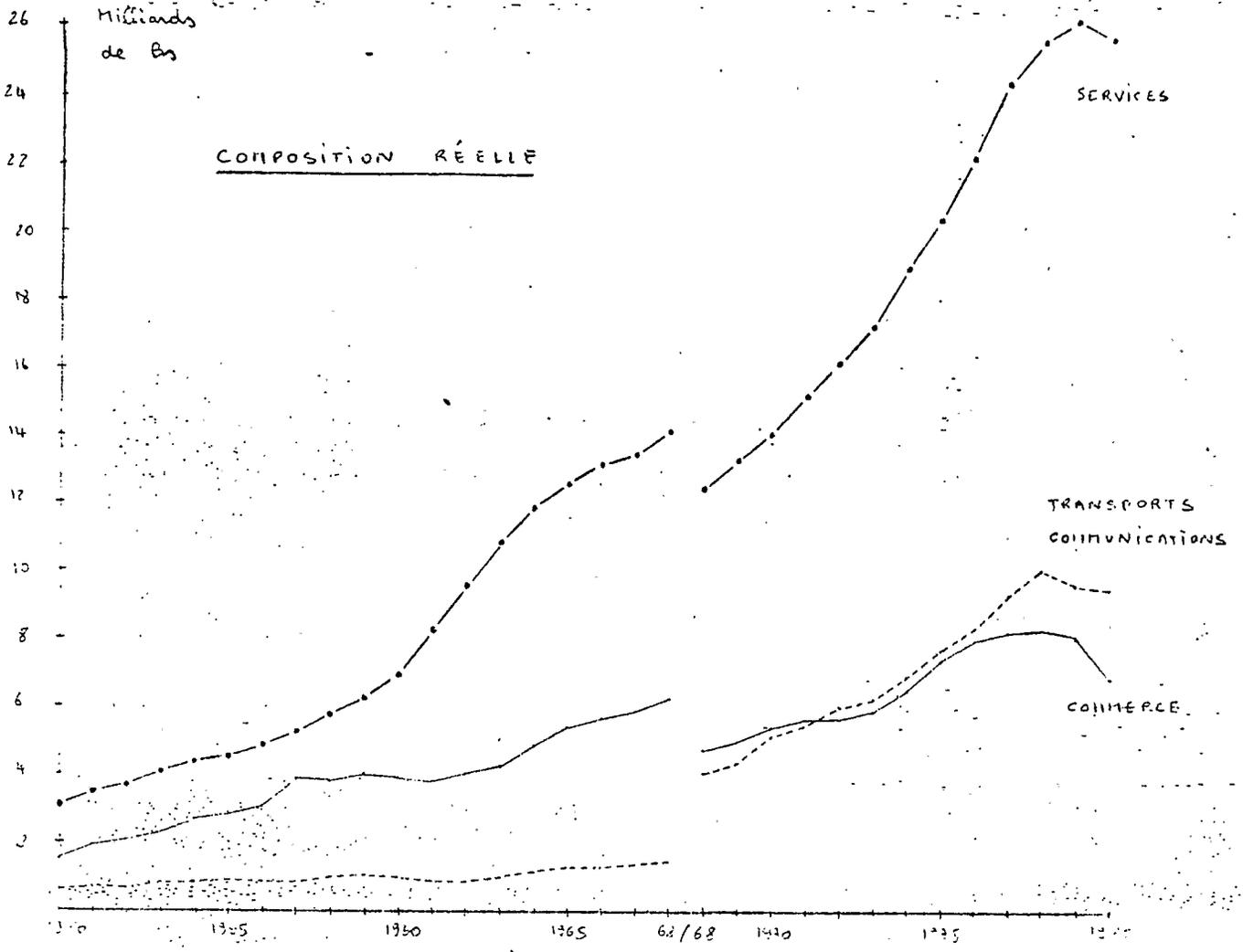
Tableau 10 : Composition du PTB réel du secteur tertiaire et taux de croissance annuels

ANNÉES	Total			Transports et Communications			Commerce			Services		
	Millions de Bolivars	(1)	(2)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1950	5.726	63		699	74	12,2	1.726	55	30,1	3.031	61	57,7
1951	6.217	69	8,57	706	75	1,00	1.983	63	14,89	3.528	71	16,4
1952	6.520	72	4,87	675	71	-4,39	2.085	66	5,14	3.760	76	6,58
1953	7.220	80	10,74	843	89	24,89	2.291	73	9,88	4.086	82	8,67
1954	7.938	88	9,94	876	93	3,91	2.678	85	16,89	4.384	88	7,29
1955	8.449	93	6,44	951	101	8,56	2.862	91	6,87	4.636	93	5,75
1956	9.065	100	7,29	946	100	-0,53	3.156	100	10,27	4.963	100	7,05
1957	10.237	113	12,93	940	99	-0,63	3.933	125	24,62	5.364	108	8,08
1958	10.630	117	3,84	1.002	106	6,60	3.803	121	-3,31	5.825	117	8,59
1959	11.388	126	7,13	1.090	115	8,73	4.003	127	5,26	6.295	127	8,07
1960	11.976	132	5,16	1.011	107	-7,25	3.976	126	-0,67	6.989	141	11,02
1961	13.188	145	10,12	996	105	-1,48	3.811	121	-4,15	8.381	169	19,92
1962	14.642	162	11,03	996	105	0	4.051	128	6,30	9.595	193	14,49
1963	16.306	180	11,36	1.045	110	4,92	4.315	137	6,52	10.944	221	14,06
1964	18.100	200	11,00	1.181	125	13,01	4.932	156	14,30	11.987	242	9,53
1965	19.387	214	7,11	1.267	134	7,28	5.455	173	10,60	12.665	255	5,66
1966	20.203	223	4,21	1.306	138	3,08	5.695	180	4,40	13.202	266	4,24
1967	20.832	230	3,11	1.370	145	4,90	5.907	187	3,72	13.555	273	2,67
1968	21.923	242	5,24	1.460	154	6,57	6.344	201	7,40	14.119	284	4,16
1969	23.042	254	5,10	1.466	155	0,41	6.501	206	2,47	15.075	304	6,77
Millions de Bolivars aux prix de 1968 (S.C.N. Actuel)												
1968	21.457	100		4.170	100		4.782	100		12.505	100	
1969	22.881	107	6,64	4.471	107	7,22	5.050	106	5,60	13.360	107	6,84
1970	24.789	116	8,34	5.223	125	16,82	5.416	113	7,25	14.150	113	8,61
1971	26.425	123	6,60	5.515	132	5,59	5.677	119	4,82	15.233	122	7,65
1972	28.007	131	5,99	6.111	147	10,81	5.697	119	0,35	16.199	130	6,34
1973	29.581	138	5,62	6.314	151	3,32	5.995	125	5,23	17.272	138	6,62
1974	32.611	152	10,24	6.961	167	10,25	6.618	138	10,39	19.032	152	10,19
1975	35.678	166	9,40	7.764	186	11,54	7.468	156	12,84	20.546	164	7,96
1976	38.781	181	8,70	8.404	202	8,24	8.008	167	7,23	22.369	179	8,87
1977	42.240	197	8,92	9.419	226	12,08	8.310	174	3,77	24.511	196	9,58
1978	44.348	207	4,99	10.200	245	8,29	8.378	175	0,82	25.770	206	5,14
1979	44.125	206	-0,50	9.699	233	-4,91	8.101	169	-3,31	26.325	211	2,15
1980	42.368	197	-3,98	9.639	231	-0,62	6.936	145	-21,0	25.793	206	-2,02

- (1) Indices de la production réelle. Basé 100 en 1956 pour la période 1950-1969.  
 (2) Taux de croissance annuel  
 (3) Part en % à l'intérieur du PTB total du secteur tertiaire.

Sources : Jusqu'en 1976 : "La Economía Venezolana en los últimos 35 años"  
 Depuis 1977, Informes Económicos anuales du B.C.V.

GRAPHIQUE 7 : COMPOSITION DU PIB RÉEL DU SECTEUR TERTIAIRE



tivité économique par contre, l'élimination du facteur "valorisation relative des produits entre eux" ne permet pas la vision cohérente du fonctionnement du système, en particulier depuis 1974. Il s'avère effectivement totalement inconcevable de mener une étude cohérente et conséquente de l'évolution économique suivie par le Vénézuéla durant la dernière décennie sans intégrer les effets puissants de la multiplication des prix du pétrole, tant sur le plan national que sur le plan de l'insertion dans la formation économique internationale.

Pour ce faire, il sera nécessaire de prendre en compte les séries en prix courants qui, bien que d'une utilisation délicate pour des comparaisons interannuelles, s'avèrent, à notre sens, beaucoup plus significatives en termes de dynamique économique.

## 1.2. L'Evolution de la production nominale

### 1.2.1. L'Evolution globale de la production nominale

#### - Le PTB

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer le titre énoncé, l'instrument que nous allons utiliser ici n'est pas la véritable série nominale de l'évolution du PTB mais un instrument hybride, entre les séries réelles et nominales, construit en pondérant les séries nominales par un indice de l'évolution des prix que nous avons choisi comme étant l'indice des prix de gros.

Nous avons déjà précisé précédemment la limitation, à notre sens fondamentale, de l'utilisation de séries à prix constants pour une étude de dynamique économique. En ce qui concerne une étude diachronique des tendances suivies et des progrès enregistrés, la prise en compte directe de séries à prix courants n'apparaît pas meilleure en raison des très fortes distorsions induites par la perpétuelle dévaluation effective du signe monétaire. D'autre part un des facteurs, à notre avis dé-

terminant, de la correcte compréhension de la dynamique économique au Vénézuéla, est la très forte variation des prix relatifs notée depuis le début de la dernière décennie, en particulier en ce qui concerne le secteur pétrolier. La double contrainte imposée à l'instrument statistique sera donc, d'une part de ne pas éliminer les modifications intervenues dans la structure des prix relatifs, d'autre part d'annihiler le biais dû à l'inflation globale, celle-ci s'étant particulièrement accélérée durant les dernières années. Pour ces deux raisons, il nous est apparu opportun et adéquat d'utiliser pour cette seconde phase de l'étude de la production, les séries à prix courants pondérées par l'indice des prix de gros. (1)

---

(1) Cette indice des prix de gros a été choisi comme étant le plus adapté en raison des contraintes imposées par l'appareil statistique au Vénézuéla. Il aurait en effet pu sembler préférable d'utiliser un indice des prix au consommateur. Cet indice, appelé indice du coût de la vie existe effectivement, mais s'avère totalement inadapté pour l'utilisation que nous voulons en faire ici. Il ne porte en effet que sur un nombre très réduit d'articles considérés comme faisant partie de la consommation populaire, articles dont la plupart sont, ou ont été, affectés de prix régulés ou subventionnés, arbitrairement fixés par le gouvernement, et ne sont donc absolument pas représentatifs de l'évolution réelle du coût de la vie, des coûts de production etc.. L'évolution relevée pour cet indice depuis la libération des prix débutée en 1979 est d'ailleurs particulièrement significative. L'indice des prix de gros, par contre, à prétention exhaustive, s'avère incontestablement mieux adapté.

TABLEAU 11 : Evolution Nominale du P.T.B., du P.N.B. et du R.N.

Années	Indice prix de gros de 1968	PTB (prix courant)	PTB Pondéré	Taux de Croissance annuel	PNB (Prix Courants)	PNB Pondéré	Taux de Croissance annuel	R.N. ( Prix Courants)	RN. Pondéré	Taux de Croissance Annuel
1960	81,0	25.671	31.692		23.574	29.103		19.372	24.360	
1961	82,3	26.997	32.803	3,5	24.675	29.381	3,0	19.988	24.286	0,3
1962	86,2	29.525	34.251	4,4	26.800	31.090	3,7	21.517	24.961	2,8
1963	88,9	32.186	36.913	7,8	29.333	32.995	6,1	23.563	26.505	6,2
1964	92,8	35.637	38.401	4,0	32.414	34.928	5,9	27.595	29.735	12,2
1965	95,7	37.925	39.629	3,2	34.433	35.980	3,0	29.467	30.791	3,6
1966	97,0	39.516	40.738	2,8	36.123	37.240	3,5	30.669	31.617	2,7
1967	98,3	41.625	42.344	3,9	38.353	39.250	5,4	32.508	33.070	4,6
1968	100	44.848	44.848	5,9	41.316	41.316	5,3	35.334	35.334	
1969	101,6	46.867	46.128	2,9	43.379	42.695	3,3	36.532	35.956	1,8
1970 *	103,1	52.309	50.736		49.471	47.983		41.505	40.257	
1971	106,7	57.418	53.812	6,1	53.807	50.428	5,1	45.860	42.980	6,8
1972	110,4	61.797	55.975	4,0	59.324	53.735	6,6	51.270	46.440	8,1
1973	117,8	73.477	62.374	11,4	70.121	59.525	10,8	61.591	52.284	12,6
1974	137,5	112.506	81.822	31,2	180.994	79.268	33,2	99.380	72.276	38,2
1975	156,3	118.280	75.674	7,5	117.973	75.478	4,8	106.778	68.316	5,5
1976	167,5	135.317	80.786	6,8	134.516	80.308	6,4	122.042	72.730	6,5
1977	184,9	155.884	84.307	4,4	154.309	83.455	3,9	139.765	75.589	3,9
1978	198,5	170.956	86.123	2,2	168.581	84.927	1,8	152.478	76.815	1,6
1979	216,8	210.217	96.963	12,6	208.253	96.057	13,1	189.600	87.453	13,9
1980	260,3	257.672	98.990	2,1	257.538	98.939	3,0	234.111	89.939	2,8

\* A partir de 1970, la sommation des PTB des trois secteurs n'est plus exactement égale au PTB global. La différence est égale au montant des droits d'importation qui, dans le nouveau S.C.N., sont comptabilisés à part.

Il est bien évident toutefois que la meilleure image utilisable de la réalité ne sera pas donnée par un seul instrument mais bien par la combinaison de différents indicateurs qui, pour imparfait qu'ils soient en tant que tentatives de représentation exacte de la réalité, n'en permettent pas moins, par leur utilisation conjointe, une appréciation cohérente des fonctionnements économiques.

La série présentée ici ne permet donc pas, pas plus que les séries à prix constants, d'évaluer avec précision l'évolution du PTB en termes de valorisation monétaire dans la mesure où elle combine deux types d'évaluation, tous deux sujets à une certaine marge d'erreur : L'évaluation comptable annuelle du PTB tout d'abord, l'évaluation de l'indice des prix de gros ensuite. Elle s'avèrera cependant beaucoup plus proche de la réalité économique que la série à prix constants précédemment utilisée dans la mesure où elle préserve les mouvements des prix relatifs. Cela est d'ailleurs parfaitement confirmé par la mise en parallèle avec les séries concernant d'autres grandeurs macro-économiques (Balance des Paiements, Revenu National et sa répartition, etc) rapprochement qui ne présente de cohérence que lors de la prise en compte des séries nominales, qu'elles soient ou non pondérées par un indice déflateur.

La courbe nominale pondérée de l'évolution du PTB depuis 1960 montre une nette accélération de la croissance avec deux ruptures de pente en 1970 et 1973. Celle de 1970 doit être considérée comme la simple résultante des changements intervenus dans les règles d'élaboration de la Compta

bilité Nationale. En effet, dans les séries que nous avons reproduites ici, les anciennes règles de comptabilité étaient utilisées jusqu'en 1969, et les nouvelles à partir de 1970. Ceci explique en grande partie le brusque accroissement noté en 1970 par rapport à 1969, et surtout l'évolution notée dans la composition du PTB, marquée par une décroissance de la part du secteur primaire au profit des secteurs secondaire et tertiaire. Cependant, la tendance générale à l'accélération de la croissance du PTB nominal demeure puisque les taux moyens géométriques annuels passent de 4,26% de 1960 à 1969, à 6,66% de 1969 à 1972, pour atteindre 8,17% de 1972 à 1979, cette dernière période ayant cependant été particulièrement perturbée par le bond de 1974 qui donne clairement la mesure de la part tenue par le secteur pétrolier dans l'économie puisque, tant dans la comptabilisation du secteur primaire que dans celle du secteur secondaire, c'est uniquement la hausse des prix du pétrole à la consommation qui en portera la responsabilité. De même, le ralentissement noté en 1975 est la conséquence directe des fortes réductions imposées à la production pétrolière à la suite du bond de sa valeur nominale. Le bond noté en 1979 sera lui aussi directement dû à la forte élévation des prix du pétrole notée pour cette année puisque la cotisation au niveau de l'OPEP s'éleva, de Décembre 1978 à Décembre 1979, de 89%. Ces fortes augmentations furent en grande partie liées aux inquiétudes nées du début de la crise iranienne.

Il ne semble pas inutile ici de souligner à quel point l'image donnée par ces séries sera différente de celle donnée précédemment lors de

l'utilisation de données à prix constants. Déjà apparaît, comme cela se précisera plus tard, l'impérieuse nécessité, tout spécialement dans le cas d'un pays comme le Vénézuéla, de l'utilisation combinée de ces différents types d'information. Dans cette optique, le graphique N° 9 apparaîtra particulièrement intéressant. Nous y avons regroupé les courbes concernant le PTB réel établies à partir de la prise en compte des séries à prix constants et les courbes concernant le PTB nominal, déflattées des effets inflationnistes, par utilisation des séries à prix courants pondérées par l'indice des prix de gros. En raison des modifications intervenues en 1968 dans le système de Comptabilité Nationale, la période totale 1960-1979 sera scindée en deux sous-périodes : Une première de 1960 à 1969 calculée, en ce qui concerne les séries à prix constants, sur la base de la structure des prix de 1957, une seconde de 1968 à 1979, calculée sur la base de la structure des prix de 1968. (1)

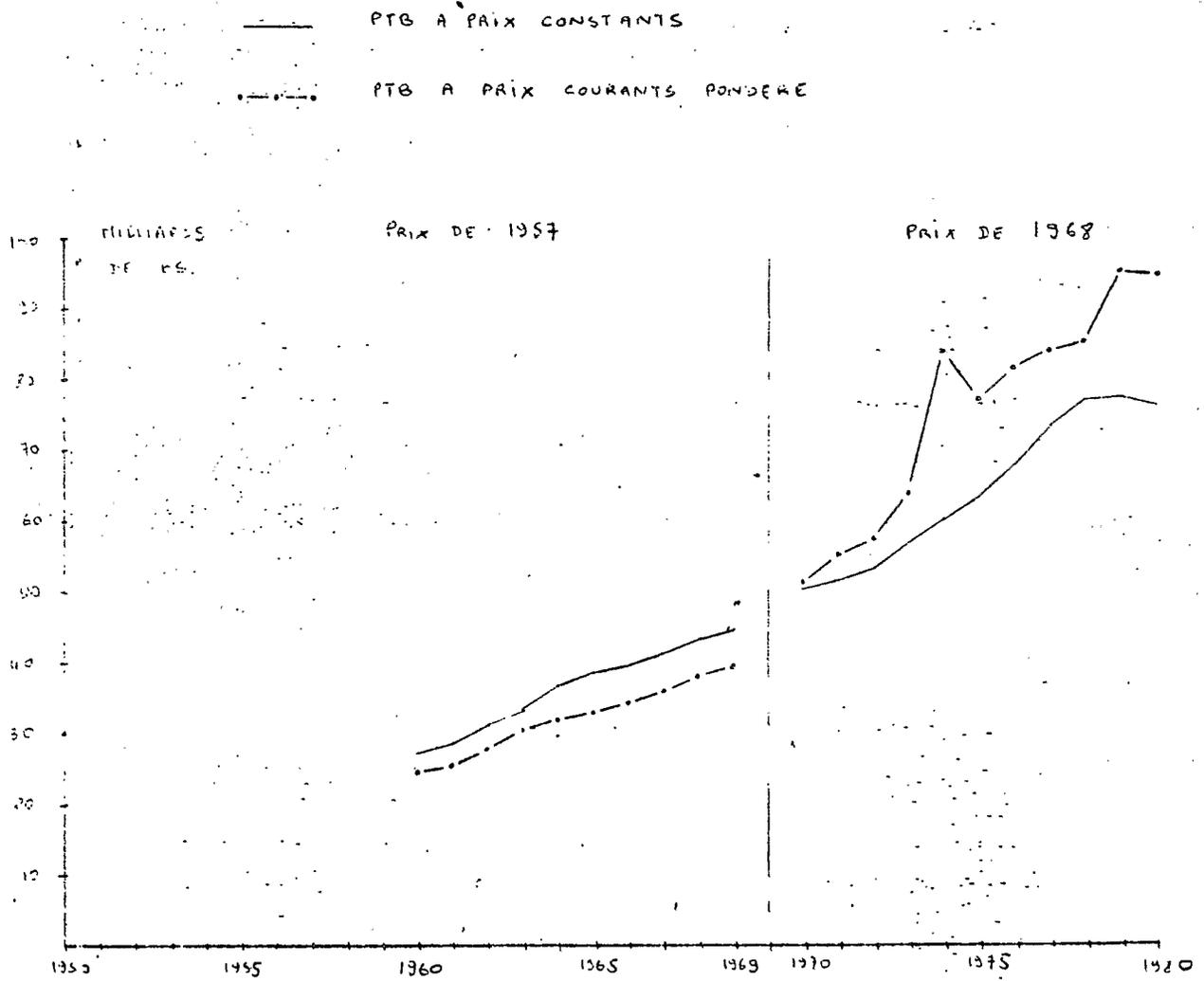
De façon à obtenir les séries les plus comparables possibles, nous avons utilisé ici comme indice pondérateur l'indice des prix de gros des seuls produits nationaux. Ceci afin de limiter, dans la mesure du possible, le biais dû à la prise en compte des biens importés ne participant pas à la formation du PTB, sinon sous forme des différents droits et taxes perçus ainsi que des marges bénéficiaires des importateurs et distributeurs. Cependant, il ne sera pas question ici de comparer des valeurs absolues, mais simplement des tendances. Ces tendances apparaissent inverses dans l'une et l'autre partie du graphique. Ceci est dû en partie à des évolutions différentes des prix des biens nationaux et importés, ces derniers augmen-

(1) L'utilisation de deux séries de base différente concernant l'indice des prix de gros de biens nationaux a été rendue nécessaire par souci d'homogénéisation avec les règles de calcul du PTB à prix constants. En effet, celui-ci est calculé sur la base de la structure des prix de 1957 pour la période 1960-1970, et sur la base de la structure des prix de 1968 pour la période 1970-1980. Nous avons donc été amenés à utiliser les séries de prix de gros des biens nationaux d'années bases identiques, à savoir 1957 et 1968.

Tableau 12: Comparaison entre PTB à prix constants et PTB à prix courants pondérés

	PTB Prix courants	PTB Prix constants	Indice des prix de gros des biens na- tionaux	PTB Pondere
		Prix de 1957	1957 = 100	
1960	25.671	27.103	105,3	24.378
1961	26.997	28.475	106,3	25.396
1962	29.525	31.050	106,0	27.853
1963	32.186	33.177	105,9	30.392
1964	35.637	36.407	111,5	31.961
1965	37.925	38.453	115,2	32.921
1966	39.516	39.444	115,2	34.302
1967	41.625	41.033	115,6	36.007
1968	44.848	43.167	117,4	38.201
1969	46.867	44.782	118,8	39.450
		Prix de 1968	1968 = 100	
1968		44.822		
1969		46.819		
1970	52.309	50.147	101,8	51.384
1971	57.418	51.820	104,1	55.156
1972	61.797	53.380	106,9	57.808
1973	73.477	56.955	114,6	69.116
1974	112.506	60.285	133,9	84.022
1975	118.280	63.416	153,0	77.307
1976	135.317	68.253	165,3	81.861
1977	155.884	73.563	185,8	84.125
1978	170.956	77.109	199,8	85.563
1979	210.217	77.726	220,6	95.293
1980	257.672	76.906	271,2	95.011

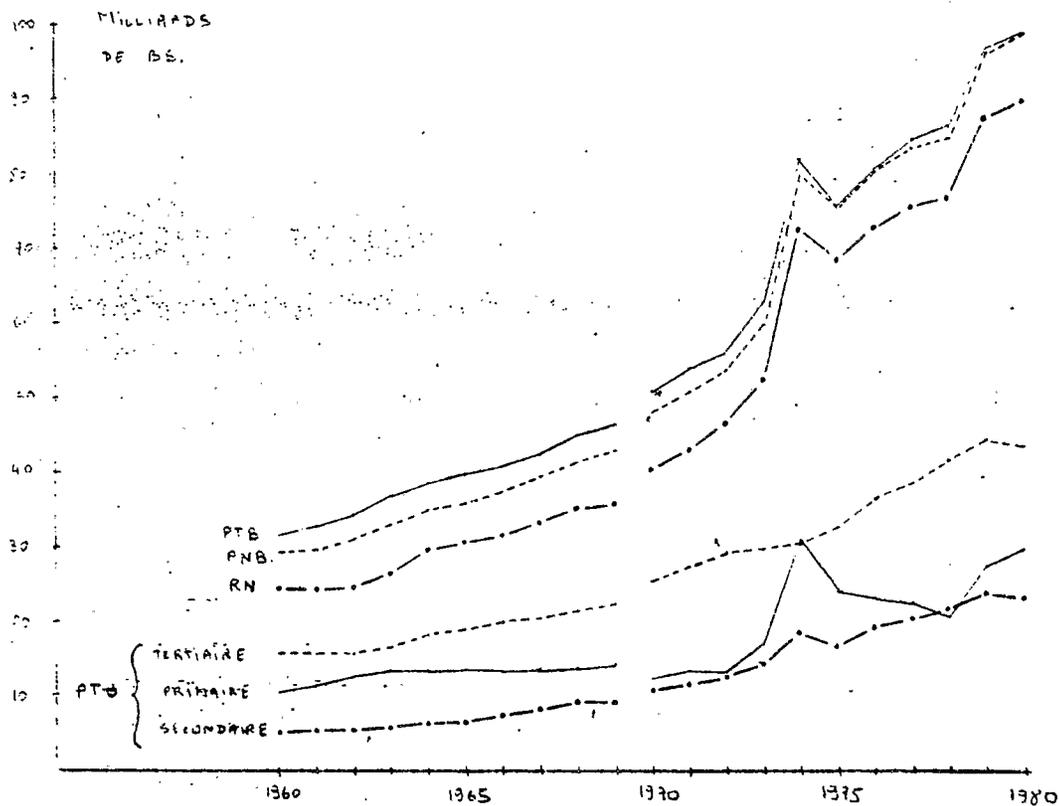
GRAPHIQUE 8 : PTB A PRIX CONSTANTS ET PTB A PRIX  
COURANTS PONDERE



tant plus rapidement que les premiers pour la première période, plus lentement pour la seconde, en partie à l'évolution de la structure des prix entre 1957 et 1968, évolution qui modifie la pondération accordée à chaque produit dans les calculs de séries à prix constants. Le plus important cependant ne sera pas la position inférieure ou supérieure d'une courbe par rapport à une autre, position qui, comme nous venons de le préciser est induite en grande partie par de pures raisons de calcul comptable, mais bien l'évolution d'une courbe par rapport à l'autre. De ce point de vue, la période 1970-1980 apparaît tout à fait particulière et perturbée. Il est en effet clair que ce sera à partir des formidables distorsions constatées en 1974 et en 1979 entre le produit nominal et le produit réel que pourront être analysés les importants changements notés dans le fonctionnement du système économique. Le produit nominal créant, par l'intermédiaire du revenu territorial, la demande, et le produit réel créant l'Offre d'origine interne, il est bien évident que de tels désajustements à ces niveaux devront être compensés par le jeu des variables tampon : prix, importations et exportations, etc.

Au niveau d'analyse présenté dans le cadre du graphique 8, l'élément prix est éliminé et les désajustements constatés ne pourront donc être tempérés que par des échanges avec l'extérieur. Toutefois, il convient de préciser que, en raison des règles d'établissement de la Comptabilité Nationale et des marges d'erreur inévitables, les écarts relevés entre les différentes courbes ne peuvent être considérés comme signes de déséquilibres que lorsqu'ils se manifestent d'une manière aigue, telle que

GRAPHIQUE 3 : PTB, PNB ET RN PONDERES PAR L'INDICE DES PRIX DE GAS



dans la partie droite du graphique. Dans cette partie droite, et contrairement à la période précédente, le déséquilibre apparaît tout à fait net. Comme nous le verrons plus loin, c'est essentiellement à partir de cette distorsion entre produit réel et sa valeur nominale que pourront s'expliquer les caractéristiques très particulières du développement récent du Vénézuéla. Ceci d'autant plus que ce décollage de la valeur nominale du PTB en 1974 s'est fait exclusivement sur la base de la hausse des prix d'un produit destiné principalement à l'exportation et fournissant la quasi totalité des rentrées de devises.

Un point particulièrement intéressant sera la distorsion marquée entre les deux courbes prises en considération depuis 1978. Comme nous le verrons plus avant, cette distorsion est à relier étroitement aux mesures de politique économique prises par le gouvernement du président Luis Herrera Campins lors du Plan de Stabilisation de 1979.

#### - Le PNB

Nous avons reporté, dans le graphique 9 les courbes de l'évolution du PTB, du PNB et du revenu national. La comparaison PTB/PNB est intéressante dans la mesure où elle permet de mieux situer le pays dans son insertion internationale. Le PTB, comme son nom l'indique, prends comme élément base pour l'évaluation de la production, le territoire national. Il regroupe ainsi les différentes participations à la production de la totalité des facteurs opérant sur le territoire national. A

cette acception géographique, le PNB oppose une acception totalement différente dans le fonds, basée sur le concept d'appartenance à la nation. Ainsi, dans le produit national, seront regroupées les participations des différents agents nationaux (vénézuéliens donc) quel que soit leur lieu d'opération, national ou étranger. Inversement, ne seront pas comptabilisées les rémunérations des activités menées par les non nationaux sur le territoire national.

Dans les faits comptables, ceci se traduira, par rapport au PTB, par l'ajout des rémunérations pour facteurs de production versés par le reste du monde et la soustraction des mêmes éléments lorsque ceux ci sont versés au reste du monde. Il s'agira donc de la balance nette des transferts avec le reste du monde concernant les rémunérations des facteurs de production.

La comparaison de ces deux grandeurs sera une indication partielle de la richesse relative du pays dans la mesure où, s'agissant de capital ou de ressources humaines, un écart positif ou négatif indiquera une capacité ou une incapacité à s'autofournir (ou, éventuellement, à fournir aux autres ces deux éléments, facteurs du développement.)

Dans le cas qui nous intéresse ici, on constate que les deux courbes du PTB et du PNB suivent une évolution pratiquement parallèle de 1960 à 1969. En effet, entre ces deux dates, la valeur relative du PNB ne subit qu'une légère hausse, passant de 91,8% du PTB en 1960 à 92,6% en 1969. A partir de 1970, et plus particulièrement 1973, les deux courbes tendent à se rapprocher, marquant dès lors une nette augmentation

de la valeur relative du PNB. Le point culminant est atteint en 1975, avec un PNB représentant 99,7% de la valeur du PTB. Ce rattrapage est dû exclusivement à la très forte augmentation des rémunérations de la propriété et de l'entreprise provenant de l'Etranger. Ainsi, concernant ce chapitre, le pays traditionnellement débiteur (volume des rémunérations de l'investissement étranger à l'intérieur du pays plus fort que celui de l'investissement national à l'extérieur) devient pour deux années (1975 et 1976) créateur. Ceci sera dû à la combinaison d'une très forte réduction des versements à l'extérieur et une augmentation de ceux provenant de l'extérieur. En d'autres termes, à un fort remplacement de l'investissement étranger dans le pays par de l'investissement national, et par une nette augmentation de l'investissement national à l'étranger. Ceci est bien évidemment à relier à la nationalisation de l'industrie pétrolière de 1975. Ainsi, pour 1974, l'acquisition nette d'actifs financiers étrangers augmentait de 245% (1) par rapport à l'année précédente. De ce fait, à partir de 1973-1974, le PNB est demeuré extrêmement proche du PTB puisque, en 1979, son montant représentait 99,1% de celui du PTB et l'égalait pratiquement en 1980. A partir de 1977 cependant, la

---

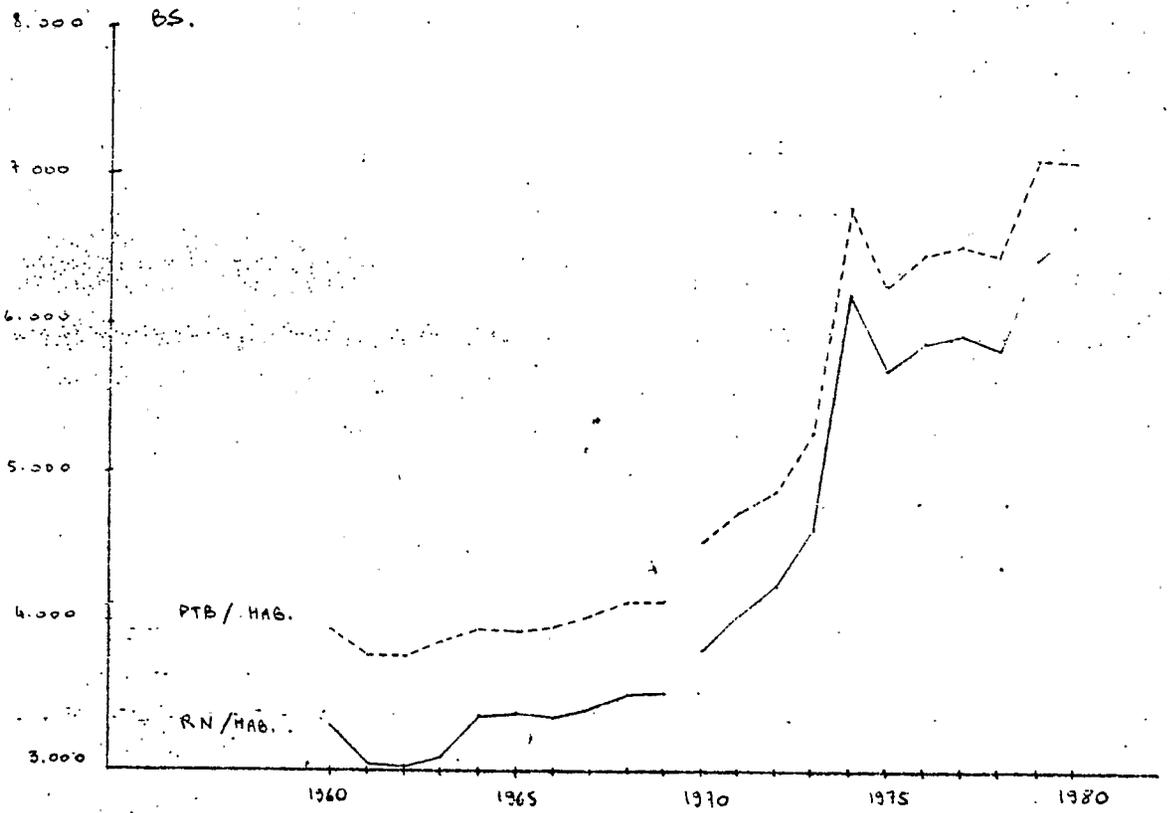
(1) Calculs effectués sur la base des valeurs à prix courants pondérées par l'indice d'évolution des prix de gros. Ces actifs financiers sont : l'or, la monnaie en circulation et les dépôts bancaires, les effets et bons à court et long terme, les actions et participations en capital, les prêts à court et long terme. D'après Informe Económico, B.C.V., 1979.

situation redevient celle précédant le boom pétrolier de 1974, et le compte des revenus de la propriété et de l'entreprise procédant du reste du monde redevient débiteur sans toutefois réatteindre et de loin, les montants précédents. (le flux en sera environ 10 fois moins élevé).

Le graphique 10 représente l'évolution du PNB par tête d'habitant calculée sur la base de l'utilisation des séries à prix courants du PNB, pondérées par l'indice des prix de gros. Un net accroissement du taux de croissance de ce PNB/Habitant se dessine très nettement à partir de l'année 1972. Ainsi, le taux moyen annuel de croissance qui avait été, de 1960 à 1972, de 1,9%, passe t'il, à partir de 1972, à 5,9%.

Il est indéniable que ce sera bien à partir de l'évolution de ce PNB nominal par habitant que pourront être clairement définis les mécanismes économiques dynamiquement liés, et non à partir de la prise en compte de l'évolution réelle, en volume produit, de cette même grandeur. En effet, pour aussi intéressante que soit l'évaluation réelle de la production des différents biens composant la production nationale, il demeure indéniable que ces biens n'ont de valeur économique que dans la mesure de leur appréciation nominale, à savoir des prix qui leurs sont affectés.

GRAPHIQUE 10 : PTB ET R.N. PAR HABITANT  
(PONDERES PAR L'INDICE DES PRIX DE GAOS)



### 1.2.2. L'Evolution sectorielle du PTB nominal

Nous avons retracé, sur le graphique 9 les courbes représentatives des trois secteurs fondamentaux de l'économie : primaire, secondaire et tertiaire. Ces courbes, comme toutes celles du graphique 9, sont les courbes des valeurs nominales déflatées par l'indice des prix de gros de base 100 en 1968. Comme pour toutes les grandeurs étudiées jusqu'à présent, deux périodes se différencient nettement. Jusqu' en 1970, l'évolution relative apparaît comme normale, caractéristique, tout au moins à ce niveau de désagrégation, d'un pays en marche vers le mûrissement économique, marche caractérisée par une décroissance de la participation relative du secteur primaire au profit du secteur secondaire. Le changement dans les règles de calcul de la C.N. intervenu en 1968 et qui touche nos séries à partir de l'année 1970, modifie quelque peu l'image de la répartition, particulièrement en diminuant la participation relative du secteur primaire. A partir de 1973 se manifestent nettement les effets de la multiplication des prix du pétrole, multiplication directement responsable de la forte hausse du secteur primaire ainsi que de celle, plus limitée, du secteur secondaire. En ce qui concerne ce dernier, c'est en effet le poste "raffinage du pétrole" qui portera la responsabilité directe de l'augmentation notée. (1). Cette forte

(1) En effet, l'activité "raffinage du pétrole", classifiée dans le sous secteur "industrie" croissait, en 1974, de 135% alors que l'industrie manufacturière de son côté, exclusion faite des activités de raffinage ne connaissait qu'une augmentation de 9,4%. Ainsi, cette activité "raffinage du pétrole" qui représentait, en 1973, 38% de la valeur créée par le restant de l'industrie manufacturière, en représentait, en 1974, 81%.

création de monnaie par le secteur pétrolier aura aussitôt des effets induits directs sur les deux autres secteurs de l'économie dont les courbes de croissance s'infléchissent nettement à la hausse à partir de 1974. Cette incidence sera plus nette pour le secteur tertiaire qui sera le principal bénéficiaire de cet état de fait. La caractéristique principale de l'ensemble des courbes présentées sera la faiblesse de la participation des secteurs productifs de biens par rapport aux secteurs productifs de services. Sur le plan national comme sur le plan international, apparaît particulièrement limité le rôle joué par le secteur secondaire, secteur qui devrait être appelé à jouer un rôle moteur dans le système économique. En fait, sur le plan national, il apparaît que c'est le secteur tertiaire qui, tout au moins quantitativement, joue de loin le rôle le plus important dans la formation du produit national. Du point de vue de l'intégration de l'économie nationale dans le système économique international, par contre, le rôle clef tenu par le secteur primaire semble tout à fait démesuré. La dépendance à l'égard de ce secteur apparaît d'autant plus nette si l'on prend en compte que celui-ci fournit directement, en 1977, 97,9% de la valeur des exportations totales du pays. C'est ainsi ce secteur primaire, et principalement le pétrole (95,4% des exportations en valeurs) qui permet, par son apport de devises, les importations nécessaires au fonctionnement des deux autres secteurs de l'économie, et en particulier du secteur secondaire.

**TABLEAN 13 : Decomposition Sectorielle du PTB Pondéré par L' Indice Des Prix de Gros.**

Années	PTB		PTB		PTB	
	Secteur Primaire	Taux de Croissance	Secteur Secondaire	Taux de Croissance	Secteur Tertiaire	Taux de Croissance
1960	10.623		5.187		15.881	
1961	11.671	9,9	5.308	2,3	15.882	0,1
1962	12.719	8,9	5.547	4,5	15.984	0,6
1963	13.491	6,1	5.947	7,2	16.766	4,9
1964	13.540	0,4	6.494	9,2	18.366	9,5
1965	13.625	0,6	6.896	6,2	19.106	4,0
1966	13.248	2,8	7.447	8,0	20.042	4,9
1967	13.743	3,7	8.231	10,5	20.369	1,6
1968	13.951	1,5	9.320	13,2	21.577	5,9
1969	14.105	1,1	9.344	0,3	22.679	5,1
1970	12.615		10.909		25.667	
1971	13.471	6,8	11.884	8,9	27.162	5,8
1972	13.032	- 3,3	12.721	7,0	29.122	7,2
1973	17.071	31,0	14.328	12,6	29.943	2,8
1974	30.883	80,9	18.782	31,1	30.630	2,3
1975	23.966	- 22,4	16.928	- 9,9	32.820	7,2
1976	23.040	- 3,9	19.440	14,8	36.315	10,7
1977	22.786	- 1,1	20.606	6,0	38.816	6,9
1978	20.609	9,6	21.858	6,1	41.968	8,1
1979	27.263	32,3	23.909	9,4	44.277	5,5
1980	29.703	9,0	23.005	- 3,8	43.836	- 1,0

Le rôle moteur joué par le secteur pétrolier apparaît d'ailleurs clairement par la comparaison des diverses courbes des graphiques présentés, comparaison qui permet d'apprécier globalement quel a pu être l'enchaînement dynamique de l'évolution, tant qualitative que quantitative, du PTB. Cette mise en parallèle montre en particulier l'impact de la multiplication des prix du pétrole en 1974. L'afflux de devises ainsi créé a eu un effet particulièrement stimulant sur tous les secteurs de l'économie, par le biais d'une forte augmentation de la dépense publique ainsi que de la masse monétaire en circulation, et tous les effets induits (multiplicateurs et accélérateurs) sur le reste de l'économie.

Comme nous l'avons déjà précisé, en raison des mesures réglementaires prises lors du Plan de Stabilisation de 1979, la relation change à partir de cette année et les courbes se dissocient nettement. En termes nominaux pondérés, la faible croissance du PTB notée en 1980 (2,1%) est toujours directement due au secteur pétrolier, tant dans sa comptabilisation directe au sein du secteur primaire qui est le seul à maintenir une croissance correcte (+ 9,0%) que dans sa comptabilisation au sein du secteur secondaire dans la rubrique "raffinage" qui est appelée qui augmente le plus pour l'année considérée.

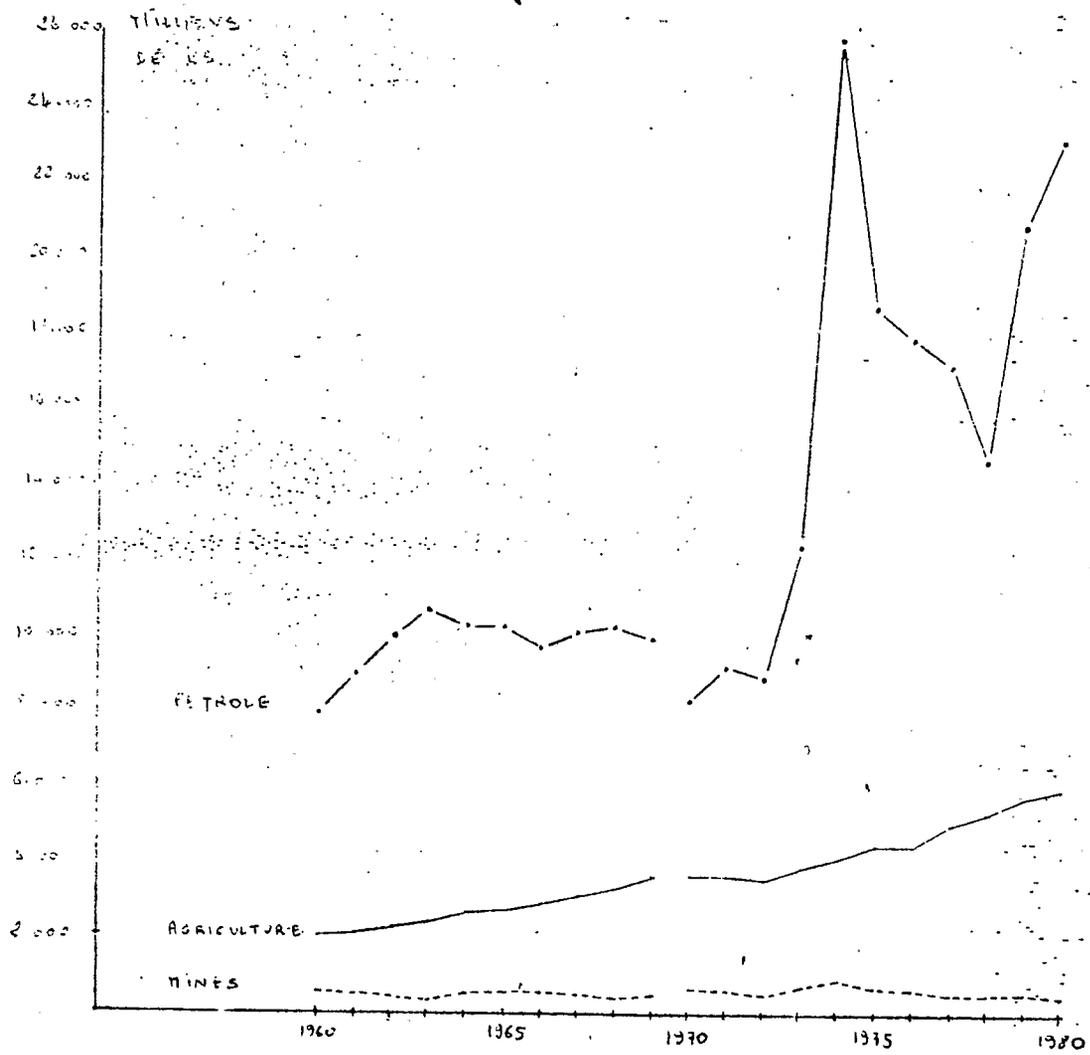
#### 1.2.2.1. L'Evolution du PTB nominal du secteur primaire

Régulièrement, tant en valeur nominale pondérée qu'en produit

Tableau 14 : Composition du P.T.B. Nominal du Secteur Primaire

Années	Total Pondéré	Agriculture		Pétrole		Mines		Pétrole en % du TOTAL
		Net	Pondéré	Net	Pondéré	Net	Pondéré	
	A N	C I E N		S. C. N.				
1960	10.623	1.650	2.037	6.479	7.998	476	587	75,3
1961	11.671	1.743	2.117	7.471	5.077	392	476	77,8
1962	12.719	1.913	2.219	8.673	10.061	378	438	79,1
1963	13.491	2.127	2.392	9.516	10.704	351	394	79,3
1964	13.540	2.484	2.676	9.635	10.382	447	481	76,7
1965	13.625	2.648	2.766	9.874	10.317	518	541	75,7
1966	13.248	2.835	2.922	9.479	9.772	537	553	73,8
1967	13.743	3.049	3.101	9.949	10.121	512	520	73,6
1968	13.351	3.311	3.311	10.235	10.235	405	405	73,4
1969	14.105	3.647	3.589	10.157	9.997	527	518	70,9
	N O	U V E A U		S. C. N.				
1970	12.615	3.714	3.602	8.605	8.346	688	667	66,2
1971	13.471	3.841	3.599	9.881	9.260	652	611	68,7
1972	13.032	3.905	3.537	9.898	8.965	585	529	68,8
1973	17.071	4.578	3.886	14.653	12.438	879	746	72,9
1974	30.883	5.651	4.109	35.607	25.896	1.207	877	83,9
1975	23.966	6.974	4.464	29.330	18.765	1.156	739	78,3
1976	23.040	7.445	4.436	30.068	17.951	1.080	643	77,9
1977	22.786	9.270	5.013	31.821	17.209	1.041	563	75,5
1978	20.609	10.610	5.345	29.190	14.705	1.110	559	71,3
1979	27.263	12.452	5.743	45.480	20.977	1.175	541	76,9
1980	29.703	15.555	5.976	60.570	23.269	1.191	458	78,3

GRAPHIQUE 11 : DECOMPOSITION DU PIB NOMINAL  
PONDERE DU SECTEUR PRIMAIRE



réel, le secteur agricole connaît une croissance continue depuis le début de la période prise en compte. Le secteur minier, de son côté, manifeste une nette tendance à la contraction, régulière depuis 1974. En valeur relative à l'intérieur de la production du secteur primaire, sa participation diminuera donc régulièrement et passera de 5,5% en 1960 à 1,5% en 1980.

Un des points les plus intéressants sera le comportement très particulier du secteur pétrolier durant la dernière décennie, et plus particulièrement la comparaison entre sa production en termes réels et sa production en termes nominaux. Les graphiques 5 et 11 montrent, dans leurs parties gauches des évolutions fort semblables. En l'absence de bouleversement dans la structure des prix relatifs des produits, valeur nominale et production réelle apparaissent en effet étroitement liées. Nous notons, dans les deux cas, une marche vers l'assainissement de la composition organique du secteur marquée par un lent dépérissement de la participation des activités extractives et un progrès lent mais sûr des activités de production agricole. Dans la partie droite des graphiques une situation tout à fait nouvelle apparaît, marquée par la concomitance entre une forte décroissance du produit réel du secteur pétrolier et de très fortes augmentations de sa valeur nominale, le premier événement étant une conséquence directe du second. L'image de la configuration sectorielle du secteur primaire apparaît donc, plus particulièrement pour les années récentes, tout à fait opposée suivant que l'on considère l'une ou l'autre des séries. En effet, si l'on

prend en compte le produit réel en 1980, produit agricole et produit pétrolier s'égalisent pratiquement, l'un et l'autre représentant respectivement 45,5 et 48,3% du PTB total du secteur. En valeur nominale par contre, et pour la même année, ces valeurs passent respectivement à 20,0 et 78,3% chiffres d'autant plus préoccupants que le secteur primaire lui même passe de 14,4% du PTB réel à 30% du PTB exprimé en valeur nominale. En d'autres termes, le secteur pétrolier, qui ne représente que 7% du PTB réel, forme 23,5% du PTB nominal et fournit, en 1980, 95,1% des recettes d'exportation (96,3% en 1979).

#### 1.2.2.2. L' Evolution du PTB nominal du secteur secondaire

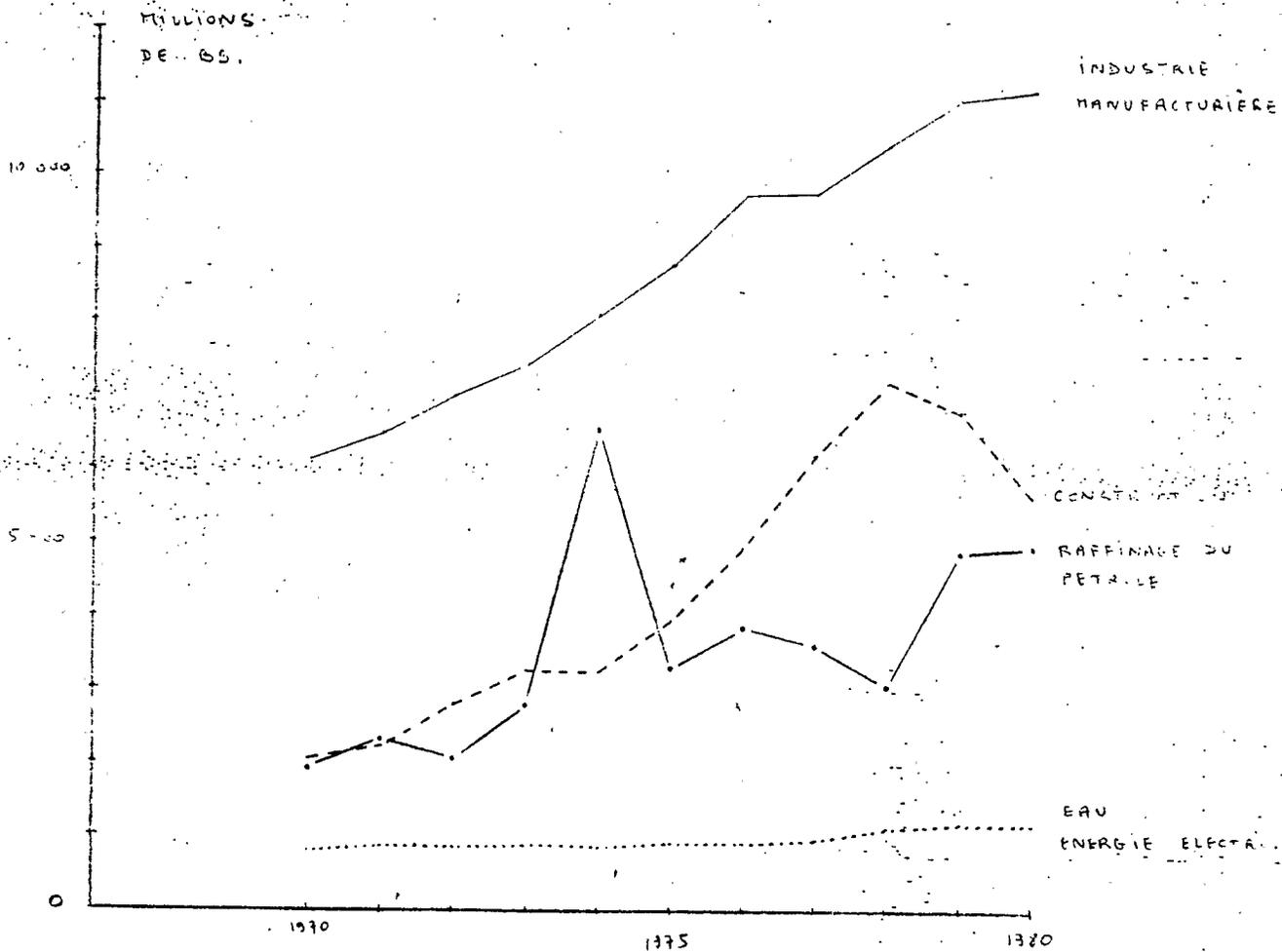
Deux grands types de courbes se détachent du graphique 12: Deux courbes à tendance constante, celles de la production de l'industrie manufacturière et de la production d'eau et d'électricité, et deux courbes à comportement plus erratique, celle concernant le raffinage du pétrole et celle de la construction.

Pour la période considérée, la courbe de la production de l'industrie manufacturière montre, en termes nominaux pondérés, une forte constance avec un taux géométrique de croissance de 6,7%. En termes réels, cette courbe s'infléchit une première fois en 1977, une seconde en 1980 (cf. graphique 6 bis). Le ralentissement de 1977 se note également au niveau de la courbe nominale déflatée. Ce ne sera plus le cas en 1979 et 1980, la discordance entre les deux courbes étant très cer-

Tableau 15 : Décomposition du P.T.B. Nominal du Secteur Secondaire

Années	Industrie Manufacturière		Raffinage du Pétrole		Electricité et eau		Construction	
	Net	Pondéré	Net	Pondéré	Net	Pondéré	Net	Pondéré
1968	5.251	5.215	1.721	1.721	676	676	1.965	1.965
1969	5.424	5.344	1.744	1.716	769	757	1.963	1.932
		N O U V	E A U	S.	C. N.			
1970	6.330	6.139	1.989	1.929	845	819	2.084	2.021
1971	6.937	6.501	2.463	2.308	921	863	2.360	2.211
1972	7.713	6.986	2.290	2.074	949	859	3.092	2.800
1973	8.735	7.415	3.284	2.787	1.041	883	3.819	3.241
1974	11.155	8.112	9.029	6.566	1.193	867	4.449	3.235
1975	13.709	8.770	5.142	3.289	1.407	900	6.201	3.967
1976	16.282	9.720	6.468	3.861	1.540	919	8.273	4.939
1977	18.078	9.777	6.716	3.632	1.820	984	11.488	6.213
1978	20.717	10.436	6.103	3.074	2.254	1.135	14.316	7.212
1979	24.006	11.072	10.523	4.853	2.560	1.180	14.746	6.802
1980	29.176	11.209	12.976	4.985	3.050	1.172	14.681	5.640

GRAPHIQUE 12 : DECOMPOSITION DU PIB NOMINAL  
PONDERE DU SECTEUR SECONDAIRE



tainement due aux politiques de libération des prix établies lors du Plan de Stabilisation de 1979. Les très fortes augmentations des prix de certains produits compensèrent alors, au niveau comptable macro-économique, la diminution de la production réelle. Le rattrapage s'étant désormais effectué, on peut prévoir, pour 1981, une nette diminution du taux de croissance de la production nominale du secteur industriel manufacturier.

Les courbes concernant le raffinage du pétrole et la construction montrent des évolutions beaucoup plus erratiques, la première pour des raisons économiques externes, la seconde pour des raisons économiques internes. Il ne semble pas nécessaire de revenir ici sur les fortes variations des prix du pétrole durant les dernières années, variations dont on retrouvera les effets sur la courbe concernant le raffinage. Le secteur de la construction, fortement sensible à la conjoncture, révèle parfaitement les caractères momentanés du climat socio-économique : Euphorie de 1974 à 1978, dépression depuis 1979. La forte chute, tant en termes réels qu'en termes nominaux notée durant les deux dernières années est à relier directement aux mesures de refroidissement de l'économie prises en 1979 : diminution relative de la liquidité monétaire, ralentissement des commandes de l'Etat, augmentation des taux d'intérêt et donc affaiblissement des capacités d'endettement, etc.

On peut donc considérer, compte tenu des réserves formulées précédemment sur le caractère purement conjoncturel de l'augmentation du

produit nominal du secteur industriel manufacturier en 1980, que le seul secteur dynamique du secondaire, principal responsable de l'augmentation notée pour 1980 sera l'activité de raffinage du pétrole. Ceci en termes nominaux dans la mesure où cette activité de raffinage du pétrole est, en termes réels, stationnaire depuis 1975, et nettement inférieure à ses niveaux précédents.

En valorisation relative, la participation des différents sous secteurs a largement varié, surtout en ce qui concerne la construction qui représentait 37% du produit nominal du secteur en 1957, baissait à 19% en 1970, remontait à 33% en 1978 pour retomber en 1980 à 24,5%. L'industrie manufacturière de son côté voyait sa part diminuer légèrement et régulièrement, passant de 56% en 1970 à 48% en 1980. Pour la même période, l'activité raffinage variait largement, représentant de 35% de la production totale du secteur en 1974 à seulement 14% en 1978. En 1980, cette participation était remontée à 21,7%.

#### 1.2.2.3. L'Evolution du PTB nominal du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, comme les autres, connaît deux ruptures de pente durant la dernière décennie. Une première, avec forte accélération du taux de croissance en 1974-1975, une seconde, dépressive cette fois, en 1979-1980. Les activités commerciales, après le bond de 1974, entamèrent très vite leur processus de ralentissement puisque le tassement de la courbe se note dès 1977, tant en produit réel qu'en pro

TABEAU 16 : Décomposition du PTB Nominal Pondéré du Secteur Tertiaire

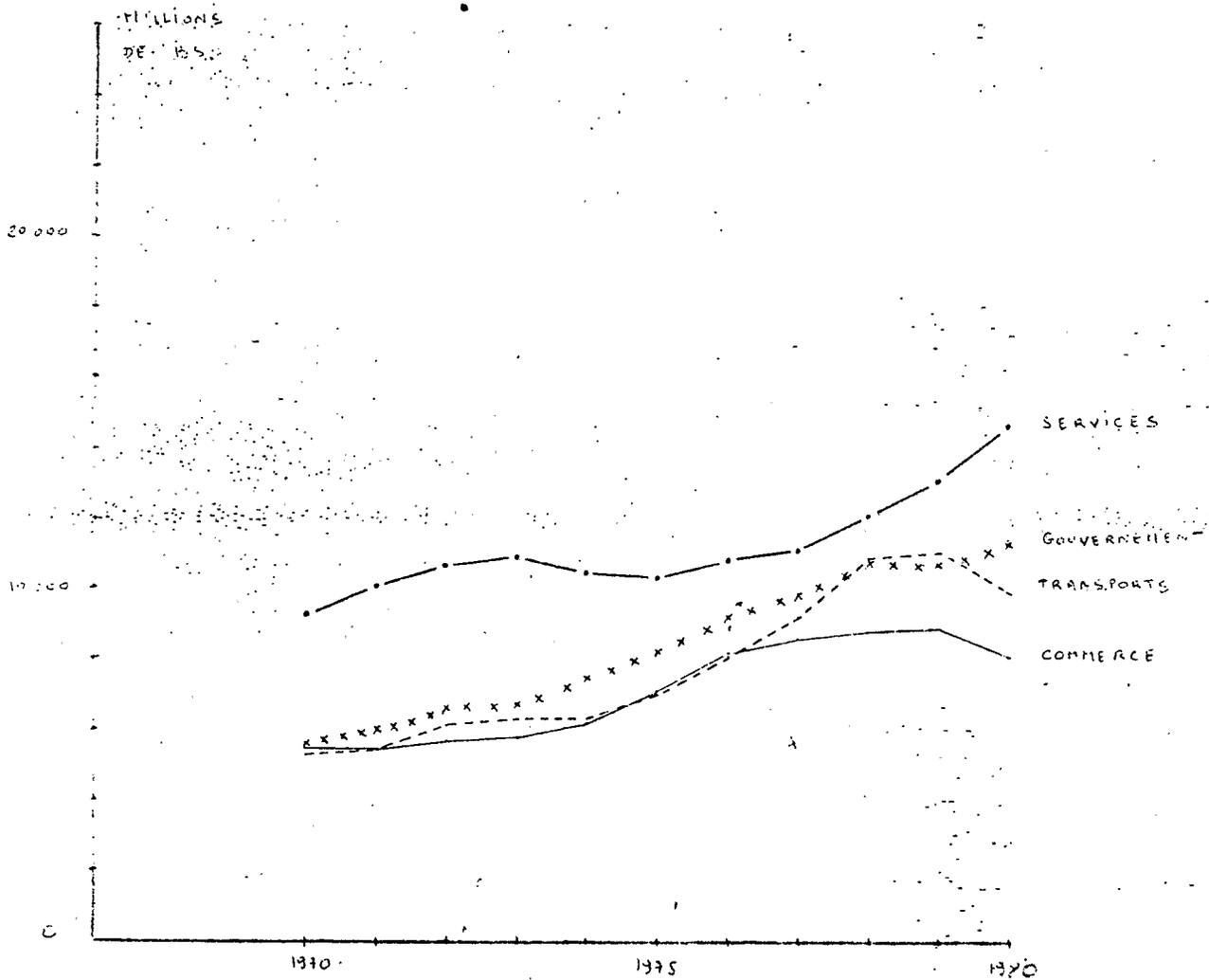
	PTB Total	Commerce	Transports	Services (1)	Services (2)	Services (3)	Services TOTAL	Gouvernement General
1970	25.664	5.455	5.293	6.276	2.418	625	9.319	5.597
1971	27.099	5.460	5.495	6.714	2.731	663	10.108	6.036
1972	29.226	5.704	6.158	7.059	2.937	710	10.706	6.658
1973	29.889	5.898	6.239	7.139	3.109	730	10.978	6.774
1974	30.517	6.182	6.286	6.691	3.063	731	10.485	7.564
1975	32.820	7.168	7.078	6.344	3.175	792	10.314	8.263
1976	36.313	8.201	8.118	6.622	3.397	783	10.802	9.192
1977	38.863	8.583	9.264	6.623	3.707	831	11.161	9.855
1978	42.596	8.790	10.886	7.260	3.977	869	12.106	10.814
1979	44.275	8.852	11.032	8.693	4.068	940	13.701	10.690
1980	43.836	8.036	9.937	9.679	4.006	929	14.614	11.249

1) Etablissements Financiers, assurances, biens immeubles et services aux entreprises.

2) Services communaux, sociaux et personnels.

3) Services privés non lucratifs.

GRAPHIQUE 13 : DECOMPOSITION DU PNB NOMINAL  
PONDERE DU SECTEUR TERTIAIRE



duit nominal. Le secteur Transports et Communications connaît, lui, une expansion nettement plus soutenue qui ne se terminera qu'en 1979. En ce qui concerne les activités de services prises dans leur en-semble, il faudra attendre 1980 pour que se note un ralentissement au niveau du produit nominal cependant que le produit réel, lui, conti-nuait de croître légèrement.

Les fortes distorsions que l'on note, pour les deux dernièères années de la période, entre courbes réelles et nominales, sont dues essentiellement à l'évolution des prix relatifs, évolution tou-jours liée aux mesures de libération de l'économie prises en 1979.

Durant les dix dernières années, les représentations rela-tives des différents secteurs apparaissent particulièrement stables. En 1980, le secteur rassemblant toutes les activités de services s'avère de loin le plus important, en fournissant 59% du produit total du ter-tiaire. Les transports et communications, pour leur part, en repré-sentent 22,7% alors que le secteur commercial, le plus durement touché par le refroidissement économique des dernières années, n'atteint plus que 18,3%.

## 2. Le Revenu National

Après avoir étudié, dans la partie précédente, l'évolution de la production des biens et services, nous allons ici approcher la même réalité mais avec des instruments quelque peu différents. Il convient tout d'abord de noter que Revenu National et Produit National, concepts couvrant les deux facettes d'une même réalité : flux monétaires pour l'un, flux de produits pour l'autre, ne sont cependant pas tout à fait semblables, certains éléments (amortissements, impôts, etc.) n'étant pas isolément pris en compte dans le premier. Il demeure donc particulièrement intéressant de combiner les deux types d'approches, moins en termes globaux, fort proches, qu'en termes désagrégés par secteurs de production et, surtout, par types de rémunérations des facteurs de production.

### 2.1. Le Revenu National Global

Une étude pluriannuelle de la croissance du Revenu National ne peut être effectuée, bien évidemment, qu'à partir de la prise en compte de séries à prix courants. Cependant, comme nous l'avons déjà fait précédemment lors de l'étude de la production, nous utiliserons ici, afin de limiter au maximum les effets déviants de l'inflation, des séries déflatées par l'indice des prix de gros. Nous obtenons ainsi, bien que d'une manière approximative, une évaluation pluriannuelle du pouvoir d'achat réel. Ici encore, nous serons amenés à distinguer deux périodes, l'année 1970, tant pour des raisons techni-

niques (1) que pour des raisons de cohérence macro-économique, en étant le point charnière.

La première période considérée, 1950-1968 montre une croissance relativement régulière du Revenu National global déflaté dans laquelle nous relèverons simplement deux variations de tendance : une accélération de 1956 à 1959, un net ralentissement ensuite de 1960 à 1962. Pour la période complète, le taux de croissance géométrique moyen annuel s'établit à 8,1% en valeurs courantes et à 6,9% en valeurs déflatées. Cette faible différence entre les deux estimations marque bien la forte stabilité des prix qui caractérisa la période puisque l'indice des prix de gros de base 100 en 1968 était déjà à 73,8 en 1950, soit un taux géométrique annuel moyen d'inflation de seulement 1,7%.

Comme pour toutes les grandeurs macro-économiques précédemment étudiées, les deux variations de tendance notées apparaîtront comme étroitement liées à des modifications intervenues au niveau de l'activité pétrolière.

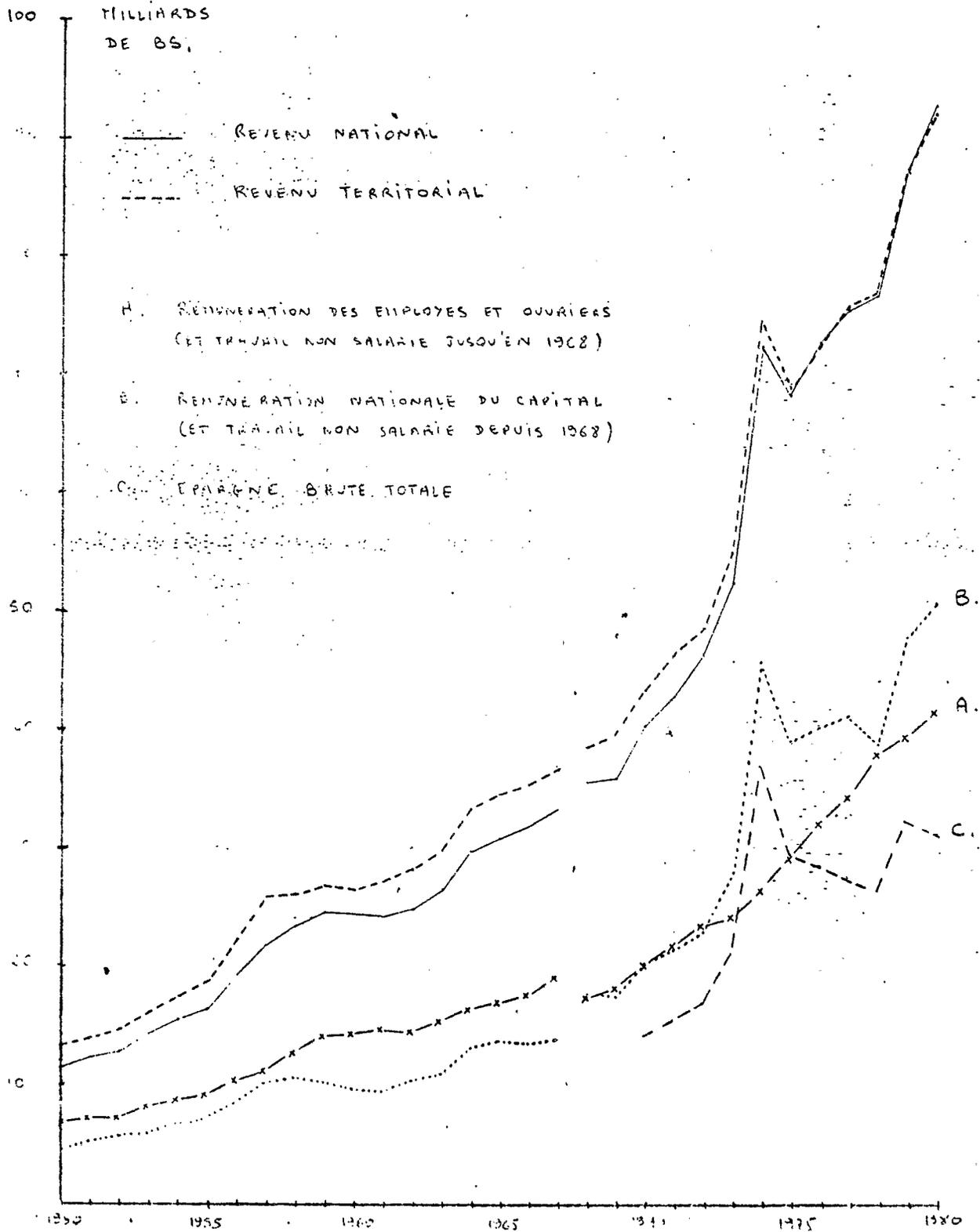
---

(1) Changement, nous le rappelons, des règles de calcul de la Comptabilité Nationale par adoption du nouveau système des Nations Unies.

Tableau 17 : Le Revenu pondéré et sa Répartition

	R.N. (Prix Courants)	R.N. (Pondere)	Rémunération des Employés et ouvriers (1)	Rémunération Nationale du Capital (2)	Part de R.N.C. das R.N.	R.N. par Habitant	Revenu Territorial	Revenu Territorial (Pondere)	Revenu Territorial des employés et ouvriers	Revenu Territorial du Capital	Part de R.N.C. dans RTC
1950	8.607	11.662	6.974	4.688	40	2.306	9.876	13.382			
1951	9.547	12.271	7.061	5.210	42	2.338	10.926	14.043			
1952	10.236	12.956	7.169	5.787	45	2.377	11.690	14.797			
1953	10.903	14.252	8.257	5.995	42	2.505	12.361	16.158			
1954	12.154	15.482	8.756	6.726	43	2.608	13.760	17.528			
1955	13.057	16.527	9.215	7.312	44	2.664	14.963	18.940			
1956	14.712	19.106	10.557	8.549	45	2.957	17.182	22.314			
1957	16.782	21.738	11.380	10.358	48	3.231	20.033	25.949			
1958	18.279	23.334	12.717	10.617	46	3.355	20.376	26.022			
1959	19.742	24.554	14.206	10.348	42	3.448	21.642	26.917			
1960	19.372	24.360	14.376	9.984	41	3.307	21.469	26.504	14.864	11.640	0,86
1961	19.988	24.286	14.764	9.522	39	3.060	22.310	27.108	15.111	11.996	0,79
1962	21.517	24.961	14.465	10.496	42	3.032	24.242	28.122	14.767	13.354	0,79
1963	23.563	26.505	15.500	11.005	42	3.109	26.416	29.714	17.796	13.917	0,79
1964	27.595	29.735	16.515	13.220	44	3.373	30.818	33.209	16.828	16.380	0,81
1965	29.467	30.791	17.015	13.776	45	3.381	32.959	34.439	17.350	17.089	0,78
1966	30.669	31.617	17.991	13.626	43	3.365	34.062	35.115	18.368	16.747	0,81
1967	32.508	33.070	19.152	13.918	42	3.417	35.780	36.398	19.496	16.902	0,82
1968	34.953	34.953	20.099	14.854	42	3.507	38.485	38.485	20.453	18.032	0,82
1968	35.334	35.334	17.612	17.722	50	3.546					
1969	36.532	35.956	18.375	17.581	49	3.505	40.103	39.471			
1970	41.505	40.257	20.144	20.113	50	3.812	44.635	43.292	20.474	22.818	0,88
1971	45.860	42.980	21.542	21.438	50	4.050	49.402	46.299	21.719	24.580	0,87
1972	51.270	46.440	23.371	23.069	50	4.245	53.693	48.634	23.494	25.140	0,92
1973	61.591	52.284	24.270	28.014	54	4.635	64.841	55.043	23.921	30.663	0,91
1974	99.380	72.276	26.443	45.833	63	6.213	102.650	74.654	26.558	48.096	0,95
1975	106.778	68.316	29.186	39.130	57	5.696	106.166	67.924	29.295	38.628	1,01
1976	122.042	72.730	32.100	40.630	56	5.883	122.081	72.884	32.225	40.658	1,00
1977	139.765	75.589	34.466	41.123	54	5.934	140.129	75.786	34.466	41.320	1,00
1978	152.478	76.815	38.003	38.812	51	5.853	153.111	77.134	38.003	39.130	0,99
1979	189.600	87.453	39.540	47.913	55	6.470	189.822	87.556	39.540	48.016	1,00
1980	234.111	92.901	41.500	50.707	55	6.677	232.366	92.208	41.500	50.015	1,01

GRAPHIQUE 14 REVENU NATIONAL PONDERE  
ET SA REPARTITION



Le net accroissement du Revenu National noté en 1956 est dû à la reprise, après une interruption de 10 ans, des octrois de concessions pétrolières. (1) Ainsi, comme nous le verrons plus en détail ultérieurement, ce sont essentiellement les revenus pétroliers du Gouvernement Général qui augmentent (+ 79% de 1955 à 1956) et sont donc responsables de la forte hausse notée au niveau du Revenu National. Les événements politiques internationaux tels que la fermeture du Canal de Suez et la paralysation de certains oléoducs du Moyen Orient sont aussi à prendre en considération pour comprendre la forte augmentation relevée dans la participation du secteur pétrolier à la formation du Revenu National. Les ressources fiscales connaîtront ainsi, pour la période 1955-1957, une augmentation de 34,8%. Cependant, à partir de 1958 apparaît pour la première fois depuis de nombreuses années, une réduction des rentrées fiscales due en partie à la diminution de la production pétrolière induite par les restrictions imposées par les Etats Unis à l'importation de pétrole vénézuélien, en partie à la cessation de paiement des impôts de début d'exploitation. Cette diminution des rentrées fiscales ne s'accompagnera pourtant pas d'une diminution concomitante de la dépense publique. Il s'agissait en effet de payer un certain nombre de dettes déjà en retard, et de faire face à

---

(1) 302.000 hectares sont ainsi affectées qui produiront un revenu fiscal moyen par hectare cent fois supérieur à celui des concessions de 1943-1945. Le Fisc recevra ainsi un supplément de revenus de 1.046 millions de bolivars. Pour l'année suivante (1957), ces chiffres passeront à 519.337 hectares et 1.202 millions de bolivars de revenu supplémentaire.

l'augmentation des salaires de la fonction publique. C'est par cette gestion fiscale déficitaire que sera conservé le niveau anormalement élevé de la croissance du Revenu National. Durant l'année 1959, seul le secteur pétrolier voit sa participation à la création du R.N. diminuer (-6%) alors que le reste de l'économie continue à voir sa participation croître (+11%). En 1960, par contre, alors que le revenu pétrolier continue à diminuer, les autres secteurs de l'économie subissent l'impact de la récession pétrolière de l'année précédente et voient leur revenu diminuer de 0,4%. Un indicateur de ce ralentissement sera le pourcentage de compagnies anonymes ayant obtenus des bénéfices pour les années considérées. En 1959 ce pourcentage était de 89% alors qu'il n'était plus que de 77% en 1960.

Il convient de noter aussi que ces années 1958-1960 furent marquées par des événements de politique interne d'une importance déterminante puisque le 23 janvier 1958 le dictateur Pérez Jiménez s'enfuyait du pays et le 14 février 1959, Rómulo Betancourt accédait à la Présidence de la République.

Comme on peut le noter à la lecture du graphique 14, le net ralentissement noté pour les années 1960-1961 est essentiellement dû à la diminution des revenus du capital. En effet, comme nous venons de le signaler, le pourcentage d'entreprises faisant des bénéfices décroît régulièrement durant ces deux années pour atteindre 76% en 1961. Parallèlement, la proportion d'entreprises en faillite augmentait net-

tement et passait de 13% en 1960, chiffre déjà en nette augmentation par rapport à l'année précédente, à 17% en 1961 -

A partir de 1962, la reprise se manifeste d'une manière particulièrement satisfaisante puisque le R.N. se remet à croître, à la fois pour tous les types de revenus (salariaux et autres), et dans tous les secteurs. Cette tendance se renforcera l'année suivante. Ainsi, en valeurs déflatées, après avoir été négative en 1960-1961, la croissance du R.N. reprend d'une manière exponentielle pour les trois années suivantes, passant à 2,8% en 1962, 6,2% en 1963 et 12,2% en 1964. En valeurs absolues non déflatées, ces taux furent respectivement de 7,7% ; 9,5% et 17,11%. Cette forte augmentation de l'année 1964 doit cependant être traitée à part dans la mesure où elle est en grande partie liée à des modifications réglementaires apportées au taux de change des devises étrangères provenant des ventes d'hydrocarbures. En effet ces devises, ainsi que celles provenant de la vente de produits miniers devaient être obligatoirement cédées à l'Etat qui les revendait ensuite aux demandeurs de monnaies étrangères. Jusqu'en 1963, les taux de vente et d'achat étaient nettement différenciés puisque l'Etat achetait le dollar pétrolier à 3,09 bolivars pour le revendre ensuite à 4,54 Bs.

En 1964, ces taux passèrent à 4,40 Bs. par dollar pour l'acquisition par l'Etat et 4,50 au niveau de la revente. La différence en

tre les deux taux, bénéfice de change, était considérée comme un impôt indirect et, en tant que tel, entrainait dans la formation du Revenu Territorial, mais non dans celle du Revenu National(1). Le résultat comptable de cette modification du taux de change à l'achat fut donc de transformer environ 900 millions de bolivars d'impôt indirect, non comptabilisé dans le R.N., en revenus de la propriété, comptabilisés cette fois dans le R.N. De la même manière, était fortement augmenté l'impôt sur le revenu payé par les compagnies pétrolières puisque chaque dollar de bénéfice déclaré se voyait désormais valorisé au prix de 4,40 bolivars et non plus 3,09 comme c'était le cas antérieurement, soit une augmentation de 42,4%. La situation se normalisera par la suite avec, jusqu'en 1968, un taux de croissance plus modéré de 4,12%.

A partir de 1970, on assiste à une forte accélération du taux de croissance du R.N. dont le point culminant sera l'envolée de 1974. De 1970 à 1973, le taux moyen géométrique de croissance passe ainsi à 9,8%, soit 2,4 fois le taux relevé pour les années précédentes.

De 1975 à 1979, soit en éliminant l'aberration de 1974, ce taux passe à 6,37%. Cette accélération notée à partir de 1970 dans le rythme de croissance du R.N. est essentiellement due, une fois de plus, aux améliorations notées au niveau du secteur pétrolier, améliorations qui auront les plus importantes répercussions en ce qui concerne le Budget de l'Etat, et plus particulièrement le niveau de ses revenus. En

---

(1) N'est comptabilisé que dans le calcul "au prix du marché" du revenu national.

1970, en effet, les revenus du gouvernement central connaissent une croissance de 9,7% alors qu'ils avaient enregistré, pour l'année précédente, une diminution de 1,3%, diminution qui avait généré un déficit de 884 millions de bolivars dans le budget du fisc national. Plusieurs éléments concoururent à cette amélioration des revenus du gouvernement central. Tout d'abord, la réanimation du secteur pétrolier qui dépassait ainsi la situation stationnaire dans laquelle il s'était maintenue durant les années précédentes. Les rentrées fiscales sur le brut passaient ainsi de 2.749 millions de bolivars en 1969 à 2.864 millions en 1970, soit une augmentation de 4,2% qui marquait le début de la reprise après que ces rentrées soient demeurées constantes en 1969 par rapport à 1968.

Ensuite, toujours dans le secteur pétrolier, à la suite d'une décision prise lors de la XXI<sup>ème</sup> conférence des pays membres de l'OPEP réalisée à Caracas, et qui fixait à 55% minimum le taux de prélèvement fiscal sur les revenus nets des compagnies pétrolières établies dans les pays membres, les taxes progressives de valeur maximale de 52%, étaient remplacées par une taxe unique de 60%. A la suite de cette décision intervenue en décembre 1970, les rentrées fiscales connaissent, l'année suivante, une augmentation de 1.600 millions de bolivars. De même, le prix moyen de référence du brut qui était de 1,98 dollar en 1970 était fixé par le gouvernement pour 1971 à 2,56 dollars par barril, soit une augmentation de 30%. D'autre part, étaient

mis en pratique, en 1970, un certain nombre de programmes destinés à améliorer le recouvrement de l'impôt sur le revenu, ce qui permettra d'augmenter les rentrées effectives de 14%. C'est donc essentiellement par cette revalorisation continue des prix du pétrole que sera obtenue la forte croissance notée pour le début de la décennie. Ce sera cependant avec l'année 1973, et surtout 1974 que se manifesteront dans toute leur vigueur les effets des mouvements des prix de ce produit d'extraction. En effet, de Janvier 1973 à Décembre de la même année, le prix du brut passera de 3,15 dollars par barril à 7,74 soit, par rapport à 1970, une multiplication par quatre. La répercussion au niveau de la répartition du R.N. entre revenus salariaux et revenus du capital se note parfaitement sur le graphique 14, où, pour la première fois en ce qui concerne la série étudiée, une des deux catégories de revenus, celle des revenus du capital en l'occurrence, connaît un violent décollage par rapport à l'autre. C'est ici une des caractéristiques principales de la situation économique de ces années bien particulières, que la poursuite relativement continue de la croissance des revenus salariaux et les violents soubresauts, tant à la hausse qu' à la baisse, des revenus non salariaux. Ainsi, le R.N. déflaté augmente en 1973 de 12,6% et en 1974 de 38,2% ceci, essentiellement sous la pression des revenus non salariaux qui croissent, de leur côté, de 21,4% (toujours en valeurs déflatées) en 1973 et de 63,6% en 1974 alors que les chiffres concernant, pour les mêmes périodes, les salaires sont respectivement de 3,9% et 9,0% c'est à dire finalement tout à

fait semblables à ce qu'ils étaient durant les années précédentes. En 1979, une fois de plus, le très fort accroissement noté (13,9%) est à attribuer quasi exclusivement à l'accroissement des prix du pétrole et à leur impact sur les revenus non salariaux.

#### Revenu National/Revenu Territorial

Une comparaison intéressante peut-être effectuée entre Revenu National et Revenu Territorial, la relation entre les deux marquant l'importance de l'implantation du capital étranger sur le territoire vénézuélien. Diachroniquement, les deux courbes demeurent relativement parallèles jusqu'en 1974-1975 avec cependant un certain nombre d'écarts que nous analyserons ici, tout au moins en ce qui concerne les plus importants.

En 1956-1957, se note une augmentation relative du Revenu Territorial par rapport au Revenu National. Ceci est dû, ainsi que nous l'avons déjà signalé précédemment, à la reprise en 1956 de l'octroi de concessions pétrolières. Ces concessions étant accordées à des compagnies étrangères opérant sur le territoire vénézuélien, la répercussion la plus forte se fera bien évidemment sentir au niveau du R.T. puisque s'ajouteront aux augmentations notées au niveau du R.N. tous les gains et bénéfices propres aux compagnies multinationales et non distribués à des nationaux sous forme de salaires, de paiements à des entreprises nationales sous traitantes ou de prélèvements fiscaux.

Ceci est corroboré par le fait que, pour la période considérée, c'est la partie "revenus du capital" qui augmentera le plus rapidement. A partir de 1958, par contre, la tendance s'inverse. Ainsi, la part des non résidents dans le R.T., qui était de 13% en 1955 passait à 14% en 1956, 16% en 1957 pour ensuite décroître à 10% en 1958, 9% en 1959 et finalement 8% en 1960. Cette forte décroissance notée en 1958 était principalement due à la réforme fiscale entrée en vigueur à la fin de l'année. En effet, le Décret N° 477 du 19 décembre 1958 modifiait les taux de l'impôt complémentaire progressif sur le revenu qui passaient de 1,5 à 2% pour le taux plancher et de 26 à 45% pour le taux plafond. Cette réforme touchait bien évidemment principalement les compagnies multinationales. On notait parallèlement une nette transformation dans la structure du Revenu avec une diminution marquée de la part revenant aux revenus du capital. Cette nouvelle répartition était en partie due aux mesures de redistribution du revenu prises après la déroute de Pérez Jiménez par le gouvernement du contre-amiral Wolfgang Larrazabal. 127 millions de bolivars étaient ainsi affectés à un plan d'urgence destiné à combattre le chômage (14 mars).

Etablie à environ 13% au début des années 50, la part des non nationaux dans le R.T. décroissait lentement par la suite pour tomber définitivement, à partir de 1966, au dessous de la barre des 10%. Cependant, les événements les plus importants de ce point de vue se produiront en 1975 avec la nationalisation du fer et du pétrole. Le

résultat en sera que, pour l'année considérée, le R.N. dépassera le R.T.

#### Revenu National par habitant

Nous avons déjà retracé la courbe du Revenu National par habitant sur le graphique N° 10 de la première partie de cette étude. Mieux que la courbe globale, celle ci fait ressortir la chute nette relevée pour les années 1960 à 1962. La récession notée pour 1959 est très certainement accentuée, à notre avis, par une légère surévaluation du chiffre de la population pour cette année. Ainsi, de 1959 à 1962, le R.N. diminuait effectivement de 12,06%. Après les reprises des années 1963-1964, le R.N. par habitant connaissait une remarquable stabilité en valeurs déflatées ce qui l'amenait à ne retrouver qu'en 1968 le niveau de 1959. Cette stagnation devait se poursuivre jusqu'en 1969, ce qui donnait pour la décennie une croissance absolument nulle du R.N. déflaté par habitant le niveau de 1969 étant tout juste égal à celui de 1959. Durant la période précédente, à savoir de 1950 à 1959, le taux de croissance, nettement positif, s'était établi, en taux géométrique, à 4,57%. Les taux de croissance de la population étant demeurés très proches pour les périodes considérées, la raison doit en être trouvée au niveau de la croissance du R.N. lui même, nettement plus forte, comme nous avons pu le noter précédemment, durant la première période.

A partir de 1970, comme pour toutes les grandeurs macro-économiques étudiées, la tendance s'envole et le taux moyen géométrique an

nuel pour la décennie 1969-1979 s'établit à la valeur très élevée de 6,32%, compte tenu d'une très forte accélération durant la dernière année (10,5%).

#### Revenu National et Produit National

La mise en rapport, sur le graphique N° 10 de la première partie de l'étude, des courbes de l'évolution du PNB et du RN montre que celles ci suivent une évolution relativement parallèle. On constate cependant que les importances relatives des deux grandeurs ont varié durant la période considérée, le PNB à prix courants déflatés ayant, depuis 1960, été multiplié par 3,3 alors que le R.N. l'était par 3,6. La résultante en sera que le R.N. qui représentait en 1960 seulement 83,7% de la valeur du PTB, en représentait 84,2% en 1970 et 91% en 1979. Ce net rapprochement noté pour la dernière décennie doit voir ses causes recherchées au niveau des variations des grandeurs constitutives de la différence entre PNB et RN : la consommation de capital fixe d'une part, les impôts indirects nets de subsides d'autre part. De 1970 à 1979, le montant, toujours à prix courants pondérés, des impôts indirects nets de subsides a diminué de 7,1%. Ceci est dû en partie à la faible augmentation des impôts indirects dont le taux de croissance (27% durant la période) a été largement inférieur à celui de toutes les autres grandeurs considérées ici, PTB (91,1%) comme RN (117,2%), en partie à la très forte augmentation des subsides dont le montant a été multiplié par plus de 10 de 1970 à 1979. En ce qui concerne la consommation de capital fixe, celle ci a augmenté de 46%. De ce fait, les impôts indirects

qui représentaient en 1970 6,6% du Revenu National Net, n'en représentaient plus en 1979 que 4,2%. Déduction faite des subsides, la différence apparaît encore plus marquée puisque ces chiffres passent respectivement à 6,4% et 3,2%.

## 2.2. La décomposition par types et secteurs du Revenu National

Conformément aux données de la Comptabilité Nationale vénézuélienne, nous nous baserons ici sur la différenciation entre revenus salariaux d'une part et revenus du capital d'autre part. Ces deux catégories ont subi, pour la période considérée (1950-1980), un changement notable en 1968 avec le transfert du travail non salarié de la première catégorie dans laquelle il était comptabilisé jusqu'à présent à la seconde. La modification est parfaitement nette sur le graphique N° 14. Par comparaison, pour 1968, des données calculées suivant l'ancienne et la nouvelle méthode, il apparaît que le travail non salarié représentait 12% de la catégorie de la rémunération des employés et ouvriers et, dans sa nouvelle classification, 16% de la catégorie des revenus non salariaux.

Les participations relatives de chacune de ces catégories connaîtront un certain nombre de variations, dues pour l'essentiel à des mouvements intervenus au niveau des revenus du capital qui sera la courbe la plus sujette à des variations conjoncturelles alors que celle concernant les revenus salariaux connaîtra une croissance que l'on pourra qualifier de particulièrement régulière.

### Les revenus salariaux

De même que pour les autres types de revenus, trois périodes sont à différencier ici. Une première à croissance rapide (8,2% en taux annuel moyen géométrique) allant du début de la série considérée (1950) à 1958. Une seconde à net ralentissement (3,9% par an) allant de 1959 à 1968 (1969 en réalité, mais le changement des règles de calcul de la C.N. ne permet pas de prendre cette année en compte). Une troisième de forte reprise de la croissance (8,0%) allant de 1970 à 1979. Ces trois périodes apparaîtront bien évidemment étroitement liées au niveau de l'activité dans le secteur pétrolier ou, plus exactement, au niveau du produit nominal de ce même secteur.

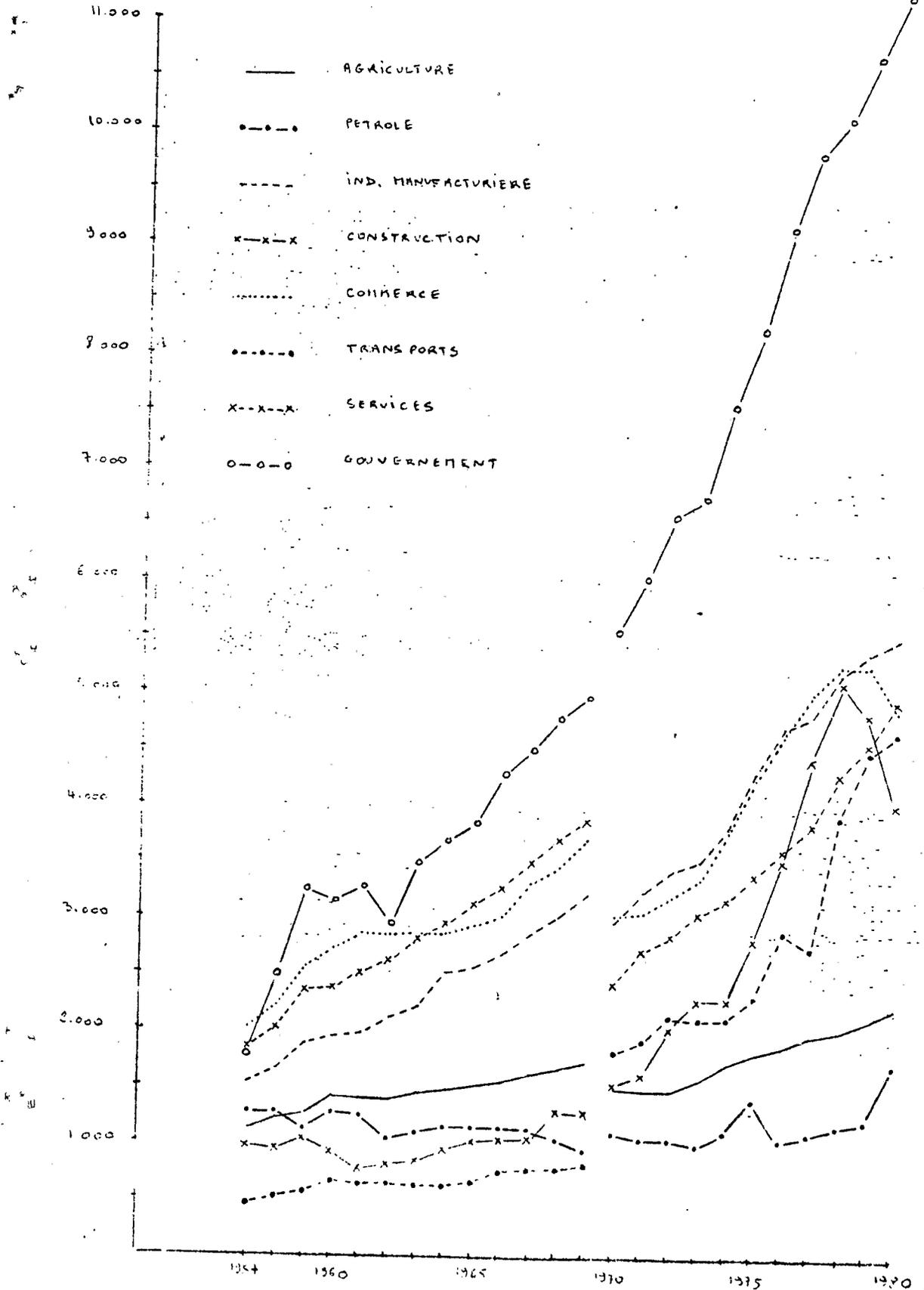
La première des fortes augmentations de la rémunération des employés et ouvriers que l'on notera sera celle de l'année 1953 avec 15,2% de croissance en un an. Il est toutefois à noter que cette brutale augmentation faisait suite à plusieurs années de stabilité quasi totale (croissance de 1,3% en 1951 et de 1,5% en 1952) et que les années suivantes connaîtront une croissance beaucoup plus raisonnable. Un taux particulièrement élevé de 14,6% est ensuite relevé en 1956. Il faut rappeler ici que c'est précisément en 1956 que, après 11 ans d'interruption, furent reprises les autorisations de concessions pétrolières. Deux effets sont alors à prendre en compte : les effets directs sur l'emploi privé de l'augmentation de l'activité des sociétés pétrolières (emploi direct et sous traitance) et les effets indirects par le biais d'une augmen

tation des ressources fiscales et donc de la dépense publique. C'est cependant en 1958-1959 que seront relevés les taux d'accroissement les plus marqués avec 11,8% pour la première de ces années et 11,7% pour la seconde. Ce phénomène était dû, en partie à l'augmentation des salaires, en partie à l'accroissement du volume de la population employée, les premiers gouvernements démocratiques (Wolfgang LARRAZA-bal en 1958, Rómulo BETANCOURT par la suite), particulièrement sensibles aux problèmes du chômage, ayant mis en place des "Programmes d'Oeuvres Extraordinaires" destinés à l'éponger dans la mesure du possible. Les taux de salaires accordés pour ces programmes (9,5Bs. par jour puis plus de 13 Bs. par la suite), nettement supérieurs aux taux pouvant être obtenus dans les zones rurales, induisirent d'ailleurs des mouvements vers les villes rendant plus aigu encore le problème.

Avec deux années de retard, la rémunération nationale des employés et ouvriers allait connaître, bien que d'une manière nettement moins aigue, un ralentissement semblable à celui relevé pour les revenus du capital. Nous ne relèverons cependant pas, si ce n'est faiblement en 1962 (-2,0%), une véritable récession de l'ampleur de celle ayant frappé les revenus du capital qui diminueront de 10,3% de 1958 à 1961. Comme nous l'avons déjà précisé précédemment, l'explication au niveau de l'emploi public peut être en partie trouvée dans le pourcentage élevé d'entreprises déclarées en faillite ou connaissant des difficultés. Cependant, c'est au niveau de l'emploi public que devront être



MILLIONS  
DE BS



tre recherchés les principaux déterminants de la baisse et ce, principalement en 1962.

La part directe du secteur (c'est à dire sans prendre en compte les entreprises d'Etat) dans la rémunération territoriale du travail passait en effet de 22,8%, taux relativement élevé, en 1959 à 21,3% en 1960 et 19,6% en 1962. Ainsi, la valeur nominale de la rémunération du travail de la part du secteur public en 1962 était elle exactement la même que celle de 1960. Elle avait entre temps, en 1961, connu une augmentation non négligeable.

La reprise s'effectuera, d'une manière nette, à partir de 1963, après avoir été annoncée, dans le courant de 1962 par la nette récupération des revenus du capital. A partir de 1963, et jusqu'à la fin de la série considérée (1968), la courbe reprendra une croissance relativement régulière et soutenue à un taux moyen géométrique annuel de 5,33%.

La troisième période que nous avons considérée, allant de 1969 à 1978, connaîtra un taux de croissance relativement élevé et soutenu de 8% en moyenne. Ce taux décroîtra cependant nettement en 1979, année pour laquelle il se limitera à 4%.

En ce qui concerne la répartition intersectorielle, le point remarquable sera la part tenue par le secteur public, tant pour

la période pré 70 que, d'une manière beaucoup plus marquée, pour la dernière décennie.

Durant la première partie de la période étudiée (1957 - 1969), deux grands groupes peuvent être distingués sur la base des séries nominales déflatées que nous présentons ici : Un groupe présentant une quasi stagnation de la rémunération territoriale du travail, et un groupe présentant une croissance relativement forte. Le cas du secteur pétrolier pourra ici être traité à part dans la mesure où il s'agira de l'unique secteur rémunérant en 1969 moins de travail qu' en 1957, à savoir, en valeurs déflatées, 1.260 millions de livres en 1957 contre seulement 943 en 1969, soit une décroissance moyenne annuelle géométrique de 2,4%. En valeurs nominales absolues, le sens de la relation demeure le même puisque le niveau de 1969 (958 millions de Bs) n'atteint pas celui de 1957 (973 millions de Bs). Plus préoccupante encore est la faible part tenue dans la rémunération totale du travail par le secteur pétrolier qui ne représente que 11% en 1957 et se réduit à seulement 4% en 1969, pourcentage tout à fait ridicule compte tenu de la place tenue par le secteur pétrolier au sein de l'économie nationale. Encore faut il ajouter qu'il s'agit ici de la rémunération territoriale du travail, c'est à dire incluant le personnel technique et de direction étranger travaillant dans les multinationales du pétrole. Les autres secteurs appartenant à ce groupe de faible croissance seront essentiellement situés dans la partie basse de notre graphique, il s'agira donc ici essentiellement des secteurs de moindre poids dans la

création de la rémunération territoriale du travail. Classés par ordre croissant de dynamisme, nous relèverons tout d'abord le secteur de la construction (2,51% de taux moyen géométrique annuel de croissance pour la période considérée) puis celui de l'agriculture (3,32%) qui, paradoxalement pour un pays du niveau de développement du Venezuela, ne représente qu'une partie très réduite de la rémunération du travail puisqu'elle ne représentait en 1957 que 10% du total et seulement 8% en 1969 (1). Vient ensuite le secteur commerce (4,92%) dont la part dans le total sera nettement plus importante (18%).

Parmi le groupe le plus dynamique se détacheront l'industrie manufacturière (6,33%) qui représentait 13% du total en 1957 et 15% en 1969, les services (6,27%) avec 16% puis 18% du total, et enfin le secteur public, le plus gros employeur qui avec un taux annuel de croissance de 8,81% passait de 16% de l'ensemble en 1957 à 23% en 1969.

---

(1) Ceci est d'autant plus significatif que, pour la période considérée, la Comptabilité Nationale incluait dans la catégorie "Rémunération du travail" qui nous intéresse ici les revenus du travail non salarié, c'est-à-dire une catégorie particulièrement importante en milieu agricole. On pourra d'ailleurs en noter l'importance en 1969-1970 lors du passage au nouveau système de Comptabilité Nationale qui excluait cette catégorie de la rémunération du travail et la faisait passer dans la rémunération du capital.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'année 1970 marque le passage au nouveau système de Comptabilité Nationale proposé par les Nations Unies (1). Pour ce qui est des grandeurs qui nous concernent ici, le principal changement sera le passage des revenus non salariaux du travail de la catégorie "Revenus du travail" à la catégorie "rémunération du capital". Ce sera ici la principale raison du décalage noté dans la plupart des courbes présentées. Cependant, le décalage constaté sera aussi en partie induit par des modifications intervenues au niveau des typologies utilisées, modifications que nous ne reprendrons pas ici en détail. Les écarts relevés ne représentent donc pas uniquement le cumul de la variation de la grandeur pour l'année 1970 et de la soustraction des revenus non salariaux du travail. L'image donnée par l'évolution des courbes durant la dernière décennie apparaît nettement différente de celle donnée précédemment, marquée en particulier par une forte accélération des taux de croissance de la plupart des grandeurs retenues. Deux catégories sortent nettement détachées des autres, celle de la masse salariale versée par le secteur public et celle versée par le secteur pétrolier, la première par le fort dynamisme de sa croissance et l'importance de la part tenue à la fin de la période, la seconde par son caractère stationnaire et le net dépérissement de sa participation à la formation du revenu territorial du travail.

---

(1) Cf. ST/STAT/SER.F/2 Rev. 3/.

Avec un taux de croissance moyen annuel géométrique de 7,5%, le secteur public, s'il n'est pas le plus dynamique, n'en est pas moins, et de très loin, le plus gros employeur de la force de travail salariée en distribuant, en 1979, 27% de la masse salariale territoriale, soit plus du double du secteur suivant, le secteur industriel qui n'atteint que 14%. Le secteur pétrolier, par contre est tout à fait remarquable, tant par son importance déterminante au niveau de la production du pays, au niveau des échanges avec l'extérieur, et surtout au niveau de la rémunération territoriale du capital à laquelle il participe pour la moitié, qu'en ce qui concerne sa quasi inexistence au niveau de la création du revenu territorial du travail auquel il ne participe plus, en 1979, que pour 3,1% soit simplement une augmentation de 1,1% par an en valeur déflatée par rapport à 1970, année pour laquelle il représentait 5,4% de ce même revenu.

Pour la période considérée, les secteurs les plus dynamiques seront celui de la construction qui, avec un taux de croissance moyen annuel de 13,97% vient largement en tête bien que la dernière année de la série marque une nette récession après la période particulièrement faste de 1974 à 1978 qui a permis une croissance tout à fait exceptionnelle de 22,2% par année. Vient ensuite le secteur des transports (10,65%), particulièrement dynamique depuis 1977 et celui des services (7,3%) à croissance régulière et soutenue. Le secteur industriel de même, connaît une croissance stable qui le place, pour 1979,

en seconde position en ce qui concerne la distribution de salaires.

Les revenus du capital et du travail non salarié (1)

Beaucoup plus sensible à la conjoncture économique et sociale, cette catégorie connaîtra des perturbations beaucoup plus marquées que la précédente.

En 1956-1957, sont relevées de très fortes augmentations, respectivement de 16,9% et 21,9% en valeurs nominales déflatées. Comme nous l'avons déjà signalé précédemment, ceci est essentiellement dû à la reprise des concessions pétrolières et à l'augmentation induite des revenus pétroliers classés dans cette catégorie. En 1958, principalement en raison des difficultés rencontrées par l'économie pétrolière, la tendance diminue fortement (2,5% seulement d'augmentation) pour s'inverser par la suite, les trois années suivantes enregistrant, en valeurs nominales pondérées, des taux de croissance négatifs allant de -2,5% en 1958 à -4,6% en 1961.

Un élément non négligeable à prendre en compte pour l'analyse de ces quelques années est le très important changement politique survenu avec la fuite de Marcos Pérez Jiménez et l'établissement du premier gouvernement démocratique de Rómulo Betancourt qui succédait au gouvernement provisoire de Wolfgang Larrazabal. Ces événements auront des répercussions particulièrement importantes qui viendront s'ajouter aux difficultés existantes d'ordre purement économique. On note ainsi, pour ces années un comportement tout à fait anormal de la Balance des

(1) Nous rappelons ici que jusqu'en 1968, sont seuls pris en compte les revenus du capital. Les revenus du travail non salarié ne seront intégrés dans cette catégorie qu'à partir de 1969. Ils étaient précédemment pris en compte dans la première catégorie, celle des revenus salariaux.

Paie<sup>m</sup>ents, comportement marqué par le très fort accroissement des sorties de capitaux, tant capitaux privés attirés à l'extérieur par les craintes soulevées par le changement politique que capitaux publics destinés au paiement de la dette précédemment contractée par le régime dictatorial. La gestion fiscale déficitaire et la structure de la dépense publique ajoutaient d'ailleurs encore à la tendance et favorisaient les sorties de devises. On relève ainsi un net désinvestissement, tant de la part d'étrangers au pays que de nationaux recherchant à l'extérieur, sous la forme d'actifs à court et moyen terme, des placements plus sûrs. En novembre 1960, la diminution accélérée des réserves de devises entraînait la mise sur pieds d'un contrôle des changes.

La reprise se manifestera d'une manière nette en 1962 avec un accroissement pour l'année de 10,2%, et culminera en 1964 avec 20,1%. En ce qui concerne cette dernière année, il convient de prendre en compte les modifications intervenues au niveau du taux de change du signe monétaire, à savoir le passage du dollar pétrolier de 3,09 bolívares à 4,40 bolívares, modifications qui entraîneront les répercussions précédemment notées lors de l'étude du Revenu National global. (1)

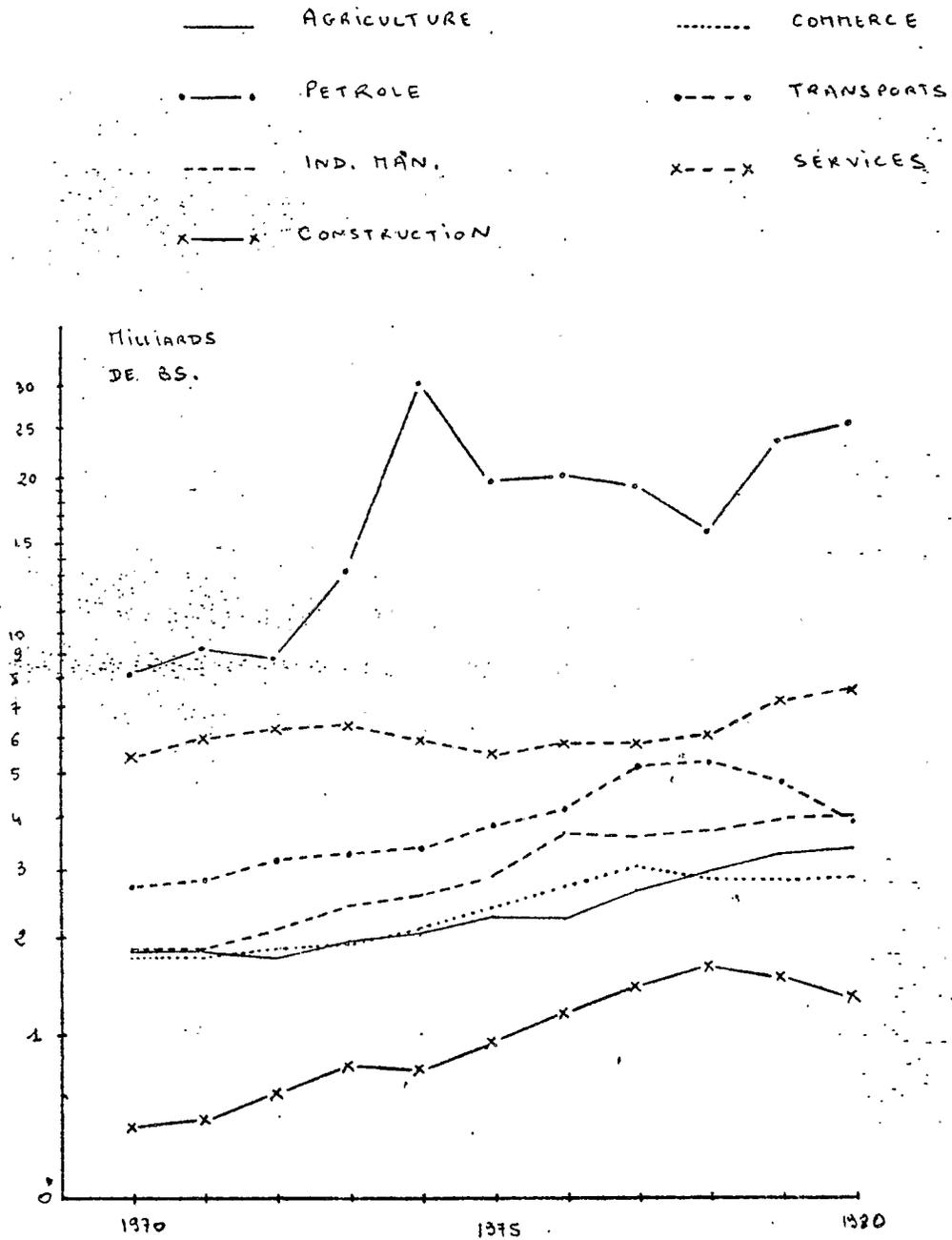
---

(1) Cf. Page 92.

TABEAU 19 : Répartition sectorielle de la rémunération territoriale du capital

	Agriculture		Mines		Pétrole (y compris Raffinage)		I. Manufacturière		Construction		Électricité Eau ...		Commerce		Transp. et con.		Services		Total	
	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Nominal	Pondéré	Pondéré	
1950																				
1951																				
1952																				
1953																				
1954																				
1955																				
1956																				
1957																				
1958																				
1959																				
1960	334	412	316	390	4.239	5.233														
1961	399	485	242	294	4.821	5.858														
1962	438	508	213	247	6.042	7.009														
1963	545	613	186	209	6.656	7.487														
1964	787	848	305	329	7.358	7.929														
1965	828	865	375	392	8.047	8.409														
1966	909	937	381	393	7.622	7.858														
1967	969	986	353	359	8.100	8.240														
1968	1.156	1.156	237	237	8.429	8.429														
1969	1.369	1.347	351	345	8.546	8.411														
1970	1.882	1.825	476	462	8.279	8.030	1.906	1.849	390	378	217	210	1.851	1.795	2.826	2.741	5.699	5.528	22.818	
1971	1.933	1.812	417	391	9.873	9.253	1.997	1.872	442	414	238	223	1.919	1.799	2.996	2.808	6.412	6.009	24.581	
1972	1.935	1.753	338	306	9.699	8.785	2.356	2.134	639	575	244	221	2.064	1.870	3.533	3.200	6.951	6.296	25.140	
1973	2.299	1.952	568	482	15.480	13.141	2.846	2.416	911	773	269	228	2.308	1.959	3.902	3.312	7.539	6.400	30.663	
1974	2.808	2.042	739	537	41.826	30.419	3.576	2.601	1.050	764	322	234	2.975	2.164	4.726	3.437	8.110	5.898	48.096	
1975	3.561	2.278	817	523	31.058	19.871	4.515	2.809	1.473	942	374	239	3.782	2.420	6.059	3.877	8.738	5.591	38.630	
1976	3.721	2.221	705	421	33.602	20.061	6.186	3.623	1.993	1.190	434	259	4.547	2.715	7.123	4.253	9.792	5.846	40.659	
1977	4.917	2.659	536	290	35.151	19.011	6.638	3.590	2.725	1.474	594	321	5.726	3.097	9.693	5.242	10.871	5.879	41.563	
1978	5.802	2.923	523	263	31.374	15.806	7.407	3.731	3.337	1.681	590	297	5.725	2.884	10.663	5.372	12.253	6.173	39.130	
1979	7.082	3.267	515	238	51.554	23.780	8.631	3.981	3.401	1.569	545	251	6.145	2.834	10.456	4.823	15.770	7.274	48.017	
1980	8.702	3.347	405	156	66.585	25.610	10.546	4.056	3.530	1.361	567	218	7.497	2.883	10.382	3.593	19.561	7.523		

GRAPHIQUE 16 : REPARTITION SECTORIELLE DE LA  
REMUNERATION TERRITORIALE DU CAPITAL  
(VALEURS PONDEREES)



En ce qui concerne la dernière décennie, la courbe de l'évolution de la rémunération nationale du capital connaîtra une évolution tout à fait particulière et remarquable, plus spécialement depuis 1973. Avec la multiplication des prix internationaux du pétrole, cette courbe s'envole en effet à partir de 1973, et avec elle la plupart des grandeurs macroéconomiques connaissent des bouleversements notoires.

Le graphique N° 16 propose la décomposition par secteurs d'activité de la rémunération territoriale du capital. Le secteur pétrolier apparaît, à l'évidence, comme le principal et unique responsable de l'envol noté en 1973-1974. Les autres secteurs par contre, par effets induits joueront beaucoup plus un rôle d'amortisseur de la dépression. Si nous exceptons la courbe très particulière du secteur des services, nous pouvons sérier les temps de réaction des divers autres secteurs. Le secteur Transport fut le premier à réagir, dès 1975, son taux de croissance annuel en valeurs nominales déflatées passant de 3,8% en 1974 à 12,8% en 1975. Il convient de préciser ici que ce secteur des Transports a connu en 1975 des hausses de prix nettement plus marquées que la moyenne nationale. En effet, si l'on s'attache au PTB du secteur, le PTB nominal pour 1975 a cru nettement plus rapidement qu'en 1974 (23,3% contre 17,8%) alors que le PTB réel a cru moins rapidement (7% contre 10,2%). La composante prix a donc joué ici un rôle de première importance. En

ce qui concerne la croissance réelle, celle ci était due principalement à l'augmentation du trafic aérien de passagers, tant international (stimulé par les facilités de crédit offertes) que national. Sur ce dernier plan, l'impact de l'ouverture d'un port libre à Porlamar dans l'île de Margarita fut particulièrement important puisque dû être mis en place un véritable pont aérien entre Caracas et Porlamar comportant 13 vols journaliers. La nouvelle accélération notée en 1977 (23,3%) est elle aussi principalement due à l'augmentation de l'activité de transports aériens. La récession notée pour 1979 sera liée, elle, à la forte diminution réelle du transport de marchandises.

En 1976, c'est au tour des profits réalisés dans l'industrie manufacturière de connaître une forte augmentation (27,9% contre 11% l'année précédente).

Exception faite des deux secteurs précédemment cités, n'apparaît pas de relation notable entre l'accroissement violent des revenus du capital noté en 1973-1974 dans le secteur pétrolier et l'évolution de ces mêmes catégories de revenus dans les autres secteurs de l'économie.

La répartition des revenus

Bien qu'il s'agisse ici d'un sujet particulièrement délicat, nous disposons d'un certain nombre d'informations sur la répartition des revenus, informations tirées des "Enquêtes de ménages" effectuées par la "Oficina Central de Estadística e Informática" (OCEI) du Venezuela. Ces enquêtes par sondage nous fournissent, entre autres, des évaluations des effectifs pour chacun des deux grands groupes socio-professionnels, celui des employés et ouvriers d'une part, celui des travailleurs pour compte propre et des patrons d'autre part. Ces deux grands groupes se partagent respectivement les deux grandes catégories du Revenu National : Rémunération des employés et ouvriers et Rémunération du capital et du travail non salarié. Un calcul mathématique extrêmement simple peut être fait consistant à reporter pour chaque catégorie du Revenu National les effectifs correspondants. Une telle approximation n'aura pas grande valeur opérative mais permettra cependant de fournir une première approximation du poids individuel relatif dans chacun des groupes. A prix courants, et compte tenu des effectifs relevés qui seront pour les salariés de 2.508.651 personnes en 1976 et 2.813.704 en 1979 et pour les non salariés de 1.010.841 en 1976 et 1.152.499 en 1979, les revenus moyens individuels s'établissaient respectivement en 1976 à 21.433 et 67.541 Bs. et en 1979 à 26.810 et 66.847 annuels. Ces moyennes qui établissent le revenu individuel annuel du non salarié à 3,2 fois celui du salarié en 1976 et à 2,5 fois en 1979, recouvrent en fait des disparités fort marquées que les données plus détaillées fournies par ces mêmes enquêtes sur les ménages permettent de

préciser quelque peu. Ainsi, en 1976, 82% des salariés recevaient moins de 1.500 Bs. par mois, ce pourcentage baissant à 43% en ce qui concerne la catégorie des patrons mais atteignant 84% chez les travailleurs indépendants. En 1978, ces chiffres passaient respectivement à 70%, 31% et 73%. Ces quelques précisions montrent l'effet perturbateur introduit par la prise en compte de la catégorie des travailleurs indépendants conjointement à celle bénéficiant de revenus du capital. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser à priori, il ne s'agit pas là essentiellement d'une classe moyenne supérieure ayant réussi à dépasser la catégorie des travailleurs salariés mais au contraire, dans sa majorité, d'individus n'ayant pas encore pu avoir accès à des activités salariées. Ce sera donc avant tout une classe essentiellement non homogène, recrutant aux deux frontières du travail salarié, à la fois des professionnels de haut niveau éducatif (médecins, avocats, et...) et des individus insuffisamment qualifiés pour avoir accès au marché du travail salarié.

Le biais est donc ici particulièrement important et l'éventail des revenus certainement beaucoup plus marqué que ne le laissent supposer les chiffres globaux relevés. Un diagnostic sur la situation prévalante en ce domaine durant les premiers mois de 1974 peut être trouvé dans l'introduction au Ve . Plan de la Nation (1). On y relève ainsi que : "Au début de 1974 a été constaté que, pour chaque bolivar de revenu, 27 centimes correspondait au travail et les 73 centimes restants au Capital ....." et, plus loin : "... Au début de l'actuelle période cons

---

(1) Gaceta Oficial de la República de Venezuela, 11 de marzo de 1976.

titutionnelle (1976), aproximativement 70% de la population ne parvenait pas à couvrir ses besoins nutritionnels minimums, connaissant des déficits caloriques et protéiniques significatifs, alors que 5% de la population recevait quasiment un quart du revenu total et que seulement 25% (de la population) consommait la moitié des biens de consommation du marché".

Si l'on considère que l'auto suffisance alimentaire, tant qualitative que quantitative, peut être étroitement reliée aux niveaux atteints de revenus, l'enquête par sondage effectuée dans le cadre des considérations préliminaires à l'élaboration du VIe. Plan de la Nation est particulièrement significative dans ses résultats puisque l'on y relève que 43,8% des enfants de 1 à 6 ans présentaient des signes de dénutrition, ce taux étant de 45,1% pour la classe des 7 à 11 ans. Tel qu'il était précisé, ces états de dénutrition se manifestaient, non par de véritables états de famine, mais par des développements physiques irréversiblement détériorés.